l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 636 - 8 F

21 FEVRIER 1986

KADHAFI TOMBE SUR UN OS



Coll. Fondation Jean-Jaurès

M. PASTEUR ! ON A TROUVÉ UN VACCIN CONTRE LA RAGE DES PRIX.



DARTY

PASTEUR : 1822-1895
1885 : 1er VACCIN CONTRE LA RAGE.

HCM

TV.ÉLECTROMÉNAGER.HIFI.VIDÉO

Donnons des oreilles à la terre.

Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.



ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

20, av. Rapp 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 705.94.39.



SOMMAIRE

« L'UNITE »
N° 636

4 FRANCE

Kadhafi tombe sur un os, par Carlos Ferrari-Lopez.

5 EDITORIAL

Par Claude Estier.

6 CAMPAGNE

Puy-de-Dôme : le mythe de Sisyphe, version auvergnate, par Marc Perry.

Paris : bataille pour le sixième siège, par Jean-Pierre Bédeï.

Rude journée pour un ministre en campagne, par Claude Jadoul.

Marseille : le vote « beur » décisif et majeur, par Marc Perry.

9 FRANCOPHONIE

La langue française de « sentimentale » doit devenir « performante », par Antoine Violet.

12 SPORTS

Les champions préfèrent-ils rouler à droite ? par Philippe Maquat.

14 LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

Jacques Pommatau (F.e.n) : « Nous demandons à nos adhérents de barrer la route à la droite. » (Propos recueillis par Claude Jadoul).

16 INDUSTRIE

Lorraine : de sidérurgistes amers en petits patrons heureux, par Stephen Gere.

18 LIVRES POLITIQUES

Au nom de la rose, par Claude Estier.

19 DOSSIER

Le socialisme du possible de A à Z.

VI. Espaces de libertés : là, la vie a vraiment changé

26 MONDE

U.r.s.s. : le congrès Gorbatchev, par Claude Estier.

L'antisémitisme institutionnalisé, par Jean Liberman.

Le père de la démocratie portugaise président, par Jean-Jacques Kourdlianski.

30 TELEVISION

La « 5 » mode d'emploi, par Michel Mathieu et Jean-Paul Liégeois.

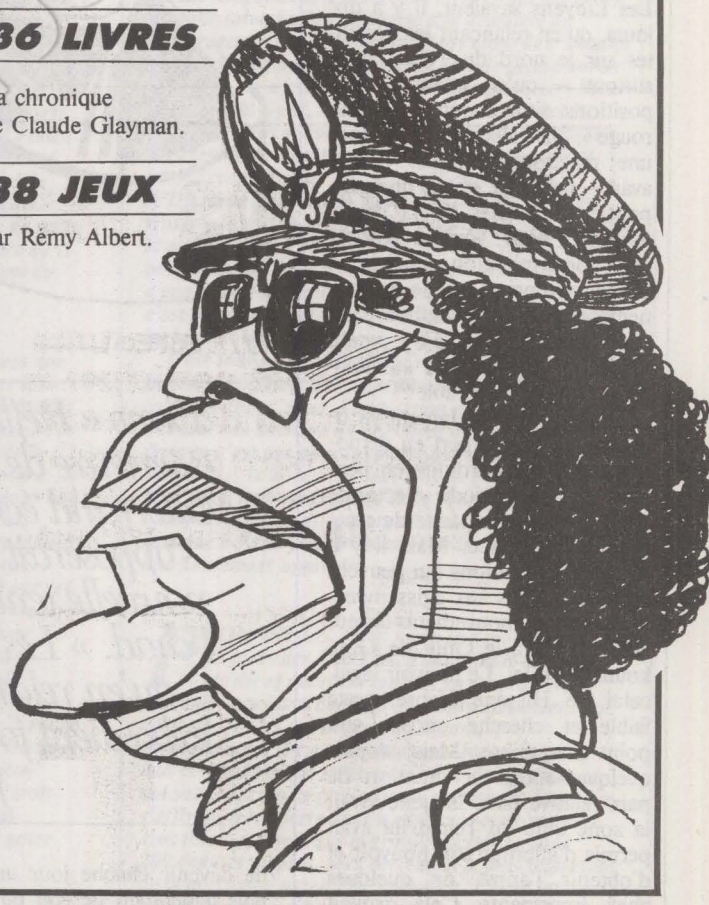
La tête de l'autre, par Fabian Gastellier.

36 LIVRES

La chronique de Claude Glayman.

38 JEUX

Par Rémy Albert.



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

KADHAFI TOMBE SUR UN OS

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

LE colonel Kadhafi aime beaucoup faire des phrases, il ferait mieux de lire un peu plus. De lire, par exemple, les « Réflexions sur la politique extérieure de la France », écrites par François Mitterrand il y a quelques semaines seulement. Cette lecture lui aurait peut-être permis d'éviter quelques mauvais calculs stratégiques, surtout dans son « engagement » tchadien.

Dans les « Réflexions... » on peut en effet lire : « (...) La France s'opposerait par les armes à toute nouvelle tentative d'occupation du Tchad. » Destinataire de cet avertissement : la Libye. C'est clair, net et précis. Les Libyens savaient, il y a dix jours, qu'en relançant les hostilités sur le nord du Tchad et — surtout — qu'en attaquant des positions situées sur la « zone rouge », ils allaient provoquer une réaction française. Il n'y avait — peut-être — que quelques politiciens exaltés de la droite française pour vouloir ignorer cette détermination affichée à plusieurs reprises par le gouvernement français. Kadhafi, lui, était averti. Alors, a-t-il voulu profiter d'une période susceptible de lui être favorable ?

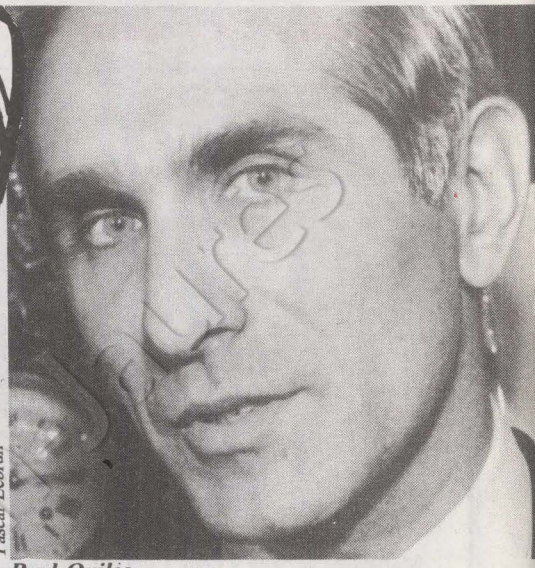
Le leader de la Jamahirya libyenne est peu expert en démocratie et il s'est trompé en pensant que la période électorale allait réduire la capacité de réaction de la France. Mais il y a d'autres explications qui peuvent donner un sens aux agissements libyens et aux mouvements de leur allié tchadien, le Gunt de Goukouni Oueddei. Le pouvoir légal, celui de Hissène Habré, reste faible et cherche encore son point d'équilibre. Mais, depuis quelques mois, la situation de paix relative dans laquelle vivait la zone utile du Tchad lui avait permis d'affermir son pouvoir et d'obtenir l'appui de quelques chefs importants. Cela risquait d'enfoncer encore plus dans un isolement dangereux son rival de toujours le chef du Gunt.

D'autre part, coincé dans le Nord désertique et peu peuplé, sans possibilité réelle de s'enfoncer au-delà de la « zone rouge » Goukouni Oueddei était obligé de devenir chaque jour un peu plus dépendant de son puissant ami libyen, perdant ainsi les marges politiques et militaires nécessaires pour une politique propre. On peut supposer que devenir le simple instrument de la politique régionale de Kadhafi n'enchante guère tous les hommes du Gunt. D'où un certain nombre de luttes intestines. En réactivant la lutte directe contre N'Djamena, le Gunt essaie de sortir de l'impasse dans laquelle il reste enfermé depuis que la France — avec ou sans opération « Manta » — garantit la sécurité du gouvernement tchadien. Celui-ci, reconnu par l'O.u.a. et par les Nations unies, ne peut pas négliger la nécessaire réconciliation de l'ensemble des forces tchadiennes pour éviter la partition du pays. Il reste à savoir si tous les efforts dans ce sens ont été faits par les uns et les autres.

L'aéroport bombardé par l'aviation française était depuis plusieurs mois déjà dans le collimateur. En 1983 les Libyens avaient commencé sa construction, une année plus tard les 3 800 mètres cimentés étaient prêts à accueillir certains avions. Mais c'est pendant l'année 1985 que la construction est devenue véritablement opérationnelle. Ainsi, lors de cette dernière offensive, le gouvernement de N'Djamena annonçait que les troupes assaillantes recevaient des renforts grâce aux bases d'Ouadi Doum.

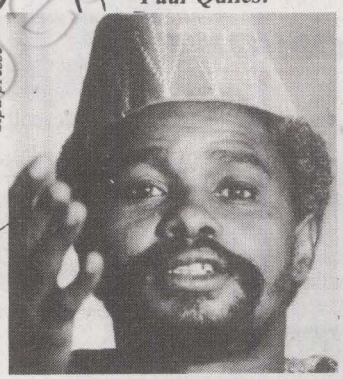
Elément clé dans le dispositif offensif des Libyens, la destruction de cet aéroport risque de bouleverser les plans du Gunt et de son allié. C'était là le premier





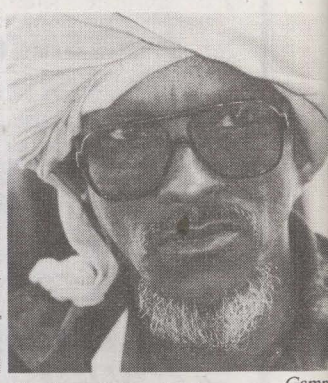
Pascal Lebrun

Paul Quilès.



Sipa-presse

Hissène Habré.



Goukouni Oueddei.

Gamm

Dans « Réflexions sur la politique extérieure de la France », François Mitterrand écrit que : « ... La France s'opposerait par les armes à toute nouvelle tentative d'occupation du Tchad. » Les Libyens savaient donc qu'en relançant les hostilités ils s'exposaient forcément à une réaction française.

volet d'une réponse rapide sur le terrain. En outre, la France, toujours en réponse à la demande du gouvernement tchadien, développe un dispositif de nature dissuasive avec un nouveau déploiement de troupes à N'Djamena et, éventuellement, dans certains points du territoire tchadien, on parle de consolider certaines positions dans l'est du pays.

La riposte quelque peu symbolique tentée en début de semaine par le dirigeant libyen ne semble pas de nature à changer les déploiements des forces prévus par Paris. En bombardant avec un avion Tupolev-22, l'aéroport de N'Djamena, Kadhafi cherche « à ne pas perdre la face ». Les trois bombes lâchées d'une altitude de cinq ou six mille mètres n'ont pas entraîné la fermeture de l'aéroport. Et les Transall qui livrent l'armement aux hommes d'Hissène Habré ont pu continuer leurs aller-retour. « Libération » avait donc bien tort, mardi matin de titrer « Le pied de nez de Kadhafi » en ajoutant que celui-ci « a réussi sa riposte à l'attaque des Jaguar français ». Comme l'a souligné le ministre de la Défense Paul Quilès, il s'agit davantage d'un « coup de bluff » évitant au colonel libyen de perdre la face mais montrant en même temps qu'il a encaissé le coup.

La balle est maintenant de l'autre côté. La fermeté de la réaction française a valeur d'avertissement. A bon entendeur un seul raid devrait suffire... La France avait prévenu ses partenaires africains de la suite que Paris entendait donner aux événements et certains de ses amis africains, présents au sommet francophone, ne cachaient pas leur satisfaction après « le coup de semonce envoyé à Kadhafi ». Il reste que si le colonel choisit l'escalade il lui faudra compter avec l'affaiblissement des forces militaires du Gunt.

C'est l'armée libyenne qui risque de se trouver directement en première ligne. Le jeu en vaut-il la chandelle ? Certaines sources ont fait état à plusieurs reprises du malaise existant chez les militaires de la Jamahirya libyenne, s'enfoncer dans une nouvelle guerre des sables pourrait être l'occasion d'une aggravation des dissensions. ●

EDITORIAL

Morceaux choisis

PAR CLAUDE ESTIER

***DEMOCRATIE.** Le Portugal est une démocratie. Jeune encore puisqu'elle n'a pas douze ans d'âge, après un demi-siècle de dictature. Mais elle fonctionne remarquablement. Conscients de l'enjeu de l'élection présidentielle, les Portugais ont voté en masse et, contre l'attente de beaucoup, ils ont donné la majorité à celui des deux candidats resté fidèle à l'esprit de la « Révolution des œillets » d'avril 1974, au combattant antifasciste contre celui qui dissimulait à peine sa filiation salazariste. Mario Soarès, que l'on disait « enterré » après la sévère défaite subie par le Parti socialiste en octobre dernier, est donc président de la République. Avec le courage et la ténacité qu'on lui connait depuis longtemps il a vaincu tous les obstacles dressés sur sa route y compris par des membres de son propre parti. Et il a contraint son vieux rival Alvaro Cunhal à faire un choix militant que les électeurs communistes ont appliqué avec une remarquable discipline. Sujet de réflexion peut-être pour les communistes français. Sujet de réflexion aussi pour nous : la victoire de notre ami Mario Soarès nous enseigne une fois encore qu'il n'y a de batailles perdues que celles qu'on refuse de livrer.*

***DICTATURE.** Les Philippines ne sont pas une démocratie. Là aussi on vote mais c'est le vaincu qui est proclamé vainqueur. Vainqueur par la tricherie comme Ronald Reagan lui-même a été obligé de l'admettre en déclarant aussitôt après la proclamation des « résultats » : « Il est évident que les élections ont été marquées par une large fraude et une violence suscitées essentiellement par le parti au pouvoir. Elles ont atteint un tel degré que la crédibilité de ces élections est mise en question à la fois aux Philippines et aux Etats-Unis. » Embarrassés par cet allié encombrant qui a été si longtemps leur protégé, les Américains essaient de convaincre Marcos de trouver un modus vivendi avec Cory Aquino qui a réussi à rassembler autour d'elle un formidable mouvement populaire. Curieuse conception de la démocratie que celle qui consiste à mettre sur le même plan celui qu'on accuse officiellement d'avoir triché et celle qui a été, aux yeux de tous, victime de cette tricherie. Les Etats-Unis ont déjà payé cher d'avoir soutenu des régimes dictatoriaux et corrompus (Somoza, Duvalier, Marcos, etc.). On attend autre chose de la grande démocratie américaine.*

***DUVALIER.** A propos de Duvalier précisément, les Etats-Unis continuent un jeu bien étrange et non conforme aux engagements pris. A l'origine, il s'agissait de faire partir le dictateur le plus vite possible pour éviter un bain de sang à Haïti. C'est la raison pour laquelle, malgré sa répugnance, le gouvernement français avait accepté de l'accueillir provisoirement. Mais maintenant qu'il est chez nous, Washington trouve tous les prétextes – celui consistant à dire qu'il n'a pas de visa américain est quand même un peu gros ! – pour nous refiler, si l'on peut dire, ce Bébé Doc. Mais il ne saurait être question pour la France de se perdre dans des considérations juridiques. Comme l'a fait observer François Mitterrand, ce n'est pas à des gens comme Duvalier que peut s'appliquer le droit d'asile. Il faut qu'il quitte au plus vite le territoire français !*

***KADHAFI.** Que veut le colonel libyen ? A quels arguments est-il sensible ? Sans doute uniquement à la force et c'est ce qui justifie la nouvelle intervention française à la demande du gouvernement de N'Djamena. Il est absurde d'accuser la France à ce propos de jouer le rôle de gendarme de l'Afrique. Ce n'est pas l'aviation française mais bien les forces de Gunt, soutenues par le matériel et la logistique de Kadhafi, qui sont repassées à l'attaque ces dernières semaines. Fallait-il rester inactifs et laisser ces forces arriver tranquillement jusqu'à N'Djamena qui reste leur objectif proclamé ? Il est vrai que le malheureux peuple tchadien a besoin d'aide et de paix et non de canons et de bombes. Mais faut-il pour autant laisser les mains libres à Kadhafi ? S'il y a une chance que celui-ci consente un jour à négocier c'est parce qu'il aura senti en face de lui une fermeté inébranlable.*

Il est tout aussi absurde de voir dans cette nouvelle intervention française un argument en faveur de la cohabitation. Certes, l'opposition n'a pas grand-chose à redire à la décision du président de la République mais ce n'est pas pour lui plaire que celui-ci à fait bombarder la piste de Ouadi-Doum. C'est simplement pour tenir les engagements de la France, ce que la quasi-totalité des dirigeants africains, réunis cette semaine à Paris pour le sommet de la francophonie, ont hautement apprécié.

***PRONOSTICS.** Nous sommes à moins de 25 jours des élections. Tout semble déjà avoir été dit et pourtant tout est en suspens. J'ai rencontré ces jours derniers plusieurs ambassadeurs en poste à Paris qui avaient transmis à leur gouvernement, il y a seulement quelques semaines, leur certitude d'une large victoire de l'opposition et qui sont en train de reviser leurs prévisions. Une idée s'affirme, que Pierre Joxe a exprimée cette semaine avec force, à savoir que le groupe socialiste, avec 200 députés ou plus, sera nettement le plus important de la prochaine Assemblée nationale. Ce qui laisse ouvertes plusieurs hypothèses dans lesquelles le P.s., avec le président de la République, aurait un rôle déterminant. Pour l'instant, il ne s'agit pas de spéculer sur l'après 16 mars mais d'entrainer les millions d'électeurs dont tous les sondages montrent qu'ils hésitent encore entre continuer avec les socialistes ou revenir en arrière avec la droite. Il n'a pas fallu 25 jours au Portugal pour que tout bascule. Ce n'est pas un pronostic mais une volonté.*

PUY-DE-DOME : LE MYTHE DE SISYPHE VERSION AUVERGNATE

Duel épique au pays des volcans entre le spécialiste de Camus qui a donné son nom à une des lois majeures de la législature, Roger Quilliot et l'ex-président en exercice Valéry Giscard d'Estaing. Il n'est pas certain que les Auvergnats préféreront le descendant de Louis XV au disciple du Prix Nobel de littérature.

PAR MARC PERRY

(de notre envoyé spécial)

LE Puy-de-Dôme donnera lieu le 16 mars prochain à un véritable combat de Titan. Un ancien président de la République contre un ancien ministre. Une belle affiche. A ma droite, Valéry Giscard d'Estaing, à ma gauche Roger Quilliot. Deux attitudes, deux comportements, deux philosophies diamétralement opposées.

Nous les connaissons tous deux sur le plan national mais il est intéressant de les observer dans leur placenta électoral. Et, à Clermont-Ferrand, il est clair qu'au-delà des étiquettes de chacun, qu'au-delà du débat d'idées, c'est d'abord un combat entre deux personnalités.

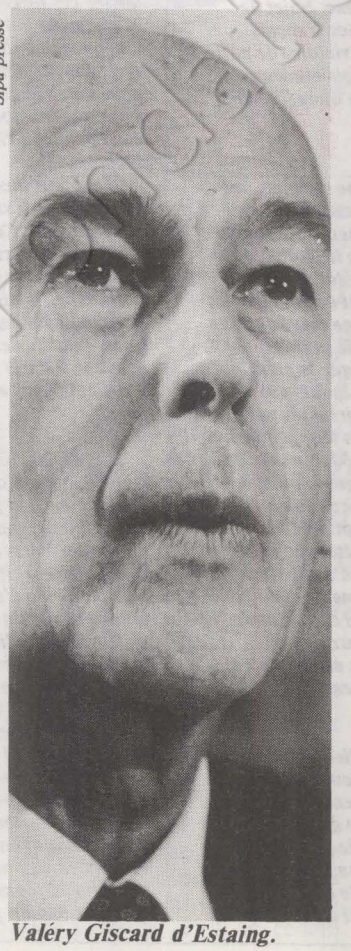
Le premier n'a pas changé depuis cinq ans. Le temps semble ne lui avoir apporté aucun enseignement. Il est toujours le descendant de Louix XV, il a conservé sa morgue, il était le monarque au pays des Français, il est devenu le châtelain au pays des Auvergnats. Lors de son passage à France Inter, au début du mois, en direct de Clermont, il trouvait scandaleux que les journalistes posent certaines questions. Les bonnes vieilles habitudes.

Quilliot, son concurrent et maire de Clermont-Ferrand depuis 1972, fait moins dans le look. Universitaire, spécialiste de Camus, auteur de plusieurs ouvrages ; signes particuliers : roule en Fiat 500, porte une casquette de marinier, n'a pas changé ses habitudes même lorsqu'il était ministre. Sa gentillesse, son humanité, son esprit aussi ont été déterminants pour se faire adopter par les Auvergnats, lui, cet enfant du Pas-de-Calais (Roger Quilliot n'est pas le régional de l'étape, le seul point commun qu'il ait avec Giscard puisque celui-ci est né à Coblence).

A Clermont-Ferrand la différence ne se fera pas sur un bilan, comme dans d'autres départements, mais sur l'air du temps. L'Auvergne a longtemps oscillé entre le radical socialisme et le centre droit. Une population plutôt prudente, pas trop extrémiste. Localement, elle vote sensiblement à gauche, mais lors de scrutins nationaux elle penche plutôt à droite. Cela s'explique par le fait que les Auvergnats n'avaient jamais pu tester sur une période raisonnable une gestion de gauche sur un plan extra-local. Si les gens du pays faisaient confiance aux élus de gauche locaux, ceux de droite, nationaux, bénéficiaient très largement de la prime au sortant. Cette fois-ci, c'est différent. La gauche a montré qu'elle savait gérer. Un autre « bonus » : on l'a vu, l'Auvergne n'est pas un repaire « d'ultras ». Le glissement droitier de l'U.d.f. ne joue pas en faveur de Giscard. Si, effectivement, ce parti fondé par le maire de Chamalières se trouvait en 1974 à la « gauche » du R.p.r., cette année les facteurs sont inversés. Les Madelin, Longuet, Deuil et consorts ne sont pas les démocrates libéraux avancés que promettait l'ex-président. D'ailleurs, Giscard ne capitalise pas sur le côté U.d.f., à Clermont notamment.

La campagne giscardienne est axée uniquement sur Giscard et rien d'autre. Son affiche le représente sous des pommiers en fleurs avec comme slogan : « Réussissons le printemps libéral ». Lui, bronzé, en manche de chemise, sans cravate. Affiche très mal perçue par les Clermontois frustrés de voir un vacancier plutôt qu'un homme politique. Et le « printemps libéral » n'est pas vraiment de saison puisque cette affiche, très « Club Med » parue en pleine vague de froid, si elle fait rêver a du mal à convaincre.

La campagne de Roger Quilliot est plus sobre. Plus en phase avec cette population qui, à défaut de rêves, exige des réalités. Le maire de Clermont a choisi de jouer la carte de l'équipe de gestionnaires. Moins excitant que les pommiers mais peut être plus efficace. La seule chose qui aurait pu constituer un point noir, c'est le cas de Michelin. Cette mega-industrie qui em-



Sipa-presse

Valéry Giscard d'Estaing.



Pascal Lebrun

Roger Quilliot.

ployait à Clermont plus de 30 000 salariés a eu des problèmes. Une reconversion a été nécessaire. 5 000 emplois ont été supprimés. Mais tous ont retrouvé du travail. Un plan social et industriel réussi. Et, d'ailleurs, comme le dit Roger Quilliot : « La droite ne peut reprendre les problèmes de Michelin à son compte puisque critiquer Michelin, c'est critiquer la gestion de droite. C'est la gauche qui a sauvé cette entreprise. » Et c'est vrai que la droite est silencieuse en la matière. Pénurie d'arguments, pénurie d'idées, la droite se débat de surcroît sur une toile de fond à tonalité sulfureuse. Mécontent des « méthodes utilisées » pour la constitution des listes régionales d'opposition, le président départemental de l'U.d.f., Jean Morellon, vient de démissionner. Après vingt ans de bons et loyaux services, cet ex-suppléant de Giscard n'a eu qu'un strapontin sur la liste régionale. C'est dur pour un ex-député. Mais Morellon dérangeait les projets de son seigneur et maître. Il est clair que Giscard ne se contentera pas du siège de député, il veut gagner la région et ensuite Clermont-Ferrand. On comprend que certains membres de cette furie mégalomaniaque. Le R.p.r. dans la région se fait discret. Pascallon, son représentant ne se fait pas trop d'illusion : à droite, Giscard se garde la vedette.

La liste P.s., menée par Quilliot, a eu, certes, quelques problèmes avant d'être constituée. Initialement les noms choisis ne représentaient pas suffisamment le vote socialiste du Puy-de-Dôme, puisque Clermont était sous-représenté. Et il aurait été plutôt maladroit de se priver, côté P.s., de la locomotive que représente Roger Quilliot.

Sur les six sièges à pourvoir, le P.s. peut en gagner trois, le quatrième constituant un objectif difficile à atteindre, encore que... Mais Roger Quilliot, déjà sénateur, devra choisir après le 16 mars entre le palais du Luxembourg et le Palais-Bourbon. Le combat entre le disciple de Camus et celui de Louis XV semble être pour l'instant à l'avantage du Prix Nobel de littérature. Ce n'est pas vraiment surprenant. ●



Sipa-presse

PARIS: LA BATAILLE DU SIXIEME SIEGE

Sous la conduite de Lionel Jospin qui mène à la fois la liste des législatives, la liste des régionales... et une campagne nationale, les socialistes parisiens font preuve d'une belle santé.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

PLACE du Palais-Bourbon, « le 7 bis » a repris du service. L'ancien siège du P.s. abrite l'état-major de la campagne parisienne des socialistes. Une campagne qui a pris son rythme de croisière. Cette semaine a été surtout consacrée à la préparation du grand banquet qui rassemblera entre 4 000 et 5 000 personnes, le 24 février, à l'héliport d'Issy-les-Moulineaux. Militants, sympathisants, candidats, têtes de listes de la région parisienne, ministres, personnalités du monde des arts et du spectacle, et même une dizaine d'ambassadeurs en poste à Paris, se retrouveront dans la convivialité pour « l'un des temps fort » de cette campagne.

A Paris, dans le fief de Chirac qui est lui-même candidat en Corrèze les socialistes n'ont pas d'état d'âme. Ni de complexe. Un seul objectif, mobiliser. Pour l'instant il est en grande partie atteint. Les sondages créditent les socialistes parisiens de plus de 25 % des intentions de vote. Soit au moins le score obtenu par François Mitterrand lors du premier tour des présidentielles de 1981. Edwige Avice et Gérard Fuchs, cinquième et sixième sur la liste législative menée par Lionel Jospin, peuvent raisonnablement espérer siéger à l'Assemblée nationale alors qu'il y a quelques semaines la position du second surtout était considérée comme très incertaine « On se bat maintenant pour le septième siège de Gisèle Stievenard », déclare Daniel Vaillant, l'homme-orchestre de la campagne parisienne, troisième sur la liste régionale.

Reconnaissant que les élections dans la capitale se présentent assez bien pour les socialistes, Edwige Avice préfère rester prudente : « Par expérience, je sais que tant que le verdict des urnes n'est pas tombé, il ne faut pas crier victoire. Nous avons besoin de mobiliser jusqu'au bout tous nos militants. Cette ville fait preuve d'un grand conservatisme électoral. Les voix, il faut les arracher. Chacune d'elles compte. » C'est pourquoi dans le secteur d'Edwige Avice, les XIVe et XVe arrondissements, les socialistes ne ménagent pas leurs efforts.

(suite en page 8).

Gamma



Lionel Jospin dans le XVIIIe arrondissement.



Avec Edwige Avice et Gisèle Stievenard.

(suite de la page 7)

Tournée des marchés, réunions publiques ou d'appartement, animation de quartiers, tous les moyens sont utilisés pour dialoguer et convaincre.

Et puis la campagne c'est aussi l'occasion de susciter la fête. « Des artistes, des plasticiens, des musiciens du quartier apportent une contribution originale. C'est une tradition dans notre secteur », constate Edwige Avice qui bénéficie d'une profonde implantation. Car le secrétaire d'Etat à la Défense est une « pionnière ». En 1978, elle a été la première femme élue députée de la capitale. Ce succès était dû à une extraordinaire mobilisation des militants. « Aujourd'hui, dit-elle, mon implantation locale est le résultat d'une victoire collective. C'est pour rendre hommage à tous ces militants et sympathisants que je me bats aujourd'hui. »

Lionel Jospin, Paul Quilès, Georges Sarre et Michel Charzat, eux aussi élus parisiens depuis plusieurs années, peuvent en dire autant et entraînent d'ailleurs une mobilisation identique dans leurs arrondissements respectifs. Certes, le scrutin proportionnel change les dimensions de la campagne. « Il s'agit plus que jamais de se placer sur un plan national », souligne Daniel Vaillant qui ajoute : « Pas question de faire une campagne municipale. Il s'agit d'un affrontement très politique droite-gauche. Nous ne privilégions pas une droite par rapport à une autre. Lorsque l'on voit que Frédéric-Dupont, adjoint de Chirac à la mairie de Paris, figure en deuxième position sur la liste de Le Pen, on se demande où sont les clivages. »

La droite n'en est pas moins divisée. Elle présente trois listes conduites respectivement par Jacques Toubon (R.p.r), Jacques Dominati (U.d.f.) et Marie-France Garaud, les deux derniers revendiquant plus au moins légitimement le soutien de Raymond Barre... Enfin, il faut ajouter la liste du F.n., menée par Jean-Marie Le Pen. Si l'extrême droite apparaît en perte de vitesse, son leader devrait tout de même être élu.



Pascal Lebrun

Daniel Vaillant.

Le P.s. est devenu la première force à gauche

Le 13 février, lors d'une réunion avec les responsables d'associations parisiennes, Pierre Joxe et Lionel Jospin ont démontré, statistiques à l'appui, que la délinquance en France connaissait une légère diminution ces dernières années. Cette tendance pourrait être encore plus perceptible à Paris si Chirac menait une véritable politique de prévention. Or il a refusé d'engager la Ville de Paris dans l'action du Conseil national de la prévention de la délinquance, présidé par Gilbert Bonnemaison. « Une aberration », commente Lionel Jospin. Pourtant, Jacques Toubon veut faire un exemple de la gestion municipale. « Nous nous appliquons à mettre en relief le libéralisme au concret de cette politique à travers la privatisation de nombreux services tels que la voirie, l'eau, etc. », explique Daniel Vaillant.

Le P.c. est en chute libre à Paris, comme dans le reste de la France. Au grand maximum, il aura une élue : Gisèle Moreau. Un ancien conseiller de Paris du P.c., Louis Régulier, aujourd'hui « communiste critique » avec Henri Fiszbin figure sur la liste socialiste. Il déplore que son ancien parti réserve ses coups les plus durs au P.s. et ajoute : « Il faut mettre les gens devant leurs responsabilités en leur demandant s'ils souhaitent ou non le retour de la droite au pouvoir. C'est en ces termes que se pose le problème. » Le déclin du P.c. et la modification de la sociologie parisienne ont perturbé le rapport de force politique dans la capitale. Globalement la gauche perd du terrain, mais le P.s. est devenu la première force d'opposition au R.p.r. Pourtant la concurrence est rude, puisque dix listes au total s'affrontent à Paris pour les législatives.

« Alors qu'auparavant il s'agissait d'un tête-à-tête R.p.r.-P.c., aujourd'hui la polarisation s'effectue autour du R.p.r. et du P.s. », constate Daniel Vaillant. Une évolution qui confirme une tendance qui a commencé à se dessiner en 1981.

Les socialistes profitent donc de cette campagne pour marquer de nouveaux points. Ils proposent la poursuite de l'œuvre commencée en matière de solidarité, de justice fiscale et lancent cette formule : « La droite veut défaire ce que la gauche a construit. »

Au chapitre des principales préoccupations des Parisiens : l'emploi : « J'informe les gens, sur les aides apportées par le gouvernement à la création d'entreprises, explique Edwige Avice. J'insiste sur les nationalisations qui ont été conçues pour éviter des problèmes dans certains secteurs. Enfin, je sensibilise les gens sur la nécessaire articulation entre la formation professionnelle et l'emploi. »

L'accueil réservé aux militants socialistes ? Plutôt bon. « Le climat est très différent de celui de la campagne municipale de 1983. Nous avons instauré un dialogue. Nous recevons beaucoup de questions. C'est beaucoup plus facile qu'il y a trois ans. Les réseaux de gauche se sont remobilisés », constatent les responsables de la campagne.

Le P.s. mène une campagne de terrain dans tous les arrondissements. Y compris ceux qui sont réputés les plus à droite. « Jusqu'à présent, dans des quartiers comme le XVIe ou le VIIIe, des sympathisants de gauche n'allaient pas voter car ils savaient très bien qu'ils n'avaient aucune chance d'avoir un élu.

Aujourd'hui avec la proportionnelle, ils se sentent plus motivés car leurs voix vont compter, » explique Daniel Vaillant. C'est pourquoi ont été constitués six secteurs géographiques coordonnés respectivement par les six premiers candidats de la liste législative (Lionel Jospin, Paul Quilès, Georges Sarre, Michel Charzat, Edwige Avice et Gérard Fuchs). Ce vendredi soir aura lieu dans le XXe arrondissement le premier des cinq grands meetings qui se tiendront à Paris, en présence de Lionel Jospin (1). L'organisation et les structures de la campagne sont maintenant bien au point. Un conseil politique se réunit tous les lundis après-midi. Et le mardi matin, Daniel Vaillant rassemble son équipe pour mettre en application les décisions prises la veille. Enfin, le P.s. semble avoir trouvé un équilibre harmonieux entre l'image collective de l'équipe socialiste qui se présente aux suffrages des Parisiens et la personnalisation de la campagne autour de Lionel Jospin. Le Premier secrétaire conduit les deux listes. Un choix apparemment judicieux, puisque, selon un sondage Sofres-« Le Monde » du 6 février, Lionel Jospin est la première personnalité à qui les Parisiens souhaiteraient voir jouer un rôle important dans la capitale dans l'avenir. Tout en assurant une campagne nationale d'envergure, il s'attache à descendre sur le terrain à Paris : contacts avec la population dans la rue, présence sur les marchés le samedi matin, réunion avec les associations, rencontres avec le monde du travail et meetings d'arrondissements.

Sans oublier, le 24 février, une tournée en Ile-de-France où il doit développer les propositions socialistes pour la région. L'image même de la belle santé des socialistes parisiens. ●

(1) *Les autres meetings du P.s., à Paris, tous avec Lionel Jospin, auront lieu le 26 février, salle Japy (11e) avec Georges Sarre, le 3 mars au Gymnase Glacière (13e) avec Paul Quilès, le 10 mars au Montparnasse Park Hôtel (14e) avec Edwige Avice et Gérard Fuchs, le 14 mars, au Gymnase de la Porte de Clignancourt (18e) avec Claude Estier et Bertrand Delanoë.*

La rude journée d'un ministre en campagne

De l'Aveyron à Dunkerque en passant par l'Allier, Michel Delebarre, ministre du Travail, surmené, a dû affronter quelques travailleurs en colère, a tenté de régler le problème des licenciés de Gibert Jeune, celui de Dunlop en trouvant heureusement le temps de se grimer pour le Carnaval.

PAR CLAUDE JADOUL

(de notre envoyé spécial)

***JEUDI 9 FEVRIER.** Rude journée pour Michel Delebarre. Au menu : l'Aveyron et l'Allier. Dans l'avion du Glam qui le conduit à Rodez, le ministre du travail consulte dossier sur dossier : aménagement du temps de travail, l'affaire Clavaud (ce travailleur de Dunlop « coupable » d'une interview à « l'Humanité » et licencié aussi sec par Sumitomo) et l'affaire Gibert Jeune.*

Visiblement, Michel Delebarre n'a pas digéré la décision de Joseph Gibert de licencier quatre-vingt et un salariés, au motif d'un élément de « force majeure » (l'attentat du 4 février dernier). Il la conteste sur le fond et sur la forme. La position du ministre du Travail est claire : « Il n'est pas du tout évident que M. Gibert puisse invoquer le cas de force majeure. » La hâte de licencier chez Gibert Jeune est fort suspecte. La chronologie des événements jette en tout cas une lumière crue sur ses pratiques. Ainsi, il faut savoir que l'inspectrice du travail a proposé une solution simple à Joseph Gibert dès le 7 février : le chômage partiel total. Elle lui en a expliqué le mode d'emploi, imprimé administratif à l'appui. Cette formule, peu utilisée, coûte trois fois rien à l'entreprise, par salarié et par journée : environ cinq francs. Le temps d'attendre que le magasin du boulevard Saint-Michel soit remis en état. M. Gibert, sitôt l'entretien terminé, n'hésite pourtant pas : il expédie — le même jour — une lettre de licenciement au quatre-vingt et un salariés. « C'est dégueulasse », laisse tomber Michel Delebarre. Pas de réunion du comité d'entreprise, aucun entretien préalable, ni indemnités, ni préavis, la parole est au Tribunal de grande instance qui doit statuer sur la validité de l'argumentation patronale. Michel Delebarre confie : « J'ai chargé le préfet de trouver une solution négociée entre les syndicats et l'employeur. » Une première réunion s'est déroulée le 17 février. Curieux : Joseph Gibert a utilisé l'expression « gouvernement socialiste » devant les caméras. Un autre gouvernement et un autre ministre du Travail auraient-ils jeté leur poids en faveur des salariés ?

L'avion atterrit maintenant à Rodez où un comité d'accueil intersyndical C.g.t.-F.o. — 200 travailleurs — attend le ministre. L'avion est immobilisé en bout de piste. Michel Delebarre tempête : il veut parler aux travailleurs. Une préfecture trop zélée — protégez-moi de mes amis ! — en a disposé autrement. En route pour Sebazac où une réunion publique attend le ministre. Les manifestants l'y suivent, bien évidemment. Michel Delebarre ne perd pas son flegme et charge Jean-Marie Rosenfeld de négocier. L'offre est simple : il recevra une délégation. « Pas question, nous voulons le voir tous ensemble. » A l'intérieur du gymnase, Michel Delebarre répond en écho : « Ce n'est pas en vociférant que l'on fera avancer la France. »

Six délégués de Vieille-Montagne font maintenant face au ministre du Travail. Leur discours est bien structuré et le courant passe. « Qu'en est-il de la restructuration de l'entreprise ?

— Le vrai débat, explique Delebarre, ce sont les emplois de conversions à créer d'ici à 1987.

— Discutons-en avec la direction », demande la délégation.

Le ministre propose une rencontre à Paris (elle s'est déroulée mercredi dernier au ministère du Travail en présence d'un représentant d'Edith Cresson). Michel Delebarre conclut : « Sur le fond, on est bien d'accord. » Chacun a pu s'expliquer, sans intervention policière, le dialogue, quoi.

Cap ensuite sur Moulins. A Yzeure, c'est un auditoire socio-professionnel qui attend M. Delebarre... et une manifestation d'accueil des « Dunlop ». Le ministre répète, à l'intérieur de la salle : « Je condamne le licenciement d'André Clavaud. » Il explique aussi sa démarche chez Gibert Jeune avant de réexpliquer les enjeux de la modernisation du pays. Questions, réponses puis départ pour l'aéroport Cap sur Lille où un week-end chargé l'attend. Un moment de détente : dimanche, au XXe Carnaval de Dunkerque Michel Delebarre arborait un superbe couvre-chef. Convivialité nordiste pas morte... ●



Michel Delebarre au carnaval de Dunkerque.

A.f.p.

MARSEILLE : LE VOTE "BEUR" DECISIF ET MAJEUR

PAR MARC PERRY

(de notre envoyé spécial)

Avec leurs 2 ou 3 % d'intentions de vote, les « beurs » pouvaient prétendre à maintenir une liste... mais c'était prendre le risque de faire battre Philippe San Marco, « leur » député socialiste, et de donner ainsi un siège de plus au Front national ! Faisant preuve d'une grande maturité politique ils ont choisi de se désister.

PERSISTERA, persistera pas, renoncera, renoncera pas c'est la question que toute la galaxie politique marseillaise se posait encore jusqu'à mardi dernier au sujet de la liste « beur » des Bouches-du-Rhône animée par Camel Adjina. Mais désormais le suspense est terminé. La petite liste « trublione » qui faussait les pronostics a cédé et, nous allons le voir, Camel Adjina et ses amis en sortent grandis.

Sur 800 000 électeurs potentiels des Bouches-du-Rhône il faut, en effet, compter 100 000 Français issus de l'immigration ; ils ne votent pas tous, ils ne sont pas tous inscrits mais représentent un poids non négligeable. A Marseille surtout, ville que beaucoup jugent différente mais qui est seulement le reflet amplifié de notre histoire (la France n'est-elle pas le produit d'une vaste mosaïque multi-ethnique). Et cette même ville n'est pas malade de l'immigration mais souffrante de ses vieux démons. On se rappelle ici qu'en 1896 des dizaines d'Italiens ont été noyés. Trente ans plus tard un maire d'origine italienne était élu. Marseille a toujours fini par absorber son flux et son reflux portuaire.

Depuis la campagne municipale de 1983 Marseille est ébranlée par une vague de racisme qui, tous les trente ans, sert de fonds de commerce électoral à la droite. Et cette fois-ci les victimes en sont les Maghrébins. Italiens, juifs, Arméniens, pieds-noirs, Corses, Africains ayant eu leur heure. Mais entretemps la démocratie s'est émancipée et, profitant d'un double courant – hystérie du Front national et de la droite marseillaise et prise de conscience des Français issus de l'immigration –, l'émergence d'une liste, « beur » devenait logique, normale. Et si le fait semblait relativement nouveau il était justifié qu'après tout les 100 000 beurs des Bouches-du-Rhône souhaitent élire un représentant.

Mais regardons les choses en détail. Jusqu'à maintenant les beurs marseillais, Français à part entière, étaient soutenus lorsque la pression raciste se faisait trop dure par « leur » député, en l'occurrence Philippe San Marco, le dauphin spirituel de Gaston Defferre. San Marco, l'un des hommes politiques locaux marseillais les plus en phase avec l'histoire de sa ville est quatrième sur la liste du Parti socialiste dans les Bouches-du-Rhône. Et un calcul simple montrait que si les voix des électeurs beurs ne suffisaient pas à leur fournir un siège, elles enlevaient en revanche des chances d'être élu à San Marco. Pire, le jeu de la proportionnelle faisait profiter un candidat de



Gamma

Gaston Defferre, Laurent Fabius et Philippe San Marco à Marseille.



Harlem Désir avec Camel Adjina.

Collection Jean Jaurès

droite des voix des fils d'immigrés. Très mauvaise affaire pour la gauche marseillaise. Pour la gauche et pour le genre humain ! Les beurs avec leur 2 % ou 3 % d'intentions de vote pouvaient soit favoriser le renouvellement du mandat de Philippe San Marco, soit donner un siège de plus au Front national. Dur dilemme ! Après quelques semaines de réflexion Camel Adjina a opté pour la solution la plus difficile mais aussi la plus « politique ». (Il n'y a pas de raison que Jean-Claude Gaudin ait le monopole du pragmatisme lorsqu'il pactise ouvertement avec le Front national). Mais si apparemment ce désistement a le petit goût amer des défaites, il s'agit en fait d'une grande victoire, la première victoire des Français issus de l'immigration. D'abord ceux que l'on considérait comme un phénomène marginal ont compris et fait comprendre qu'il fallait désormais compter avec eux, un coup de semonce pour la galaxie politique marseillaise. Ensuite la campagne a prouvé que l'imagination était de leur côté et que l'imagination sera bientôt une denrée qui se paiera très cher à Marseille. Et puis il n'y a pas que les élections. Si Camel Adjina symbolise effectivement le passage au politique de la deuxième génération d'autres se chargent de l'économie. Profitant de l'appel d'air favorisé par le droit d'association, Tahar Rahmani par exemple a créé une fondation, la 3 C.i., ayant pour but d'aider les Beurs à développer leur esprit d'entreprise. Initiative assez intéressante pour que le magazine « 7 sur 7 » (T.f.1) y consacre un reportage. Les beurs, c'était culturel, c'est devenu politique et ça devient économique.

Cette deuxième génération à Marseille ne s'est pas trompée d'ennemis, ce qui est déjà la preuve d'une maturité politique certaine. En réalité, on sait là-bas que la politique ça commence aux prochaines municipales. En 1989 Camel Adjina et ses amis seront plus nombreux, plus forts, plus économiquement et politiquement structurés et pourront prétendre participer à la gestion de la ville. Et cela, quoi qu'en disent certains caciques, à droite surtout, n'est pas une galéjade.●

De sentimentale la langue française doit devenir performante



Réunir à Paris, à un mois des élections législatives, un sommet des pays « ayant en commun l'usage du français » était un pari audacieux. Il a été tenu puisque les chefs d'Etat, Premiers ministres ou ministres des Affaires étrangères étaient présents dans la salle du congrès du château de Versailles pour entendre l'allocution d'ouverture de François Mitterrand.

LE PRESIDENT de la République avait voulu que cette réunion soit beaucoup plus que de simples assises de la francophonie. Il a d'emblée donné le ton en déclarant à l'adresse de ses hôtes : « Nous vivons sur cinq continents avec des modes de vie différents, des choix différents mais libres de toute allégeance et de je ne sais quelle nostalgie... Parmi ces pays ayant en commun l'usage de la langue française, il y a au moins deux catégories : ceux qui sont industriellement développés (France, Canada, Belgique) et ceux qui luttant contre le sous-développement, connaissent de graves difficultés économiques et financières (la plupart des pays africains, le Vietnam, Haïti, etc.).

C'est donc ce problème du développement qui très vite a donné le ton aux débats. Comme le soulignait le ministre égyptien Boutros Ghali, lui-même remarquable francophone, « si une telle conférence s'était tenue il y a trente ou quarante ans, les discours auraient été un florilège de citations littéraires. Aujourd'hui on y parle d'ordinateurs, de logiciels, de technologie, de formation et aussi de dette et de prix des matières premières ».

La plupart des dirigeants présents, les Africains en particulier, ont été sensibles également au fait que l'on ait tenu un langage concret, en parlant non plus comme naguère de projets grandioses et qui se sont révélés ruineux mais de programmes réalistes, souvent à petite échelle mais susceptibles de répondre à des réalités incontournables. Comme l'a souligné le président sénégalais Abdou Diouf : « L'Afrique n'est pas un pays rural par métier mais par mode de vue. Toucher à ce caractère c'est en quelque sorte la déstabiliser. » En proposant de contribuer à hauteur de 25 millions de francs à plusieurs projets précis, la France a voulu montrer l'exemple de ce que pourrait être le passage du discours abstrait à l'action sur le terrain.

On a bien senti quelques nuances dans l'appréciation de la suite à donner à l'événement. La plupart des Africains, reconnaissants à François Mitterrand de l'initiative qu'il a prise, souhaitaient que la France reste en quelque sorte le maître d'œuvre de cette communauté linguistique devenue la base d'une association économique. A condition disaient certains que la langue française cesse d'être simplement « sentimentale » pour devenir « performante ». Façon aussi de trouver une défense contre l'hégémonie grandissante de la langue anglaise. C'est dans le même esprit qu'un large écho a été donné en matière d'audiovisuel et en particulier à la proposition française d'une « agence francophone d'images » capable de faire obstacle à l'actuelle suprématie anglo-saxonne dans ce domaine.

D'autres semblaient souhaiter un meilleur partage des rôles, tel le Canada que représentaient côte à côte – ce qui était aussi une grande première – le premier ministre fédéral Brian Mulroney et le Premier ministre du Québec Robert Bourassa. C'est d'ailleurs au Québec que se réunira le prochain sommet du même genre qui confirmera que le français n'est pas seulement le véhicule d'une culture répandue aux quatre coins du monde, mais aussi la base d'un patrimoine commun encore largement inexploré.

Antoine VIOLET

LES CHAMPIONS PREFERENT-ILS ROULER A DROITE ?

Seule vraie star à s'engager, Dominique Rocheteau ne craint pas d'afficher ses opinions de gauche. Reste qu'on est plutôt frileux dans le milieu sportif quand il s'agit de prendre position : apolitisme béat, crainte d'un retour de bâton des « sponsors » ou véritable engagement à droite derrière les « has been » de Chirac : Guy Drut, Michel Jazy ou Alain Mimoun ?



PAR PHILIPPE MAQUAT

LA culture à gauche ; le sport à droite. Le cliché a pris un sérieux coup de vieux depuis 1981, encore plus avec l'arrivée d'Alain Calmat au ministère de la Jeunesse et des Sports. Mais il n'en demeure pas moins que les sportifs de haut niveau s'engagent toujous plus volontiers à droite qu'à gauche. Surtout s'ils sont encore sur le terrain. Pour preuve la présence de nombreux champions et championnes en activité — ou retirés depuis peu — sur les listes régionales du R.p.r. : Philippe Riboud (escrime), Sophie Berger (karaté) et Catherine Poirot (natation) par exemple, mais aussi Guy Laporte, l'actuel demi d'ouverture de Graulhet et du XV de France qui briguera les suffrages des électeurs en Midi-Pyrénées et ce, au lendemain du dernier match du Tournoi des Cinq nations contre l'Angleterre. Si la position de ces sportifs sur les listes ne leur laisse toutefois guère d'espoir de siéger au sein des Conseils régionaux, il n'en va pas de même pour Guy Drut, futur député, puisque troisième sur la liste représentée par le R.p.r. en Seine-et-Marne. L'ancien champion olympique de Montréal ne perd du reste pas de temps, déclarant à qui veut l'entendre qu'il ne refusera pas — si on le lui propose — le ministère de la Jeunesse et des Sports. Ce ministère que François Léotard entend, rappelons-le, rayer d'un trait de plume en cas de victoire de l'opposition.

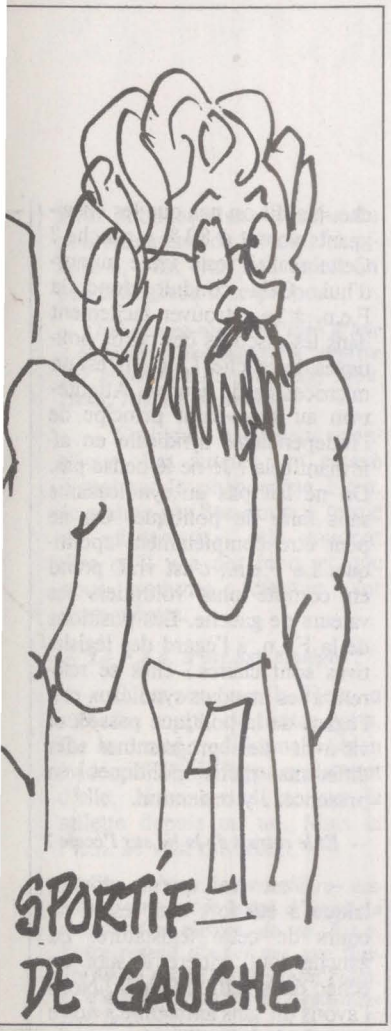
Au niveau des soutiens le parti de Jacques Chirac a également fait fort. Michel Jazy, l'ancien boxeur Jean-Claude Bouttier et le pilote automobile René Arnoux n'hésitent pas en effet à cautionner sa politique. Et à figurer aux côtés de ses leaders dans les réunions publiques ou à l'occasion d'émissions télévisées. Sans oublier, cela va de soi, l'estime qu'a toujours porté Alain Mimoun au maire de la capitale.

« L'influence de la mairie de Paris est décisive dans l'engagement des sportifs en faveur du R.p.r. C'est incontestable », confirme Laurent Cathala, député-maire de Créteil et délégué national aux sports du Parti socialiste. C'est si vrai que Catherine Poirot, médaille de bronze du 100 m brasse aux jeux Olympiques de Los Angeles en 1984, n'a pas résisté aux appels lancés par Guy Drut. Après des tentatives infructueuses dans les milieux de la mode et des cosmétiques, la nageuse a, en fin de

Dominique Rocheteau.



Presse-sports





Guy Drut.

compte opté... pour les services municipaux de la capitale qu'elle viendra étoffer après les élections. Non sans avoir auparavant apporté son concours à la campagne du R.p.r. pour les Législatives à Paris. Il est vrai aussi que de Michel Rousseau à Henri Sérandour, l'actuel président de la Fédération, la natation française a souvent viré à droite. « Jacques Chirac est prêt à faire beaucoup pour la réinsertion des champions », a confié Poirot.

L'influence de Drut peut-être, et plus sûrement la voie montrée par la gauche depuis 1981. Car le maire de Paris, autant que l'on s'en souvienne, ne se souciait guère du devenir des sportifs lorsqu'il était Premier ministre. En 1976, il s'était même publiquement opposé à la volonté de son ministre des Sports de l'époque, Pierre Mazeaud, de mettre sur pied une vraie politique du sport de haut niveau, pourtant rendue impérative à la suite des médiocres résultats enregistrés par les Français aux Jeux de Montréal. Drut excepté.

Mais à l'influence de la mairie de Paris, vient se greffer dans le choix des sportifs en faveur des partis conservateurs, celle encore plus puissante des sponsors. Désormais tous les champions sont à des degrés divers liés à des commanditaires. « Or, estime Michel Leblanc, chargé de la formation à l'Institut des sports de Vincennes (I.n.s.e.p.) et membre de la commission des sports du P.s., le sportif n'a rien à craindre vis-à-vis de son sponsor s'il est engagé à droite. Ses contrats n'en souffriront pas. » Difficile d'être, en revanche, aussi affirmatif pour un engagement à gauche à moins de s'appeler Dominique Rocheteau et de bénéficier d'une large autonomie. L'avant-centre du Paris S.g. n'hésite pas, en effet, à dire qu'il a toujours eu des idées de gauche et que fidèle à ses idéaux, il n'entend pas en changer, appelant à voter en faveur du P.s. le 16 mars (1).

De cela il faut rapprocher l'opinion d'Edwige Avice, l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports qui estime qu'il y a autant de sportifs-sympathisants à gauche qu'à droite, mais que ceux de gauche sont plus discrets et préfèrent agir dans l'anonymat. Un vrai problème, donc, lorsqu'on n'est pas une star libre de ses choix, ou encore, comme en cyclisme, lorsque la sponsorisation est vitale.

D'autant rappelle, l'athlète, Jean Michel Charbonnel (33 ans), spécialiste de marathon et également membre de la commission des sports du P.s., « que de toute façon le sportif en activité n'exprime pas facilement son engagement ». Pour beaucoup de sportifs, la politique est, c'est vrai, encore considérée comme un sujet tabou. « Je veux bien parler de sport, mais surtout pas de politique. » Cette phrase, le journaliste spécialisé se l'entend dire plus souvent que souhaité, dès qu'au détour d'une interview il s'écarte quelque peu des traditionnelles questions relatives à la forme du moment ou à l'évaluation des forces de l'adversaire.

Le fameux apolitisme du sport entretenu par les fédérations et par le seul quotidien français spécialisé, « l'Equipe », est encore très vivace en dépit d'une évolution certaine. A cet égard le refus exprimé publiquement par l'arrière de Biarritz et du XV de France, Serge Blanco, de renoncer à l'avenir à tout déplacement en Afrique du Sud représente un progrès incontestable. La position très tranchée du Biarrot a effectivement pu surprendre. Surtout lorsque l'on connaît celle, tout aussi tranchée, mais dans l'autre sens, de la Fédération du rubgy, en matière de relations sportives avec l'Afrique du Sud.

Cette libération intellectuelle du champion, la gauche s'efforce en tout cas de la renforcer. « Le sportif doit comprendre que le sport est un fait social et politique incontestable dans lequel il est nécessaire qu'il s'engage, dit Jean-Michel Charbonnel. Afin justement de ne plus être un otage de la politique. Le sportif doit agir en citoyen adulte. » La célèbre formule : « On ne mélange pas le sport et la politique », qui contribue tant à faire du sportif un « attardé » facile à manipuler est donc appelée à disparaître. L'isolement d'un José Marajo, seul ou presque, à vouloir se battre en faveur des droits de l'homme, au moment des Jeux de Moscou en 1980, ne doit plus exister. Au Comité olympique et sportif français (C.n.o.s.f.), Nelson Paillou son président, et Chantal Réga, ancienne athlète, s'emploient du reste à activer la « responsabilité » des sportifs de haut niveau.

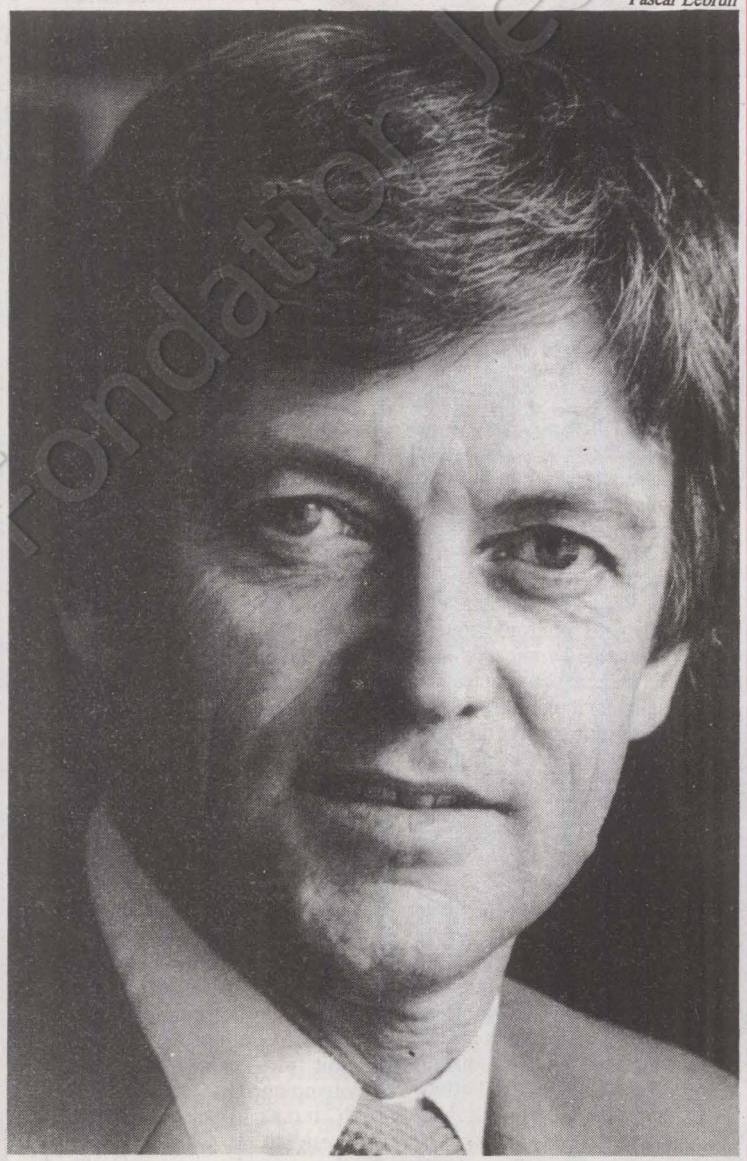
Le divorce entre les socialistes et le sport de compétition qui a incontestablement freiné l'engagement de certains sportifs semble désormais appartenir au passé. A l'épreuve des faits, les mentalités ont évolué. « La mutation s'est faite en 1981, confirme Michel Leblanc. Depuis nous avons rattrapé, une grande partie de notre retard. » Avis partagé par Jean-Michel Charbonnel : « Pour un sportif la volonté de s'affirmer n'est plus considérée comme contraire aux valeurs de la gauche. Dommage, regrette-t-il cependant, que les cadres du Parti socialiste n'aient pas assez pesé l'importance des sportifs dans les listes présentées le 16 mars.

Pas tout à fait achevée cette mutation ? Peut-être, mais il n'en demeure pas moins, que, très réservée naguère vis-à-vis de la compétition, les socialistes se trouvent aujourd'hui en pointe pour ce qui concerne l'épanouissement du sportif. Sympathiser avec un parti et figurer sur ses listes par souci – légitime – de reconversion est une chose que la droite exploite à fond ; faire prendre conscience aux sportifs de leurs droits, de leur pouvoir est une autre donnée plus importante encore à laquelle s'attelle la gauche. Qui, pour autant, n'a pas négligé l'insertion professionnelle de l'athlète qu'elle a au contraire renforcée. Epanouissement et insertion sont du reste inséparables. En dépit de la candidature de Paris pour les Jeux de 1992, Guy Drut n'aura peut-être plus, dans ces conditions, l'occasion de clamer bien haut : « Citez-moi un seul champion olympique qui ne doit pas au R.p.r. » ●

(1) Outre Dominique Rocheteau, font partie du Comité de soutien aux listes présentées par le Parti socialiste : Alain Gilles et Elisabeth Riffiaud (basket-ball), Guy Ligier (automobile), Roger Bambuck, Jean-Jacques Boussemart, Christian Valetudie, Florence Giolitti (athlétisme), Honoré Bonnet (ski), Daniel Latérade (lutte), Pascal Mazoue (boxe française) et Robert Poirier (responsable du haut niveau à l'I.n.s.e.p.).

Jacques Pommatau (F.e.n.) : "Nous demandons à nos adhérents de barrer la route à la droite"

Pascal Lebrun



« L'UNITE » : La « Forteresse enseignante » montre à l'évidence que la F.e.n. subit une sérieuse érosion de ses effectifs tout comme les autres centrales syndicales...

JACQUES POMMATAU : La F.e.n. subit le poids de la désyndicalisation tout comme les autres centrales françaises et étrangères. Il ne sert à rien de le nier, même si la désyndicalisation frappe moins la F.e.n. que d'autres.

– Vous avez perdu 130 000 adhérents.

– Oui, mais la F.e.n. a un taux de syndicalisation incomparablement supérieur à celui des autres centrales, dans son secteur. Elle syndique la moitié des personnels de celui-ci.

– Y a-t-il des causes spécifiques à votre chute des effectifs.

– On ne peut expliquer la désyndicalisation par des phénomènes à caractère politique ou économique. Il faut remonter plus loin en arrière. Je n'ai pas d'explication unique, toute faite. Il y a probablement des phénomènes culturels qui jouent en ce domaine. C'est ainsi que les comportements individuels sont de plus en plus individualisés. Cela ne joue pas en faveur des organisations à caractère collectif, comme le sont les organisations syndicales. Les gens ont moins envie de s'impliquer au plan politique, syndical et associatif dans des organisations engagées. Et ce phénomène d'individualisme n'est pas seulement français mais européen et mondial. Il est vrai également que la période que nous venons de vivre a accentué ce phénomène. Il faut peut-être remonter à l'après-1968 pour tenter d'expliquer le processus. Le taux de syndicalisation a commencé à diminuer dans les années soixante-dix, y compris à la F.e.n.

– L'un des piliers de l'action de la F.e.n. repose sur ses alliances politiques et sur la laïcité. De ce point de vue comment la F.e.n. a-t-elle « digéré » l'échec de 1984 ?

– Je ne sais pas si on peut réellement parler d'alliances politiques de notre part. Il est vrai que la F.e.n. syndique des personnels sociologiquement à gauche. Ne dit-on pas que les enseignants votent à 80 % à gauche ? Cette réalité reste vraie aujourd'hui. Cela conduit donc la F.e.n. à se retrouver facilement dans les discours des partis politiques de gauche. La F.e.n. est un microcosme de gauche. Attente-t-on au sacro-saint principe de l'indépendance syndicale en affirmant cela ? Je ne le pense pas. On ne fait pas du syndicalisme sans faire de politique. On ne peut être complètement apolitique. La F.e.n., c'est vrai, prend en compte plus volontiers les valeurs de gauche. Les positions de la F.e.n. à l'égard des législatives sont claires : elles se réfèrent à ses mandats syndicaux et à l'égard de la politique passée, et vis-à-vis des programmes des différents partis politiques en présence. J'y reviendrai.

– Et le retrait de la loi sur l'école ?

– C'est vrai que le dossier laïque a été fort mal résolu au cours de cette législature. La gauche tout entière a subi un échec dans cette affaire-là. Nous l'avons dit sans ambiguïté à notre congrès de Lille d'il y a un an : le problème de l'école a été mal posé. Nous avons probablement mal perçu les évolutions de l'opinion publique sur ce terrain. On n'a pas bien mesuré que l'image de l'école avait changé. Les besoins d'éducation prennent aujourd'hui un caractère très utilitariste dans l'opinion publique. L'école apparaît trop souvent comme un produit de consommation, au même titre que d'autres. Ce qui est contraire aux principes fondamentaux que nous défendons.

– Lors du congrès de la F.e.n., vous avez parlé des mesures « gentiment rétro » de Jean-Pierre Chevènement...

– Cette appréciation ne repose pas sur les mesures elles-mêmes, qualifiées de « simples et pratiques » par le ministre. Mais le discours de Chevènement a pris souvent un caractère rétro. Il faut donc faire la part des choses : distinguer le discours des actes. Chevènement a fait un certain nombre de propositions ; il a pris des mesures concrètes qui nous semblent positives. Mais c'est vrai aussi que l'on a eu l'impression qu'il caressait l'opi-

Fondation Jean-Jaurès

nion publique dans le sens du poil en parlant de l'école. L'opinion a, c'est vrai, une vision un peu rétrograde à ce propos.

– Que pensez-vous de l'idée d'une « forteresse enseignante » reprise par le livre de Bergounioux, Mouriaux, Martin et Aubert ?

– Ce livre a une valeur scientifique. Les auteurs ont essayé d'analyser le phénomène F.e.n. Je n'aime pas beaucoup le terme de « forteresse », cela voudrait dire qu'il y a des murs et que nous sommes refermés sur nous-mêmes.

– La F.e.n. n'est pas assiégée ?

– Il est vrai que la F.e.n. a subi des coups, de toutes parts. De la droite traditionnelle, bien évidemment, mais pas seulement d'elle. Nous avons été sur la sellette depuis un an. Mais la F.e.n. se veut ouverte...

– Ces mêmes observateurs emploient souvent le terme d'empire à propos des œuvres de la F.e.n. Votre réseau n'a-t-il pas une finalité en lui-même, par certains côtés. Et n'est-il pas parfois en opposition avec la F.e.n. ?

– Le terme « empire » me semble impropre. Ne serait-ce que par l'absence d'empereur ! Les personnels d'éducation on su construire un réseau mutualiste, coopératif et associatif très important. Il faudrait d'ailleurs se poser la question : « Pourquoi les personnels d'éducation ont-ils été les seuls à parvenir à construire pareil réseau. » Sûrement pas parce que nous sommes les meilleurs. La raison, c'est, me semble-t-il, que ces personnels ont réussi à préserver une forme d'unité, y compris en terme syndical. L'« empire » n'existe que par la F.e.n., avec toutes ses composantes, très diverses, parfois opposées. Ce réseau s'est largement diversifié, spécialisé. On pourrait donc craindre que ces technicités très pointues ne conduisent les dirigeants de ces organisations à perdre le sens du combat qui est mené : une société plus juste, plus égalitaire, plus démocratique. Les technostructures sont toujours un danger. Mais je pense que, jusqu'ici, on a su y résister par une certaine cohésion. C'est pourquoi il existe une organisation de coordination du réseau, le Ccomcen.

– La F.e.n. apparaît aussi comme un « morceau d'unité » au sein du syndicalisme français. Aussi vous avez souvent prêté vos bons offices aux uns et aux autres. D'autre part, en 1986, le bilan des « acteurs du changement » que sont les syndicats n'est pas tellement fameux. La F.e.n. est-elle toujours prête à jouer son rôle de « laboratoire d'idées » ?

– La F.e.n. a conservé une image unitaire. La F.e.n. ne se veut pas seulement une référence ; elle l'a prouvé pendant trente-cinq ans. Elle a prouvé que l'unité organique était possible, dans un secteur limité. Mais le monde syndical français est de plus en plus divisé. L'un des drames de la gauche au pouvoir est bien là : elle a accédé aux affaires au moment de l'approfondissement des divisions syndicales. La F.e.n. n'a jamais renoncé, quant à elle, à être un lien entre les différentes composantes syndicales. Elle l'a fait avant 1981, et depuis. Mais les conditions de coordination et de dialogue ont été rendues de plus en plus difficiles entre les organisations durant les deux années qui viennent de s'écouler. Les camps se sont séparés. Le dialogue est impossible entre F.o. et la C.g.t. entre la C.g.t. et la C.f.d.t. également. Aucune des grandes centrales n'est prête à accepter le dialogue avec les autres. Peut-être serons-nous amenés à servir de lien entre eux dans les prochains mois, à retrouver cette espèce de vocation première : réunir tout le monde autour d'une même table.

– Comment vous situez-vous par rapport à l'échéance électorale ?

– La F.e.n. est indépendante mais cela ne signifie pas la neutralité, ni l'apolitisme. Sinon on tombe dans le corporatisme le plus étroit. La F.e.n. a donc une opinion sur le programme des partis politiques. Nous jugeons des plates-formes par rapport à nos revendications. La F.e.n. n'a pas oublié la période antérieure et postérieure à 1981. Elle a fait ce bilan à son congrès de Lille. Elle a des critiques à formuler mais elle prend en compte des acquis très importants. Elle prend en compte toutes les avancées sociales qui concernent l'ensemble du monde du travail, et pas seulement ce qui la concerne. A la veille des législatives, il y a un danger essentiel : le retour au pouvoir de partis politiques de droite. Notre analyse syndicale des programmes politiques nous conduit donc à demander à nos adhérents de barrer la route à la droite pour qu'elle ne revienne pas au pouvoir.

– La F.e.n. choisit son camp. Pourtant, certains syndicats considèrent qu'il y a de bonnes choses dans les programmes de droite...

– Regardons les affaires de près : la remise en cause de la protection sociale, du statut de la fonction publique, l'éventualité d'un démantèlement du service public de l'éducation par une privatisation rampante, rien de tout cela ne va dans le sens de notre action revendicative... si je lis attentivement le programme de la droite.

(propos recueillis par CLAUDE JADOUL)

Voyage à l'intérieur de la Fen

La F.e.n. fait-elle figure de citadelle assiégée ? Le titre d'un récent ouvrage, « la Forteresse enseignante, la Fédération de l'Education nationale » (1), pourrait le donner à penser. Et c'est vrai que l'organisation a perdu des plumes durant ces dernières années. Après être « montée » à 580 000 adhérents durant les années fastes, son étiage se situe autour de la barre des 450 000 membres, annoncés lors de son dernier congrès de Lille. L'ouvrage qui vient d'être publié dépasse pourtant ce raccourci statistique pour entreprendre un véritable voyage à l'intérieur de la F.e.n. Celle-ci envisage la société française sous quatre dimensions : la fonction publique ; la laïcité ; l'école et son rôle syndical. Les auteurs passent ainsi au peigne fin l'organisation propre de la F.e.n., ses liaisons avec l'administration, ses alliances politiques (notamment par rapport à la laïcité), sans oublier le fameux « empire ».

Le livre récuse fort justement cette expression – qui fait les choux gras de la presse de droite – pour utiliser celui de « réseau » qui coïncide mieux à la réalité. Les auteurs mettent, à cet égard, l'accent sur un élément important : il s'agit – selon eux – des deux logiques qui animent la F.e.n., d'une part, et les « œuvres » d'autre part.

Et c'est vrai que ces mutualités, coopératives, banques et associations diverses peuvent être tentées de jouer leur propre jeu, ne fût-ce qu'au travers de la gestion... En trente-cinq ans, la F.e.n. s'est pourtant considérablement modifiée. Une bonne raison à cela : durant cette période les effectifs de l'Education nationale sont passés de 220 000 personnes à plus d'un million d'agents. La syndicalisation a suivi ce mouvement. Cette progression démographique s'est articulée sur une croissance du pouvoir fédéral de la F.e.n. proprement dite.

« La F.e.n., ce n'est plus simplement le S.n.i. », affirme Alain Bergounioux, même si cette direction fédérale s'appuie sur le courant U.i.d. (contre Unité et Action, d'obédience communiste), elle tend à dépasser les frontières du seul S.n.i. (les instituteurs). Et la gué-guerre S.n.i.-S.n.e.s. tient davantage d'une opposition primaire/secondaire que d'une ligne de partage plus politique. La F.e.n. est devenue l'arbitre entre eux. Le livre montre également comment la F.e.n. est arrivée à jouer un rôle d'artisan d'une politique contractuelle, ainsi qu'on l'a constaté l'an dernier lors de la signature d'un accord salarial.

Bien évidemment, la F.e.n. a subi de plein fouet la rupture de l'union de la gauche, ne serait-ce qu'en raison de sa composition pluraliste. Mais l'échec de la loi Savary ne l'a pas laissée « groggy » pour autant. Le traumatisme est déjà dépassé. Et l'offensive de F.o. sur le terrain enseignant a finalement été relativement limitée.

Alors, assiégée, la F.e.n. ? Bergounioux ne le pense pas. « La F.e.n. dit-il, a des ressources : la force institutionnelle de son réseau en expansion figure évidemment en bonne place. Mieux : l'échec sur l'école ne signifie pas que l'idée de laïcité soit devenue une idée morte. » La fécondité de l'idée de laïcité est intacte, même si un nouvel angle d'attaque reste à trouver pour la F.e.n. de l'an 2000. Et la Fédération n'a-t-elle pas déjà bien « rebondi » fort à propos sur le thème de l'immigration ? La « Forteresse » tient bon.

C. J.

(1) « La Forteresse enseignante, la Fédération de l'Education nationale », Aubert, Bergounioux, Martin et Muriaux ; Fondation Saint-Simon, Fayard.

LORRAINE : DE SIDERURGISTES AMERS EN PETITS PATRONS HEUREUX...

Lombriculteur, cuniculteur, épicier, diéséliste, commerçant en articles de pêches... ils sont nombreux les sidérurgistes à avoir choisi l'« essaimage ». Grâce à la capitalisation de leurs primes et des prêts à taux bonifié, ils ont pu « se mettre à leur compte » après des années d'usine. Des sidérurgistes heureux de la reconversion ça existe à Pompey et à Neuves-Maisons.

PAR STEPHEN GERE

(de notre envoyé spécial)

LUNDI 27 JANVIER, la Meurthe-et-Moselle est transie. La neige, tombée en abondance la semaine précédente, a fondu au début du week-end. Mais une nouvelle vague de froid, vif, a engourdi pendant la nuit le plateau lorrain. Et Morey, petit village à flanc de coteau, exhale ses fumées de bois bleues dans le paysage clair d'une fin d'après-midi ensoleilleée. Avant de tomber du plateau dans la plaine verglacée, on aperçoit, de la route, la silhouette rassurante de la S.n.a.p. La Société nouvelle des acieries de Pompey, brun rouille et lointaine, tout au fond du sillon creusé dans le calcaire par la Moselle.

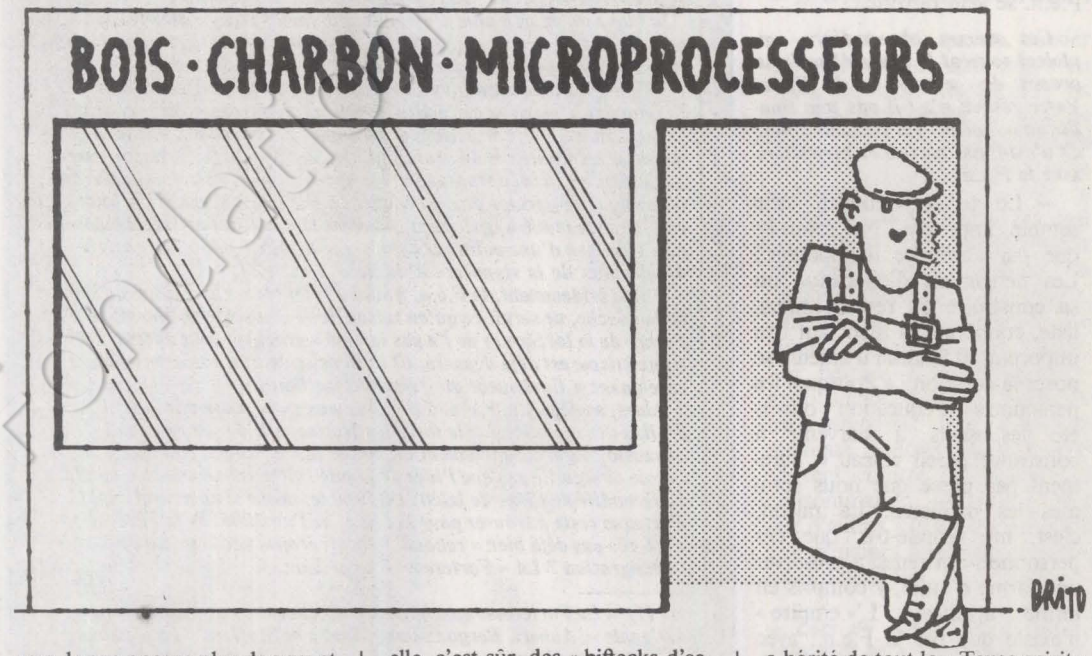
Le froid a « vitrifié » le fumier qu'un gros type, sosie approximatif de Raymond Devos, entreprend d'entamer. « Faut pas avoir peur de la merde, hein ! » affirme-t-il avant d'y enfoncer une main qu'il ressort grouillante. Premier petit patron de la lombriculture à venir de la C.g.t. et des acieries de Pompey, il considère en connaisseur sa poignée de vers de terre. L'été dernier, il était encore à l'usine. Depuis qu'il a « essaimé », il a consciencieusement appris le geste professionnel. C'est au boulot que Jacky avait entendu parler de cette histoire d'élevage de lombrics. Ça a tout de suite fait « tilt ». Et comme la Solodev, la société de conversion de Sacilor, donnait la possibilité d'« essaimer » à ceux qui le souhaitaient, il s'est dit : « Pourquoi pas moi ? » Alors il a demandé à toucher en une seule fois la capitalisation de ses primes : indemnités de licenciement, préavis et le reste, au total « douze briques pour quatorze ans d'ancienneté ». En plus, la Solodev lui en a prêté autant à 1 % sur 25 ans. Là-dessus, une prime de 43 000 francs à la création d'entreprise, et roulez pour l'aventure capitaliste.

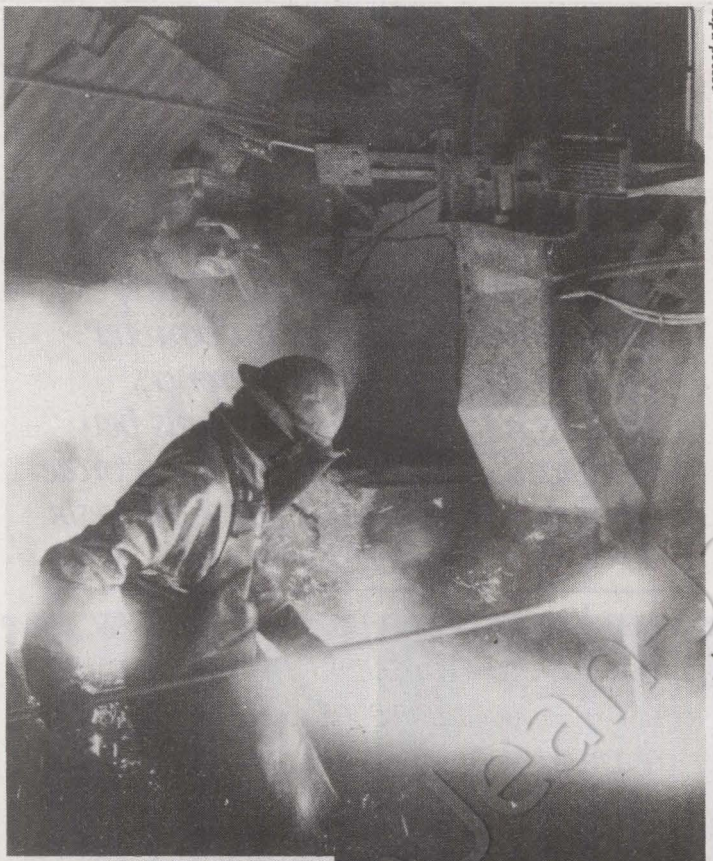
Les lombrics, c'est d'abord pour l'humus. Le principe : une tonne de fumier bouffé par les vers donne encore plus de vers et 500 kg d'humus. L'humus est vendu en gros à des maraîchers et aux horticulteurs, mais aussi au détail à des particuliers. Comment, au détail ? Au porte-à-porte avec une camionnette, ce qui donnera du boulot à des chômeurs. » D'accord pour être patron, Jacky, mais un patron social.

Après, des vers, on en vendra aussi pour la pêche. « Dans le Midi ! » Et il paraît même que les Américains « y-z'en mangent ». Mais Germaine Aimé, la mère de Jacky, elle n'en mangera pas, elle, c'est sûr, des « biftecks d'asticots », « comment c'est qu'ils appellent ça, ah ! oui, des hamburgers ». Enfin, dans l'immédiat, il faut faire démarrer l'exploitation, et le salaire (4 200 francs) qui tombait chaque mois de Pompey n'arrive plus. Alors ? « Lombric-ole... » Jacky et sa femme font un peu de bois, donnent un coup de main aux paysans.

S'ils sont heureux ! « Quand j'entends les copains qui s'en vont, à trois heures du mat', je m'dis : « V'là les esclaves ! » Ça, il ne la regrette pas, l'usine, mais les copains... « On était une équipe soudée » et puis il y a la virée qu'ils ont faite, au printemps 1984 à Paris, pour lutter contre le plan sidérurgique. Une sorte de baroud d'honneur, parce qu'il savait bien, Jacques Aimé, qu'à Pompey, ce serait zéro. Pas seulement une réduction d'effectif, non, zéro ! D'ailleurs, son frère aîné, Marc, est déjà parti à la Safe, l'unité de produits spéciaux que le groupe a décidé de conserver. Hagondange, c'est toujours la Lorraine et c'est toujours l'acier.

Le troisième frère d'Aimé, Bernard, est encore à Pompey. Plus pour longtemps. Il va falloir se décider. Mais il a moins l'esprit d'entreprise que son aîné qui a hérité de tout le « Texas spirit » de la famille. Il a tout de même commencé un élevage d'escargots, quelques centaines. A tout hasard... Jacky le prendra peut-être avec lui. « Y aura de la place pour plusieurs », estime Jacques Aimé, dont l'ambition est de gagner « autant qu'à l'usine pendant les cinq première années ». Du coup, il pourra embaucher des chômeurs (une obsession). Mais attention, il les « sélectionnera ». Il fait d'ailleurs lui-même aussitôt remarquer cette contradiction avec ce pour quoi il a toujours milité, avec la C.g.t.





Sipa-presse



A.f.p.

A Pompey (Meurthe-et-Moselle) la Snap et violents incidents entre C.r.s. et sidérurgistes, en septembre 1985.

Quelques mois à caresser le rêve de se mettre à son compte auront suffi — Jacques n'en disconvient pas — à balayer quinze ans d'automatismes. Le Parti communiste est-il en train de perdre un bastion du côté de Pompey-Frouard ?

Parce que la C.g.t. a durement ferraillé contre cette histoire d'essaimage. Surtout Louis Larini, un délégué qui ne ratait pas une occasion « de dénoncer la gueule » en assemblée générale à la C.f.d.t. qui, sans croire dur comme fer à l'essaimage, estimait qu'il fallait faire flèche de tout bois. Il s'est beaucoup battu, Loulou Larini, et puis il a fini par demander sa capitalisation pour ouvrir un magasin d'articles de pêche. C'est peut-être pour ça qu'il fait répondre par sa femme qu'il refuse de rencontrer les journalistes, Loulou...

D'ailleurs Jacques Aimé confirme qu'à la C.g.t. ils sont finalement pas mal à avoir pris la capitalisation pour se mettre à leur compte. Il y a encore un gars qui est en train de construire « un abattoir à lapins » — si ! — derrière l'étirage, sur la nouvelle zone industrielle de Pompey. Deux de ses copains monteront, eux, des élevages — on appelle ça la cuniculture — et ça va être la fête aux lapins, à Pompey.

Sur les huit cents départs de Pompey l'an dernier, quatre-vingt-treize ont demandé la capitalisation pour essaimage. Il y a bien sûr pas mal de bistrots : seize brasseries, cafés, restaurants et deux hôtels. Ceux-là ne sont pas tous assurés de tenir. Certains ont même déjà fermé boutique, quelques mois après l'avoir ouverte. Les agences immobilières de Nancy sont aussi accusées d'avoir profité de la capitalisation et de la crédulité des candidats à l'essaimage pour vider leurs fonds de tiroir.

C'est pareil avec les épiceries. La société Corso, qui venait de fermer une trentaine de succursales peu rentables, a bien sûr cherché à les revendre à des sidérurgistes, ce qui n'a pas manqué d'éveiller les soupçons syndicaux. Mais aucun abus n'a été constaté. Les responsables de l'essaimage étaient vigilants et, faut-il le dire, toutes les sociétés ne sont évidemment pas malhonnêtes...

Parmi les dix-neuf épiciers, il y a Jean-Marie, « le gros Rollin » pour ses anciens collègues de travail. Avec sa capitalisation (100 000 F), il s'est payé une camionnette et son premier stock de fruits et légumes. Après, il a fait tirer 5 000 tracts — il dit tracts, pas prospectus — qu'il a distribué tout un week-end dans les villages et les hameaux pour annoncer sa tournée. Le lundi, il a pris la route. « Ça a, dit-il, tout de suite marché. » Certes, il travaille beaucoup plus qu'aux aciéries, pour gagner « autant sinon plus » — ça a l'air de l'étonner — mais il est heureux de son sort. Il n'y va d'ailleurs pas par quatre chemins, Jean-Marie : « La fermeture de l'usine, c'est une connerie, mais pour moi ça a finalement été une bonne chose. »

Une bonne chose, ça en aura aussi été une pour Gilles Ferry diéséliste à Pompey depuis 1981. En avril dernier il quitte l'aciérie avec sa capitalisation : 73 000 francs. La Solodev lui prête 240 000 francs à 1 % et les banques 200 000 à taux bonifié. Il va faire ce qu'il a toujours fait : le diéséliste, mais cette fois à son compte. Il ouvre son garage en juin à Neuves-Maisons, l'autre site sidérurgique du pôle de conversion de Nancy. En quelques mois, le bouche à oreille aidant, les affaires tournent. Aujourd'hui, ce colosse à tête de Demis Roussos de trente-cinq ans a un apprenti et un stagiaire du lycée d'enseignement professionnel de « Neuneu ».

L'ambition de Gilles Ferry, qui travaille maintenant « du lundi matin au samedi soir », est de gagner « autant qu'à Pompey ». Curieux que ces nouveaux petits patrons ne soient pas plus gourmands. En tout cas, Gilles Ferry est un « patron de gauche », pas de doute là-dessus : « Si la droite revenait, ce serait une catastrophe pour nous. » Certes la gauche s'est trompée dans le diagnostic qu'elle a dressé de la sidérurgie, en arrivant au pouvoir, mais elle a géré la reconversion comme elle a pu. Elle a du moins le mérite, aux yeux de Gilles Ferry, d'avoir saisi le taureau par les cornes. Un avis qu'un nombre croissant de sidérurgistes s'apprêtent à partager, même s'il n'est pas encore facile de rendre compte « aux travailleurs » de la gestion du gouvernement issu du Parti socialiste : Jean-Paul Vinchelin, ce sidérurgiste de Neuves-Maisons, devenu conseiller général de son canton, en fait quotidiennement l'expérience.

La capitalisation va son train. Malgré les absurdités — quelques ouvriers ont demandé l'argent sous prétexte d'essaimage pour acheter une bagnole ! — et les excès, comme le cours des licences de taxis, passé subitement de 5 à 15 millions de centimes, malgré tout ces ratés, inévitables, l'essaimage continue à faire des adeptes. Certes, les petits patrons de la gauche ont encore le sourire parce qu'ils sont trop neufs pour avoir déjà rencontré des difficultés. Mais des sidérurgistes heureux (de la conversion), ça existe... ●

AU NOM DE LA ROSE

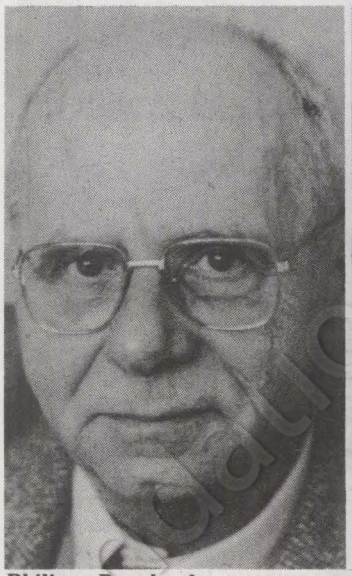
PAR CLAUDE ESTIER

Deux journalistes, Philippe Bauchard et Serge July tentent de retracer l'histoire de la gauche au pouvoir depuis 1981. Des références intéressantes mais des portraits peu ressemblants du chef de l'Etat. La vraie chronique des années Mitterrand reste à écrire...

AVEC la fin de la législature et l'approche de la grande échéance électorale fleurissent les livres bilans conçus soit comme une histoire de ce qui s'est passé depuis 1981 sous le gouvernement de la gauche, soit comme un prétexte à réflexions sur l'action et la personne même de celui qui a conduit cette histoire. Passons sur les ouvrages qui se présentent seulement comme des instruments de propagande au service des partis de droite qui rêvent d'effacer purement et simplement ces cinq années, pour en retenir deux qui s'efforcent à une analyse plus sérieuse des faits et des comportements.

A la première catégorie, celle de l'histoire et de la chronologie, appartient le livre de Philippe Bauchard « la Guerre des deux roses » qui ne se prétend d'ailleurs nullement exhaustif puisqu'il limite essentiellement son étude à la politique économique et sociale menée par la gauche au pouvoir. Plus exactement « aux politiques », puisque la thèse de Bauchard est qu'il y en a eu deux successivement, l'une fondée sur « l'illusion lyrique » de la campagne présidentielle et de la victoire de 1981 qui aboutit à ce qu'il appelle « le budget fou » de 1982, l'autre qui, après la « saison des comptes », débute en mars 1983 et conduit à ce « social-réalisme » qui, toujours selon l'auteur, caractérise aujourd'hui l'action du gouvernement.

Philippe Bauchard, à qui on ne contestera pas le mérite d'avoir enquêté avec minutie auprès des principaux acteurs – ministres, hauts fonctionnaires, syndicalistes, chefs d'entreprise – bâtit sa thèse à partir d'une réflexion que lui a faite un jour François Mitterrand en lui glissant, avec peut-être une certaine nostalgie : « Nous avons beaucoup rêvé... » Mais cela ne l'autorise pas à condamner sévèrement – il y revient à plusieurs reprises – les « erreurs commises » au cours des deux premières années, comme si la gauche aurait pu ne pas marquer son arrivée au pouvoir, après un quart de siècle de règne ininterrompu de la droite, par des mesures sociales généreuses et comme si le président de la République n'avait pas prédit lui-même dès 1981 : « Le premier tiers de mon septennat sera consacré à la réforme, le deuxième à la rigueur, le troisième à une échappée sur l'avenir. » On ne peut à la fois reconnaître le caractère prophétique d'un tel jugement et mettre les évolutions constatées sur le compte des « contradictions », des « maladresses » ou de la « trop grande habileté » prêtées à François Mitterrand. La distance qu'il prend ainsi avec les voies suivies depuis 1981 ne donne cependant que plus de poids à cette affirmation qui sert de conclusion à Philippe Bauchard à savoir que : « La gauche au pouvoir a eu le mérite et le courage d'aborder des questions ignorées depuis quarante ans... Plus profonde que la petite révolution quarante-huitarde de Mai 68, la césure de 1981 a fait naître une autre façon d'aborder l'Histoire. »



Philippe Bauchard.



Sipa-presse

Serge July.

C'est aussi l'avis de Serge July pour qui « les Années Mitterrand » auront marqué un passage entre « une société qui n'est plus » et une autre qui « n'est pas encore tout à fait là ». Les historiens qui étudieront plus tard cette période trouveront dans les deux livres des références communes et des analyses voisines, notamment sur le « tournant » de mars 1983 auquel le directeur de « Libération » accorde encore plus d'importance que le chroniqueur d'Europe 1 puisqu'il y voit le moment où la société française « a accepté de basculer enfin dans la mutation mondiale en cours ».

C'est dans cette « mise à jour » que July voit la « grandeur » de Mitterrand qui, à l'en croire, « n'aura pas été ce De Gaulle de gauche auquel il prétendait mais le président d'une normalisation. Ce n'était pas forcément enthousiasmant, c'était courageusement indispensable ». Ce parti pris, qui n'exclut pas une certaine fascination de l'auteur envers le chef de l'Etat, le conduit cependant à dépeindre celui-ci comme un homme qui aura marqué son temps mais en mettant en œuvre des idées contraires à celles sur lesquelles il avait été élu en 1981. Partant de là, on comprend que July ne cherche pas vraiment à brosser un portrait de celui « qui s'ingénie à ne jamais être là où l'on croit pouvoir enfin le saisir ». Mais, du coup, il passe sans doute à côté de l'essentiel qui aurait été de montrer le fil conducteur d'une politique qui n'a certes pas toujours progressé sans hésitations et que la rencontre de certaines réalités, souvent extérieures à la France, a incontestablement infléchie mais sans que jamais soient abandonnés les grands principes sur lesquels François Mitterrand, à la tête du Parti socialiste, a fondé son action depuis bien avant 1981.

Au lieu de cela, July voit en lui un homme dont le socialisme serait « d'emprunt » et auquel s'appliqueraient les qualificatifs de « baroque », « calculateur », « joueur », ce qui lui assurerait une filiation avec... le cardinal de Mazarin ! Si l'on est parfois séduit par le style de l'auteur, surtout dans la première partie de son livre, on ne cesse d'être étonné de telles références qui, en fin de compte, tracent bien un portrait du président, mais fort éloigné de celui qu'ont à l'esprit ceux qui, pour avoir combattu depuis si longtemps à ses côtés, voient de lui une autre face que la « figure du Sphinx ». ●

● *Philippe Bauchard, « la Guerre des deux roses », Grasset.*

● *Serge July, « les Années Mitterrand », Grasset.*

● *Le livre de Pierre Mauroy « A gauche », vient d'être édité en format de poche dans la collection « Marabout-Histoire ». Les commandes, au prix de 4 F l'exemplaire, peuvent être passées auprès de l'« Association pour la fondation du mouvement ouvrier », 238, rue de Paris, 59800 Lille.*

BILAN D'UNE LÉGISLATURE

CINQ ANS DE SOCIALISME DU POSSIBLE DE A à Z

VI. ESPACES DE LIBERTE

LÀ, LA VIE A VRAIMENT CHANGÉ

« J'ECRIS ton nom, Liberté », disait le poète. La gauche l'a entendu, la gauche l'a pris au mot. Et mis un point sur le « i » de l'espoir. Partout, ça a bougé, partout, les vieux murs bétonnés se sont craquelés. Fissurés même, tellement la poussée était forte. Cinq années ont suffi pour qu'on chambarde tout, et qu'on rattrape la vie. On attendait ça depuis des lustres, et voilà, maintenant, c'est en route. De la justice à gogo, du plus et du mieux pour tous les assoiffés d'une société différente. Dès octobre 1981, c'était la preuve de cet ailleurs qu'on désirait : l'abolition de la peine de mort, la fin de la barbarie en France. Tout un symbole. Rien que pour ça, on se sentait très fier d'avoir voté à gauche. Le cœur débordant d'enthousiasme, et la tête soulagée qu'enfin justice soit faite. Cette justice qu'on souhaitait : attentive et tolérante, répressive quand c'est nécessaire, préventive quand il le faut. Juste, profondément juste. Se préoccupant des victimes comme des condamnés, des justiciables comme des avocats ou des magistrats chargés de régler leur sort.

La justice en toute liberté. La liberté en toute justice. Ce sont les femmes qui ont conquis leur autonomie, et peuvent enfin faire respecter leurs droits. Ce sont les homosexuels, jadis considérés comme criminels par le Code pénal, aujourd'hui citoyens à part entière de notre beau pays. Ce sont les objecteurs de conscience, honnis et enfermés sous Pompidou et sous Giscard, ayant acquis désormais le droit d'être ce qu'ils veulent être : des « refuzniks » du service militaire.

Depuis 1981, on peut dire non sans être emprisonné. Depuis 1981, on est démangé par l'idée de dire oui. Oui à l'antiracisme — et c'est : « Touche pas à mon pote » — oui aux radios locales — même si, certains soirs, sur la bande F.m., c'est la cacophonie assurée —, oui aux télés privées — Berlusconi, c'est pas génial, mais on n'est pas obligé de manger des spaghettis à tous les repas et on peut préférer la culture ou la musique. Et ça aussi, ce sera possible.

« J'écris ton nom, Liberté », disait le poète. On ne cessera jamais de l'écrire, ce nom. Parce qu'il est trop beau, parce qu'il fait trop vibrer. Liberté, disait le poète. Quand le politique suit, c'est vraiment l'état de grâce. Celui qui réconcilie le gouvernant et le gouverné. Celui qui traduit, chez l'un comme chez l'autre, son amour inconsidéré, et considérable, pour une vie meilleure. Une vie à soi, une vie pour les autres, et avec un sens. En toute liberté.

MARTINE DUCOUSSET
(avec la collaboration de Denis Dangaix, Frédérique de Gravelaine, Jean Liberman, Jean-Paul Liégois et Marc Perry)

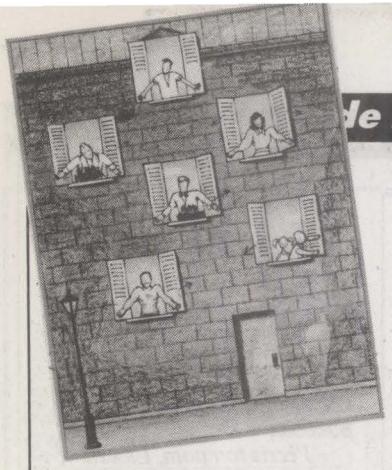
A comme Abolition

C'est un moment d'histoire : le 9 octobre 1981, la peine de mort est abolie en France. Finie la guillotine, finie la barbarie : grâce à François Mitterrand, grâce à Robert Badinter, et grâce à tous ceux qui ont voté pour que cessent de tomber les têtes tranchées, la France devient enfin un pays civilisé. Mais les fanas du châtiment suprême sont légion, et le président de la République a préféré prendre ses précautions : la loi du 31 décembre 1985 autorise la ratification du protocole de la Convention européenne des droits de l'homme concernant l'abolition de la peine de mort. Ce qui veut dire, en clair, que la mesure voulue, et votée, par la gauche est quasiment irréversible.

comme Autonomie

Petite fille est devenue grande. Une femme à part entière. En

(suite en page 20)



(suite de la page 19)

matière fiscale, la notion de « chef de famille » n'existe plus. La signature des deux conjoints est devenue obligatoire sur la déclaration des revenus (loi de Finances 1983).

Même égalité entre l'homme et la femme face à la gestion des biens communs du mariage et des biens de leurs enfants. Lui et elle sont responsables des dettes contractées par elle ou lui (loi du 6 mai 1985).

Elles étaient l'ombre de leurs maris, elles se voient enfin reconnaître leurs droits professionnels et sociaux : les épouses d'artisans ou de commerçants ont le choix entre trois statuts : collaboratrice, associée ou salariée du conjoint chef d'entreprise (loi du 10 juillet 1982), avec, bien sûr, tous les avantages sociaux qui en découlent.

B

comme Banlieues 89

Vouloir transformer les banlieues pour qu'il y fasse aussi bon, si ce n'est mieux, vivre que dans les centres urbains, c'est d'abord se battre pour qu'il n'y ait plus dans ce pays de citoyens de seconde zone. C'est le droit pour tous à un environnement valorisé, à une identité ancrée dans le bâti, dans l'échange urbain.

La tâche, au départ, semblait bien utopique : Roland Castro et Michel Cantal-Dupart s'attaquaient à forte partie, accompagnés de plus de quolibets que d'engagements positifs. Et pourtant, les choses ont commencé à bouger. Deux cent vingt projets dans toute la France, dont plus de la moitié sont déjà financés par le Comité interministériel des villes. Quarante chantiers ont ouvert et un troisième tour se prépare, avec quarante nouvelles communes candidates. Des maires se sont mobilisés, des projets originaux ont vu le jour, les zones les plus touchées par le chômage ont trouvé dans l'urbanisme des supports à leur reconversion. La ville entre dans la ville...

Enfin, le Grand Pari a jeté les bases d'un renouveau de la périphérie autour de la capitale : un regard réellement neuf sur ce que pourrait être la ville du XXIe siècle, enfin débarrassée des avatars du XIXe.

D

comme Décentralisation

La France était l'une des rares grandes démocraties modernes à connaître des pesanteurs centralistes et étatistes vieilles de plusieurs siècles. La modernisation de l'Etat devait aller de pair avec la décentralisation qui consiste à rapprocher les décisions de l'endroit et des gens auxquels elles s'appliquent ainsi qu'à leur en restituer l'initiative.

En quelques mois le gouvernement a jeté les bases de cette immense réforme en rendant les collectivités locales : 37 000 communes, 95 départements, 22 régions, majeures et pleinement responsables. Comment ?

1. Par une nouvelle répartition des pouvoirs. Grâce à la loi du 2 mars 1982, le pouvoir de fait, jusque-là sous diverses tutelles, a été rendu aux élus. Présidents du conseil général et régional sont devenus l'exécutif du département et de la région. Le nouveau commissaire de la République, représentant unique des services de l'Etat, veille au respect de leur autonomie.

2. Par un transfert des compétences dans tous les domaines de la vie sociale et économique qui, de 1983 à 1986, établit un équilibre harmonieux entre toutes les instances locales. Ainsi les communes ont désormais la maîtrise du sol, le département assure les services relevant de la solidarité (prestations sociales notamment) et d'ordre intercommunal. La région — créée par la réforme — est renforcée dans sa vocation économique et planificatrice.

3. Cette mutation est permise grâce à un accompagnement financier. Un transfert de ressources — essentiellement fiscales — assure une compensation des charges financières intégrale et concomitante, contrôlée par une commission spéciale d'évaluation des charges composée exclusivement d'élus.

4. Grâce à un nouveau statut (loi du 13-7-83), les personnels des collectivités locales ont désormais les mêmes droits, à parité garantie, que les agents de l'Etat. Sécurité des fonctionnaires territoriaux et liberté des collectivités locales ont ainsi été conciliées.

E

comme Egalité professionnelle

Une sacrée révolution. Grâce à la « loi Roudy » du 13 juillet 1983, les femmes ont enfin obtenu les moyens véritables de défendre leurs droits. Car elles peuvent désormais, si le principe du « travail égal, salaire égal » n'est pas respecté dans leur entreprise, saisir les tribunaux. Ce qui est tout de même nettement plus efficace que la loi sur l'égalité des salaires de 1972, si peu et si mal appliquée.

Tout aussi efficace : le « plan d'égalité ». Chaque année, toute entreprise de plus de cinquante salariés peut — après avoir établi un rapport comparatif entre la situation des hommes et des femmes — proposer des mesures de rattrapage, si une différence dans l'égalité des chances a été constatée. Rattrapage parfois par une promotion, le plus souvent par une formation. Plusieurs entreprises (dont la Sofinco et Moulinex) ont déjà pris une telle initiative. A noter qu'une aide financière est accordée aux plans les plus significatifs.

Egalité toujours, avec trois mesures qui s'imposaient : la suppression de la notion de « motif légitime » — une femme ne pourra plus se voir refuser du travail sous prétexte qu'elle est une femme ; l'interdiction faite aux employeurs de mentionner, sauf pour certains métiers particuliers, qu'ils recherchent un « homme » ou une « femme » ; la possibilité, pour les associations, de se porter partie civile en cas de discrimination.

Egalité partout : certains emplois publics — police, finances, douanes... — sont aujourd'hui ouverts aux femmes, par des textes votés le 7 mai 1982, le 13 juillet 1983 et le 11 juillet 1984.

comme Exception, plus question

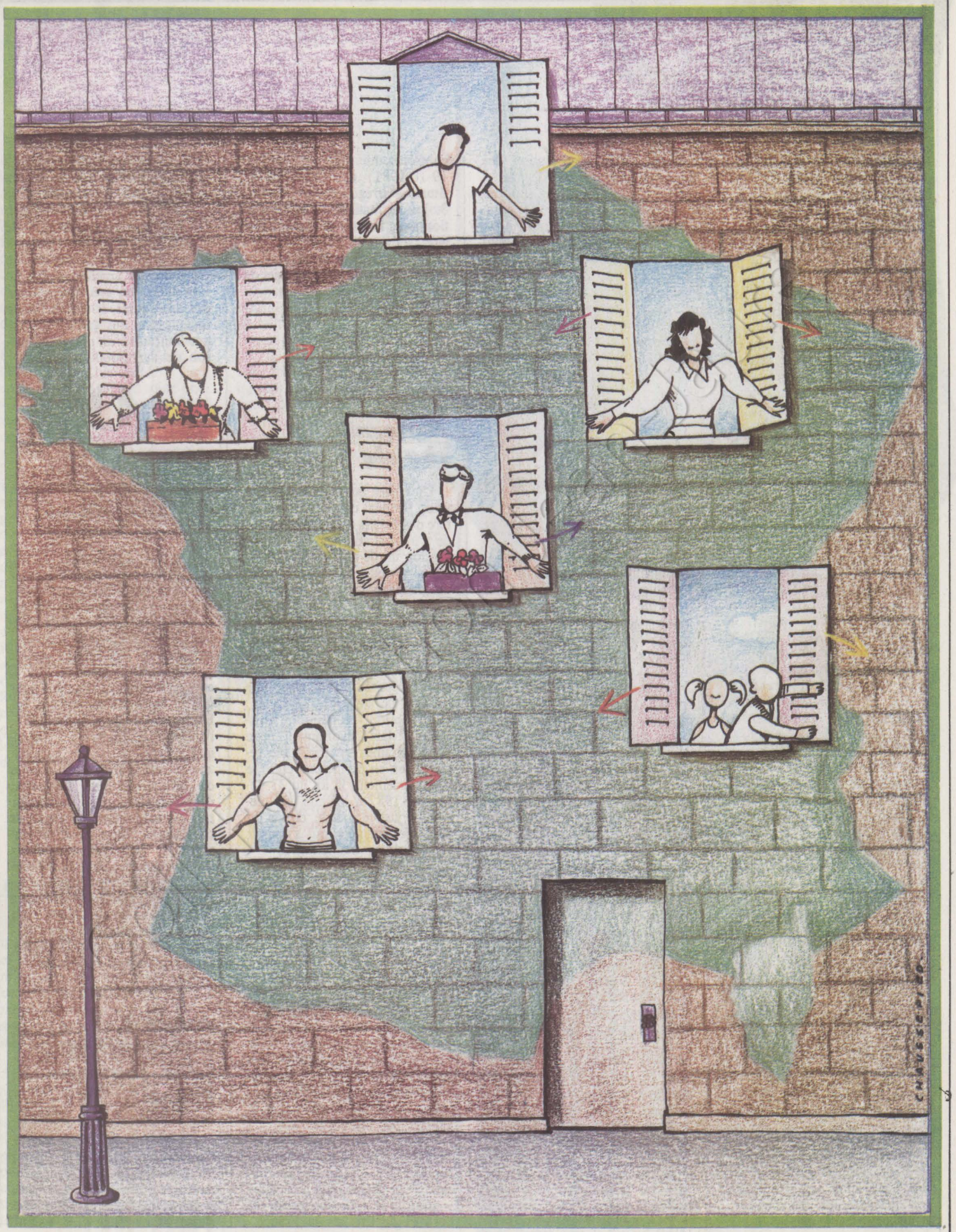
Ras-le-bol de l'état d'urgence permanent. La France est une démocratie ? Qu'elle le montre. 4 août 1981 : abrogation de la Cour de Sûreté de l'Etat. 23 décembre 1981 : abrogation de la loi anticasseurs. 21 juillet 1982 : suppression des Tribunaux permanents des forces armées (T.p.f.a.) en temps de paix. 10 juin 1983 : abrogation de la loi dite « Sécurité et liberté ». Les autres, évidemment, ne sont pas contents : Jacques Chirac, le 27 octobre sur T.f.1, se déclare prêt à re-légaliser l'exception. Et le sinistre Alain Peyrefitte, dans une interview accordée au « Matin » le 30 octobre 1985, affirme : « Pas la peine de faire la navette deux ans devant le Parlement. Une matinée suffira à prendre des ordonnances. Il faut rétablir une dizaine d'articles abrogés de la loi « Sécurité et Liberté ». Justice, ou coup de force ? Les libéraux apprécieront.

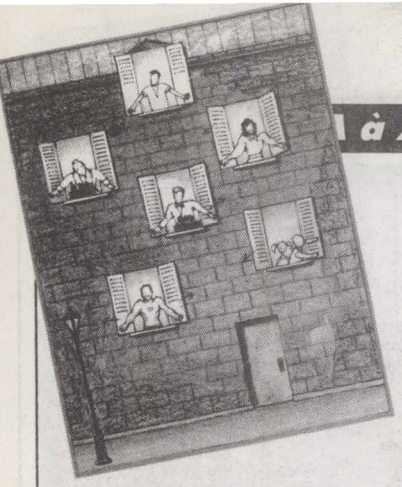
G

comme Gay

Les pestiférés ne sont plus hors-la-loi. C'est le 4 août 1982 que l'Assemblée nationale abroge le délit d'homosexualité, inscrit depuis belle lurette au

(suite en page 22)





(suite de la page 20)

Code pénal. Et, peu après, qu'elle adopte – contre les parlementaires R.p.r. et U.d.f. – un texte de loi condamnant les discriminations sur la base des mœurs en matière d'embauche (amendement Jean-Pierre Michel). Plutôt satisfaits et désireux que ça continue, des homos de gauche s'associent pour créer le G.p.l. (Gays pour la liberté) et répondre ainsi au Mouvement des Gays libéraux, qui roule pour l'opposition – y compris le Front national (!). Première victoire du G.p.l., après sa mobilisation contre les rafles anti-homo : la mise en place d'une commission préfecture de police-homosexuels-patrons de bars. Quant au combat contre le Sida, les gays pour la liberté répondent là aussi présents. Avec, le 9 février dernier, un grand gala de soutien à l'Opéra de Paris, au profit de la prévention et de la solidarité. Un gala dont la vedette était Teresa Berganza. Une Berganza parfaitement à sa place sur cette scène. N'avait-il pas fallu, deux jours plus tôt, empêcher la diva d'en venir aux pires extrémités ? Mise en présence de Jean-Marie Le Pen sur le plateau de T.f.1, la Carmencita a craqué. Et a voulu faire à l'ex-para un formidable bras d'honneur. Quand la tolérance rencontre le sectarisme, ça fait des étincelles...

H

comme Humanisation

Bien sûr, la détention, c'est pas la liberté. Autant subir au mieux cette privation de bonheur. D'abord en occupant un minimum sain d'espace vital : en 1981, le parc pénitentiaire comptait un peu moins de 30 000 places pour 41 000 détenus. De 1981 à 1985, 2 157 places nouvelles ont été créées.

Un coin à soi, une qualité de vie en plus : amélioration des conditions de vie des détenus – avec, et c'est capital, la suppression des quartiers de haute sécurité ; radicale transformation de la médecine des prisons, par l'intégration des hôpitaux pénitentiaires dans le service public hospitalier ; développement de la formation professionnelle et des activités socioculturelles et sportives ; augmentation de la rémunération du travail pénal - 127 % depuis 1981.

I

comme Immigré

La plupart des 4 millions et demi d'étrangers vivant en France – attirés par notre patronat quand il avait besoin de bras – veulent rester sur notre sol en dépit de la crise et de la xénophobie développée par la droite. D'où les trois objectifs de la politique socialiste menée depuis 1981.

1. L'insertion économique et sociale en France en est le volet essentiel. Ainsi 130 000 « sans-papiers », disposant d'un emploi stable, ont bénéficié d'une régularisation exceptionnelle en 1981. Année où a été accordé aux étrangers le droit d'association, permettant l'essor d'un large mouvement associatif. Les conditions d'une insertion durable ont été assurées par la loi du 17-7-1984 créant le titre unique de séjour et de travail valable dix ans et renouvelable de plein droit. L'amélioration de l'habitat a été favorisée par de nombreuses mesures d'aide financières.

– Un Conseil national des populations immigrées a été institué en mai 1984, permettant à ces dernières d'être officiellement représentées auprès des pouvoirs publics et des élus.

– Le code de la nationalité sera maintenu ainsi que la perspective du droit de vote aux élections municipales.

2. Lutte contre l'immigration clandestine par : un contrôle technique plus efficace des entrées sur le territoire – la lutte contre le travail clandestin – la reconduite à la frontière (sous le contrôle du juge – loi du 19-10-1981) des étrangers en situation irrégulière.

3. La facilitation de la réinsertion dans le pays d'origine : une aide substantielle est accordée aux travailleurs étrangers en chômage justifiant d'un projet de réinsertion dans leur pays.

M

comme Maternité choisie

Un enfant quand et comme je veux. Pendant cinq ans, le ministère des Droits de la femme a fait de l'information sur la contraception un de ses thèmes prioritaires. Avec, notamment, une campagne fort réussie menée en 1982, et la production d'une brochure « la Contraception : un droit fondamental » diffusée à plusieurs milliers d'exemplaires.

Un droit fondamental, oui. Et une nécessité : mieux vaut une pilule et un stérilet qu'une I.v.g. (Interruption volontaire de grossesse). Mais l'avortement reste pour certaines un inévitable recours : en en permettant enfin le remboursement, la loi du 31 décembre 1982 a institué une mesure de justice sociale, et mis fin au trafic financier qui s'opérait sur le ventre des femmes.

comme Modernisation de la Justice

C'était, comment dire, la sclérose. Trop de demandes judiciaires, une institution qui ne pouvait plus suivre, des magistrats et des fonctionnaires débordés, des délais aberrants et des justiciables mécontents. Modernisation oblige, la Chancellerie a pris le taureau par les cornes.

Primo, en accroissant les effectifs – 239 postes de mieux depuis 1981 – et en les répartissant d'une façon plus judicieuse – priorité aux départements du nord et de l'est de la France.

Secundo, en augmentant les moyens matériels, grâce notamment à l'informatique et à la bureautique – cours d'appel, Cour de cassation, tribunaux de grande instance ne peuvent échapper aux micro-ordinateurs.

Tertio, en améliorant la gestion judiciaire, avec l'allégement des procédures, et une meilleure organisation des greffes. La justice française s'est mise au diapason de l'an 2000.

O

comme Objection de conscience

Il existait depuis le 21 décembre 1963 une loi « relative à certaines modalités particulières à l'accomplissement des obligations imposées sur le recrutement ». Ce texte était tellement ambigu que son simple énoncé en était interdit (article L50). Il aura fallu attendre vingt ans pour que le statut d'objecteur soit enfin reconnu. Le 8 juillet 1983, l'opposition R.p.r./U.d.f. bataillant contre, la gauche adoptait une loi cadre modifiant le code du service national, refondant dans son chapitre 4 la redéfinition du service des objecteurs de conscience. Suppression de l'article L50, élargissement du choix de l'affectation (plus de 800 associations emploient des « services civils »), possibilité donnée à chaque jeune de faire son « temps » autrement. Au fait : l'objecteur accomplit vingt-quatre mois au lieu de douze.

comme Orientation (des jeunes filles)

L'inégalité, ça commence à l'école. Quand, sous prétexte que les demoiselles ne connaissent rien aux chiffres, on leur barre systématiquement la route des classes scientifiques et techni-

ques. Résultat : 82 % de filles en lettres, et seulement 11 % en mathématiques. Il était urgent de remettre les pendules à l'heure, le ministère des Droits de la femme s'y est employé. D'abord par une campagne d'information lancée en avril 1984 sur le thème : « Les métiers n'ont pas de sexe. » Ensuite, par le biais d'une convention signée le 20 décembre 1984 avec Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Education nationale. Une convention qui prévoit toute une série de mesures destinées à favoriser une meilleure orientation des jeunes filles : institution de « classes passerelles » permettant le passage d'une classe littéraire à une classe scientifique ou technique ; nomination d'une chargée de mission auprès du recteur, qui devra veiller dans chaque académie à ce que l'orientation des filles soit ouverte à tous les métiers ; formation des personnels de l'Education nationale, et notamment des conseillers d'orientation... Pour Yvette Roudy, un objectif bien précis : atteindre, d'ici à 1990, la proportion de 30 % de filles dans les formations aujourd'hui encore chasses gardées masculines. Pour que, dans le monde de demain, les métiers n'aient vraiment plus de sexe.

P

comme Police

Le plan de modernisation de la police proposé par Pierre Joxe et voté à la fin de l'année dernière apporte des solutions à cette dure constatation : comment bien fonctionner en 1986 avec une police qui est restée sur des modèles de l'après-guerre ?

Le plan Joxe alloue plus de 5 milliards de francs sur cinq ans à la modernisation de la police. Plusieurs axes prioritaires. Les véhicules d'abord : 1 064 millions de francs de crédits supplémentaires afin de renforcer le parc automobile policier. Un effort sera consenti sur l'acquisition de voitures rapides (Super 5 turbo). Les Bmw des gangsters n'auront plus comme partenaires des R 12 fourbues.

L'immobilier ensuite : 1 930 millions de francs pour les constructions de nouveaux bâtiments et 948 millions à la rénovation des commissariats vétustes.

La police scientifique est la priorité des priorités en matière de rattrapage : 60 spécialistes en France pour 1 000 en Allemagne ou en Grande-Bretagne ! 260 millions de francs seront injectés dans les services scientifiques de la police nationale pour former des chercheurs, des traducteurs spécialisés dans les langues rares et pour construire des laboratoires.

Un autre domaine : les transmissions. Alors que les gangsters pouvaient capter « radio-flic », désormais, avec la mise en place de la cryptographie, les transmissions entre policiers, notamment lors d'interventions, demeureront secrètes.

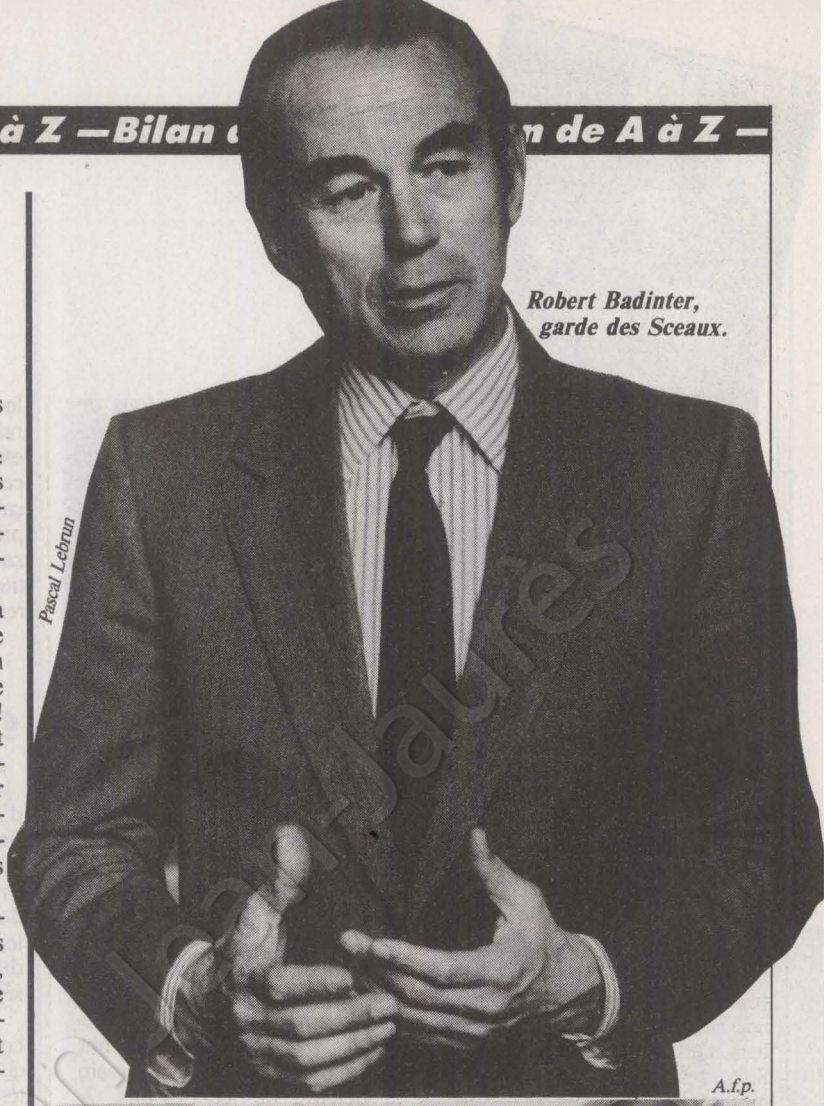
L'informatique, qui faisait encore défaut, devrait accroître la mobilité des agents et les alléger de tâches ingrates et peu en rapport avec la mission policière. 651 millions de francs sur cinq ans lui sont consacrés.

Un des derniers axes concerne le recrutement et la formation à long terme. Celle-ci vise tout d'abord à la professionnalisation du personnel, à l'accroissement de sa capacité de prévention et d'intervention à combler ses lacunes (connaissances juridiques) plus développées, compréhension du tissu social, découvertes des sciences humaines). Il s'agit donc d'avoir « mieux » de police plutôt que « plus » de police.

comme Prévention

Un thème privilégié depuis 1981, car c'est quand même par la prévention qu'on peut éviter trop de répression. Et un domaine qu'a pris à cœur la justice : un budget cinq fois plus important que celui d'avant 1981. Conseil national de prévention de la délinquance, opérations anti-été chaud (voir Sécurité),

(suite en page 24)



Robert Badinter, garde des Sceaux.

Pascal Lebrun

Fonds Jean Jaurès

A.f.p.

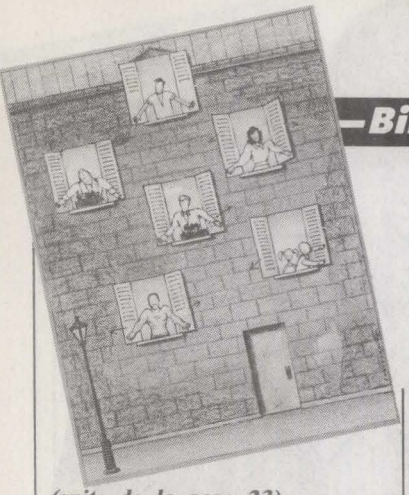


Opération anti-été chaud à Belle-Ile en juillet 1984.



Sipa-presse

Roland Castro et Michel Cantal-Dupart présentant au président de la République le Grand Pari.



(suite de la page 23)

mais aussi création de 725 emplois nouveaux dans le secteur de l'éducation surveillée – avec une augmentation de 75,5 % des crédits de fonctionnement. Un « Cocorico » de circonstance : le modèle français de prévention de la délinquance (l'utilisation de toutes les forces vives sur le terrain) a inspiré un certain nombre de pays étrangers.

R

comme Rapatriés

D'importantes mesures ont été prises en faveur des deux millions de rapatriés qui, vingt ans après, ont pu enfin obtenir de meilleures conditions de réinsertion.

Dans le cadre des actions de solidarité nationale, la levée de diverses forclusions et la prise en compte de toutes leurs années d'activités outre-mer ont permis que les droits à la retraite des rapatriés soient complètement alignés sur ceux des métropolitains.

Leur insertion économique et sociale a été favorisée par les lois du 6-1-1982 (leur permettant de faire face aux dettes contractées par la réinstallation en France) et du 24-1-1984 (autorisant le nantissement des titres d'indemnisation).

Un effort spécifique d'insertion – éducatif, social et culturel – a été mené au profit des Français musulmans rapatriés.

comme Racisme

A la faveur de la crise et de « l'effet Le Pen », le racisme anti-immigré a pris le relais de l'antisémitisme pour tenter de faire des travailleurs étrangers les boucs émissaires responsables de tous nos maux. Face au développement des violences et des discriminations locales de tous ordres (logements, prestations sociales, écoles...) alimenté par la droite et le Front national, le gouvernement s'est inscrit dans la tradition de la France des droits de l'homme, terre d'accueil et de liberté.

Relevons parmi toutes les mesures prises pour la défense des immigrés (voir ce mot) et qui ont fait obstacle au retour des vieux démons, la possibilité donnée aux associations de se porter partie civile en cas d'agression raciste. La campagne « Vivre ensemble », lancée en 1984, a permis la réalisation de 400 actions de communication et de fraternisation à travers le pays. Par leur marche annuelle, depuis 1983, pour l'égalité et pour les droits civiques, favorisée par les autorités à tous les niveaux, les jeunes « beurs », secondés par S.o.s.-Racisme, ont pu prendre solidement en main la défense de leurs droits. A preuve l'immense succès du slogan : « Touche pas à mon pote ».

comme Radios locales privées

Avant 1981, rien. Silence imposé sur la modulation de fréquence. La droite l'avait décidé : les radios « libres » seraient interdites. Aujourd'hui, la F.m. accueille 1 400 stations. Des communautaires aux associatives, des municipales aux commerciales, le panel est complet. Le cadre légal des R.l.p. existe selon les articles 17 et 97 (titre IV) de la loi sur la communication audiovisuelle du 29 juillet 1982. Le financement (fonds de soutien, limite autorisée, ouverture à la publicité) dépend de 4 décrets des 16 et 18 novembre 1982, du 22 janvier et 25 février 1983. La loi du premier août 1984 introduit la publicité selon des modalités précisées par les décrets du 2 décembre 1984. Selon le Syndicat des journalistes-D.f.d.t., quelques 30 000 emplois sont « possibles ». Le marché publicitaire escompté pour 1986 serait de 3 à 400 millions de francs. Et les retombées économiques sont encore difficilement chiffrables. La loi interdit la constitution de réseau, Hersant a constitué un empire dans la F.m. (32 radios connectées par l'Agence française de communication, propriétaire Hersant, plus une douzaine de stations achetées par les titres de la Presse quotidienne régionale.)

comme Réfugiés

Des centaines de milliers d'Arméniens, d'Espagnols, d'Italiens ont autrefois trouvé refuge et fait souche dans notre pays. La France socialiste, continuatrice de ces traditions, accueille actuellement 160 000 réfugiés. Elle se devait de leur assurer droits de séjour et de travail.

Le droit de travail a été accordé par la loi du 17-10-1981, qui dispense l'étranger ayant obtenu le statut de réfugié d'autorisation préalable pour l'exercice d'une activité professionnelle.

La loi du 17-7-1984 permet la délivrance d'une carte de résident d'une validité de dix ans et renouvelable de plein droit, à tout étranger ayant le statut de réfugié.

Pour l'application de cette politique d'accueil, le gouvernement a désigné un délégué interministériel aux réfugiés lequel a facilité l'insertion des réfugiés par de nombreuses initiatives : création de centres d'hébergement, accroissement des crédits d'assistance, allocations diverses.

S

comme Sécurité

L'insécurité, la droite l'exploite, la gauche la traite. Depuis 1972 la criminalité augmentait en France de 10 % par an. En 1983, sa progression descendait à 4,40 %, en 1984 à 3,30 % et le premier semestre 1985 enregistrait enfin une baisse de 4,77 % ! Par contre la petite et moyenne délinquance (dégradations et cambriolages divers liés au chômage et à l'urbanisme) bien que ralenties, continuent de croître.

A l'origine de ces résultats, le gouvernement, qui a agi sur le terrain de la répression – toujours ferme mais humanisée – et de la modernisation de la police, a prioritairement mené une efficace politique de prévention.

En juin 1983 le Conseil national de la prévention et de la délinquance est créé (formé d'élus de toutes tendances, de personnalités et de hauts fonctionnaires) et chargé d'étudier toutes les mesures aptes à prévenir la délinquance. Des Conseils départementaux et communaux (300 aujourd'hui) ont pris le relais sur le terrain. Plus de 200 villes et 10 départements ont accepté en 1985 de conclure avec le Conseil national des « contrats d'action de prévention pour la sécurité dans la ville ». Ceux-ci peuvent concerner aussi bien l'action sociale, la police, le logement que la protection des personnes et des biens. Une attention particulière a été portée aux jeunes et, avec la diffusion des actions du type « opérations anti été-chaud », la prévention est devenue l'affaire de tous.

T

comme Télévision

« Les citoyens ont droit à une communication audiovisuelle libre et pluraliste. » Tout l'esprit de la loi sur la communication audiovisuelle du 29 juillet 1982 est contenu dans cet article 2. Tout ce qui a été fait depuis l'été 1982 découle de cet esprit respecté à la lettre : liberté et pluralisme.

Liberté : la Haute Autorité a été créée pour la garantir, pour couper le cordon ombilical entre le pouvoir politique et les chaînes de télévision. Et le rapport Bredin est venu esquisser les règles d'une « cohabitation audiovisuelle », d'une complémentarité entre la télévision de service public et les chaînes privées, pour éviter que la naissance des unes n'entraîne la mort de l'autre.

Pluralisme : déjà le mot est devenu réalité ; puisqu'à T.f.1,

Antenne 2 et F.r.3 sont venus s'ajouter Canal Plus, la « 5 », la « 6 » et la « 7 ». Ce n'est qu'un début : demain, les télévisions locales, le câblage du pays et le lancement de satellites multiplieront les programmes télévisés, les boutons des récepteurs et les images venues du monde entier.

C'est désormais un fait historique : sous la gauche, entre 1981 et 1985, la France est entrée dans l'ère de l'audiovisuel planétaire, dans l'univers des communications sans frontières.

comme Terrorisme

Le terrorisme, d'autant plus révoltant qu'il est souvent aveugle, connaît en France une recrudescence ponctuelle mais inquiétante, en liaison probable avec des éléments proche-orientaux. Il reste cependant nettement moins important dans notre pays que chez nos voisins : Grande-Bretagne, Espagne ou Italie, et il avait même tendance à y diminuer jusqu'en 1985.

La lutte contre le fléau a été fortement amplifiée à la suite de l'intervention de François Mitterrand le 17-8-1982 après l'attentat antisémite de la rue des Rosiers. Un fichier du terrorisme avait déjà été créé en mai 1982 ; la coopération internationale a été accrue et la surveillance des frontières renforcée notamment par l'informatisation des contrôles.

Un groupe d'intervention de la police nationale (le G.i.p.n. – unité d'élite) complète dans ce domaine le G.i.g.n., spécialement entraîné pour les opérations antiterroristes.

comme T.i.g.

Réinsérer, le maître-mot de la prévention d'une délinquance bis. Comment faire d'un emprisonnement seulement une parenthèse, et non pas un destin ? Les T.i.g. (Travail d'intérêt général), institués par la loi du 10 juin 1983, apportent une réponse. Réservée aux délits peu graves, cette nouvelle peine consiste en un travail non rémunéré au profit de la collectivité – avec l'accord préalable du condamné. Premier constat, dressé après une première année d'application : le travail d'intérêt général est entré dans les mœurs. Plus de 2 200 T.i.g. exécutés en 1984, presque 3 000 dans les huit premiers mois de 1985. Et, ce qui n'est pas négligeable, le T.i.g., dans certains cas, débouche sur le T.u.c. (Travail d'utilité collective), sur une formation professionnelle ou même sur un emploi fixe normalement rémunéré.

V

comme Victimes

Pour elles, le malheur. Plus les ennuis, plus les tracasseries. En février 1982, une commission, présidée par le Pr Milliez, est chargée de faire l'inventaire des difficultés rencontrées par les victimes, et de formuler des propositions pour améliorer leur situation. Le rapport est déposé en juillet 1982, et la Chancellerie se met à l'œuvre. Un impératif : la nécessité d'une solidarité accrue à l'égard des victimes. Les dispositions adoptées depuis 1981 placent la France en tête des pays d'Europe occidentale dans ce domaine. L'effort est considérable : développement de l'information et de l'aide immédiate aux victimes – de zéro en 1981, le budget atteint 5,5 millions de francs en 1986 ; amélioration de l'indemnisation des victimes d'infractions ; accélération de la réparation des préjudices ; accroissement des droits, et des possibilités d'indemnisation, des victimes d'accidents de la circulation. Et, pour tous les malchanceux de la vie, des associations d'aide aux victimes un peu partout en France, qui s'efforcent de résoudre aussi bien les problèmes matériels (porte fracturée, enfants à garder à la suite d'une hospitalisation) que les problèmes psychologiques (soutien moral, assistance) ou financiers (déclaration de sinistre à la compagnie d'assurance, absence de pièce d'identité).



Sipa-presse

Yvette Roudy, ministre des Droits de la Femme au lycée Fénelon à Paris présentant aux élèves sa bourse de la vocation scientifique et technique des femmes.

Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur.



Sipa-presse

Georges Fillioud, vu par Forcadell.



Mikhaïl Gorbatchev.

U.R.S.S. LE CONGRES GORBATCHEV

Convoqué tous les cinq ans le dernier congrès du P.c.u.s. s'était tenu avant la mort de Leonid Brejnev. Depuis, beaucoup de choses ont changé, sinon sur le fond du moins en ce qui concerne les hommes, le style et les objectifs.

PAR CLAUDE ESTIER

En cette fin de février, Moscou, encore tout engourdi de froid, va être pendant plus d'une semaine le théâtre d'un événement d'importance : le XXVIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Evénement rituel mais relativement rare puisque ce Congrès ne se réunit que tous les cinq ans et que le dernier, en 1981, s'est tenu du vivant de... Leonid Brejnev. Aucun de ses deux successeurs, Youri Andropov et Constantin Tchernenko, n'a eu le temps de réunir l'instance suprême du parti de Lénine.

Ce XXVIIe Congrès sera donc celui de Mikhaïl Gorbatchev et ce n'est pas une simple formule. Car depuis un an qu'il occupe le pouvoir au Kremlin, celui-ci a procédé à tant de changements, dans les hommes, dans le style, dans le langage, qu'il sera particulièrement intéressant de voir comment ils vont se répercuter au sein de cette immense assemblée de cadres venus de toutes les Républiques de l'U.r.s.s. et où, à quelques exceptions près – le Congrès de 1956, celui du rapport Khrouchtchev, étant le plus notable de l'après-guerre – dominaient surtout jusqu'ici le formalisme et le conservatisme.

Dans les semaines mêmes qui ont suivi son entrée en fonction, Gorbatchev a entrepris de changer les hommes et ce, d'abord au plan du gouvernement. Des secteurs entiers, en particulier, celui de l'énergie, ont été pourvus de nouveaux titulaires chargés de remédier à des incompétences notoires ayant entraîné une chute sérieuse de la production. Entre février et novembre 1985, plus de la moitié des ministères liés aux questions énergétiques ont ainsi changé de responsables. Il en a été de même dans le secteur des industries de pointe, les nouveaux promus étant, dans la plupart des cas, des hommes sensiblement plus jeunes – de la génération de Gorbatchev lui-même – et de formation beaucoup plus technique qu'idéologique.

Cependant, même s'ils avaient été précédés de critiques parfois très sévères sur la gestion passée, ces changements ont été présentés généralement moins comme des sanctions que comme une nécessaire relève de générations. Ils n'ont donc pas pris l'aspect d'une purge comme l'U.r.s.s. en a connu du temps de Staline. L'actuel secrétaire général du P.c.u.s. est un homme prudent sachant négocier les tournants indispensables mais ne perdant jamais de vue l'objectif de modernisation de son pays qu'il vient d'ailleurs de rappeler clairement dans l'entretien qu'il a accordé récemment à « l'Humanité » : « Il nous appartient aujourd'hui d'accomplir énormément en une période extrêmement courte : améliorer radicalement la planification, la gestion et l'encouragement matériel, accélérer le progrès scientifique et technique. Et, à partir de là, accroître l'efficacité, le rendement qualitatif de l'économie, améliorer la qualité de la production. » Et il ajoute : « Nous avons l'intention au cours des quinze prochaines années, de doubler le potentiel de production du pays, de modifier sensiblement la structure même de notre économie, le caractère du travail, de transformer le mode de vie des gens. »

Vaste programme qui ne peut être énoncé que par un homme assuré d'avoir du temps devant lui et qui ne craint pas de reconnaître que l'économie soviétique a, au cours des dernières décennies, accumulé les échecs à cause, dit-il encore, « de la routine, de l'inaptitude ou même simplement de l'irresponsabilité de tels ou tels fonctionnaires, d'administrations et d'organismes entiers ».

On imagine ce qu'un tel langage peut provoquer d'inquiétudes et de réticences chez des responsables, au niveau gouvernemental comme au niveau local, habitués depuis si longtemps à la protection dont bénéficient en U.r.s.s. les privilégiés de la Nomenklatura.

Mais, en même temps, il est difficile de s'opposer frontalement à un homme qui a incontestablement une claire vision des défauts du système et des moyens à mettre en œuvre pour y remédier et qui, de plus, a acquis en quelques mois, notamment à la suite de son voyage en France, de sa rencontre avec Ronald Reagan et de l'impact de ses dernières propositions sur le désarmement nucléaire, une stature internationale que n'avaient évidemment pas ses prédécesseurs immédiats. S'il y a eu, dans le passé, des clans rivaux au sein même du Bureau politique, il est certain que Mikhaïl Gorbatchev, après avoir procédé là aussi à une « relève » spectaculaire – dont le dernier élément est la mise à l'écart de Victor Grichine ancien patron du parti à Moscou et chef des « conservateurs » brejneviens – y dispose désormais d'une autorité assurée.

Il s'agit maintenant pour lui de l'étendre à tous les échelons du parti, ce qui sera sans aucun doute, beaucoup plus que l'adoption du programme pour les cinq prochaines années, la tâche prioritaire de ce XXVIIe Congrès. On escompte généralement un renouvellement des deux tiers des membres du Comité central, à l'image de ce qui s'est passé dans les comités centraux des partis communistes des différentes Républiques qui ont tenu leurs congrès ces dernières semaines. De nombreux départs à la retraite sont attendus en même temps que des promotions plus ou moins annoncées depuis quelques mois comme celle de Vadim Zagladine qui qui pourrait être appelé à succéder à Boris Ponomarev, âgé aujourd'hui de plus de 80 ans, à la tête du département international du Comité central.

Même si le côté « grand-messe » n'est pas absent de ce XXVIIe Congrès il faudra se garder d'en sous-estimer la portée. Mikhaïl Gorbatchev est pour de longues années l'interlocuteur de l'Occident. C'est par lui que passe et passera longtemps le dialogue sur la guerre et la paix. Quoi qu'on pense du régime soviétique on ne saurait donc être indifférent à la façon dont se consolide le pouvoir d'un homme qui, tout en écartant toute forme d'aventurisme et sans encore avoir bouleversé le fond des choses, en particulier dans le domaine des libertés et des droits de l'homme, a commencé de mener à bien une politique de rajeunissement et de dynamisation des structures de son pays auquel il voudrait faire gagner le défi de l'an 2000.

L'ANTISEMITISME INSTITUTIONNALISÉ

PAR JEAN LIBERMAN

Le cynique élargissement d'Anatoli Chtcharanski ne doit pas faire oublier la réalité de l'antisémitisme ordinaire en Union soviétique dont les pratiques, les brimades et les « numerus clausus » semblent remonter à leurs sources tzaristes.

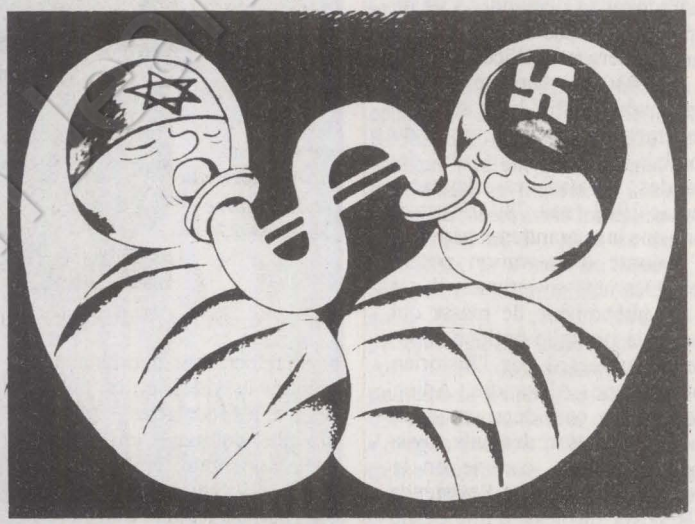
CE n'est pas sans raison que ce « renégat, criminel et traître à la patrie » d'Anatoli Chtcharanski – selon les dernières aménités du Kremlin – a mis en garde : « Que Moscou ne profite pas de ma libération pour intensifier la répression contre d'autres dissidents ». Car ledit « geste » en sa faveur ne saurait occulter, mais fournit au contraire l'occasion de souligner une évolution singulièrement aggravante durant ces dernières années. Non seulement celle de la réduction considérable des autorisations à l'émigration juive mais, plus généralement, celle du sort global de quelque deux millions de Soviétiques toujours porteurs « en carte » de la nationalité juive et soumis (par ce biais ?) à des discriminations racistes de plus en plus intolérables.

Certes quand Mikhaïl Gorbatchev affirme (interview à « l'Humanité ») qu'« il n'y a pas de prisonniers politiques chez nous... mais des criminels d'Etat », qu'il évalue à un peu plus de 200 personnes, nul ne se fait d'illusion sur le volume réel de la dissidence politique et de sa répression. Encore moins lorsqu'il déclare dans la même foulée que « la propagande antisémite et les autres formes de la discrimination raciale sont interdites par la loi », tandis que ses affidés prétendent (à la conférence organisée par le M.r.a.p.) que la réduction drastique de l'émigration des juifs soviétiques ne faisait que refléter la solution effective du problème de la réunion des familles.

On sait ainsi de source sûre (1) que les « refuzniks » – ceux dont l'O.v.i.r. (organisme délivrant les visas de sortie) a enregistré la demande (2) puis y a opposé un refus, alternativement pendant des années – et qui traînent, sous le coup de mille brimades, une véritable vie de relégués, sont au nombre de 8 à 10 000. Pour environ 250 familles, soit un millier de personnes, cette attente exténuante dure depuis dix à douze ans ! Outre que l'U.r.s.s. viole ainsi les diverses déclarations des droits de l'homme concernant le libre déplacement des gens, dont elle est signataire, elle inflige à ces « refuzniks » et à leurs enfants un traitement de réprouvés : perte probable du travail, d'où accusation de parasitisme, surveillance et perquisitions policières arbitraires, dénonciations et calomnies de presse et de voisinage, avec des conséquences encore plus dramatiques pour les enfants souvent interdits d'études et privés de tout avenir. Seule sans doute une certaine solidarité internationale leur permet de subsister.

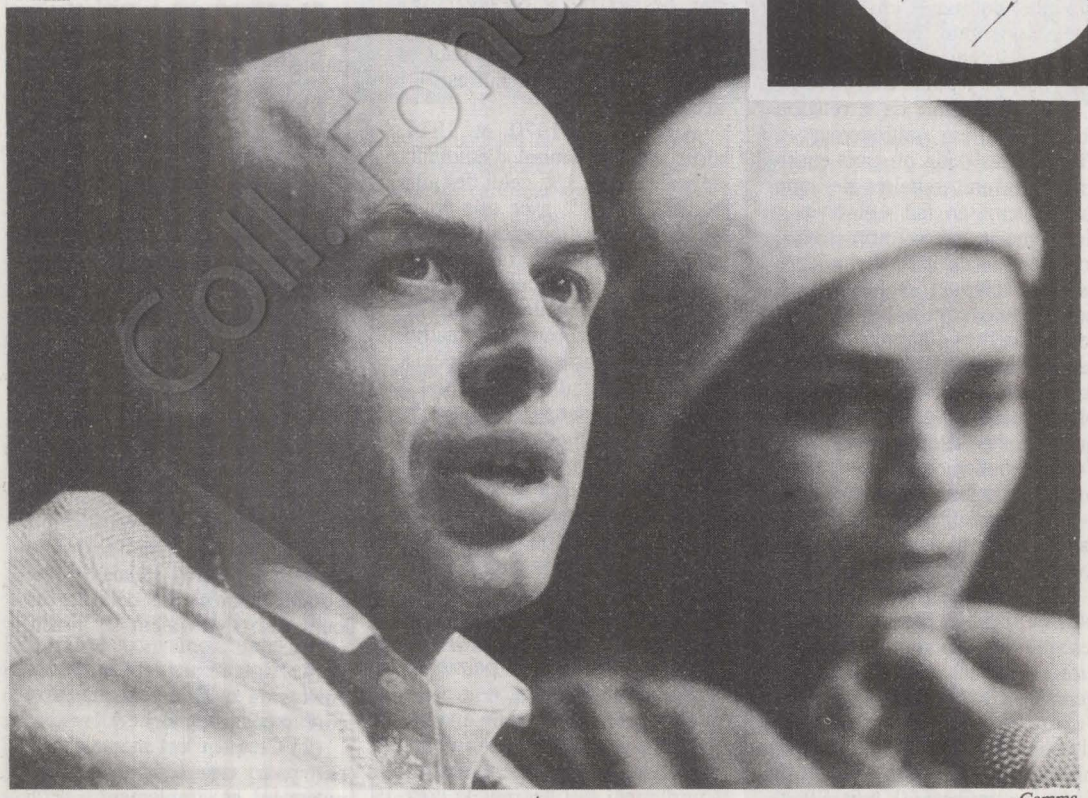
Mais, à l'instar de Chtcharanski, il y a, de plus, parmi ces « prisonniers de Sion » une vingtaine d'entre eux qui continuent, pour leur part, à croupir dans les camps, les Yossif Begun, Vladimir Brodsky, et autres Yacov Levin... Brillants intellectuels souvent, ils ont payé par de lourdes condamnations, leur volonté,

(suite en page 28)



Caricature antisémite extraite d'une pochette de vingt-quatre diapositives illustrant des sujets politiques achetée par un touriste en 1979 dans une grande librairie de Moscou.

Gamma



Gamma

Anatoli et Avital Chtcharanski, en Israël.

(suite de la page 27)

en attente incertaine d'émigration, de faire vivre leur culture juive, à travers des séminaires privés d'exclus de la science, d'hébreu, ou d'histoire juive... naturellement subversifs et antisoviétiques pour les autorités.

Le départ par absence d'avenir

Certes, s'il y a urgence de secours pour ces parias, on peut maintenant se demander s'ils ne représentent pas seulement la partie émergée de l'iceberg. Et si, en effet, ces quelque 10 000 réprouvés (chiffre bien sûr officiellement nié) ne sont, au vu du nombre impressionant des demandes insatisfaites déposées depuis 1968 (soit 380 000 environ) que la quarantième partie de la volonté d'émigration potentielle des juifs soviétiques, il y a là un phénomène de masse qui justifie la nouvelle optique adoptée à leur égard par l'historien soviétologue Alexandre Adler. Ce dernier considère, en effet, que « la situation des juifs soviétiques n'est pas, comme on le croit, le résultat de l'existence d'Israël et du désir d'une partie d'entre eux de s'y rendre » (au demeurant beaucoup émigrent de fait aux Etats-Unis). Ce mouvement, explique-t-il, a été provoqué par l'accélération d'un antisémitisme social endémique, directement encouragé d'abord par le pouvoir stalinien puis, depuis les années 60, par ses successeurs en rapport avec le conflit du Proche-Orient et comme une sorte de contrepartie aux obligations de la détente. S'il est exact en l'occurrence – et ça l'est – que l'ouverture obligée des frontières a été compensée par une recrudescence d'hostilité et des mesures de discrimination anti-juives caractérisées (numérus clausus) pires à certains égards que sous le tsar Nicolas II, on comprend que, tout avenir compromis, « des centaines de milliers de juifs soviétiques envisagent alors, malgré leur attachement à l'U.r.s.s. l'unique solution du départ ».

Alors que 300 000 juifs soviétiques auraient marqué leur attachement en tant que langue nationale au yiddish, les publications et les spectacles – pourtant des plus courus – en cette langue, demeurent épisodiques et toute association culturelle de diffusion du yiddish est interdite. L'hébreu, véhicule de la religion et d'Israël, est pratiquement à l'index. Les deux ou trois enseignements universitaires de cette langue sont en fait « réservés », de même les rares impressions ; toute entrée de livres hébraïques est contrôlée et la chasse est permanente contre les séminaires particuliers d'hébreu. Quant à la religion, il ne reste que 54 synagogues en U.r.s.s., devenus plutôt centres de vieillards – quoique les fêtes juives soient l'occasion de joyeux rassemblements dans les rues avoisinantes – et il est significatif que le grand rabbin Chayevitch ait dû être formé... à Budapest.

Mais l'un des phénomènes les plus incroyables dans ce pays, où les juifs occupaient une place éminente dans la haute intelligentsia, c'est la perspective de l'extinction délibérée de cette situation par l'application de plus en plus drastique, d'abord dans les années 60 puis 70 et jusqu'aujourd'hui, d'un véritable numérus clausus (fixation de quotas) à l'entrée des universités. Evidemment officieux et couverts par des examens piégés il est néanmoins évalué à 1 % (alors qu'il était bien plus large sous le tsar Nicolas II). Les chiffres sont accablants.

Ainsi entre 1970 et 1974, alors que le nombre d'étudiants augmentait de 3 %, celui des juifs baissait de 18 % avec une chute de 43 % des diplômés en cinq ans. La réduction du nombre des étudiants juifs frappe d'ailleurs aussi bien les médecins que les scientifiques, comme les mathématiciens quasiment éliminés à Moscou. Le chiffre déjà réduit à 5 % en 1970 dans les facultés de médecine était devenu nul en 1984. Ainsi n'y a-t-il plus actuellement d'étudiants juifs dans les facultés de médecine de Léningrad et de Moscou où, de plus, aucun enseignant juif n'a été nommé ces dernières années.

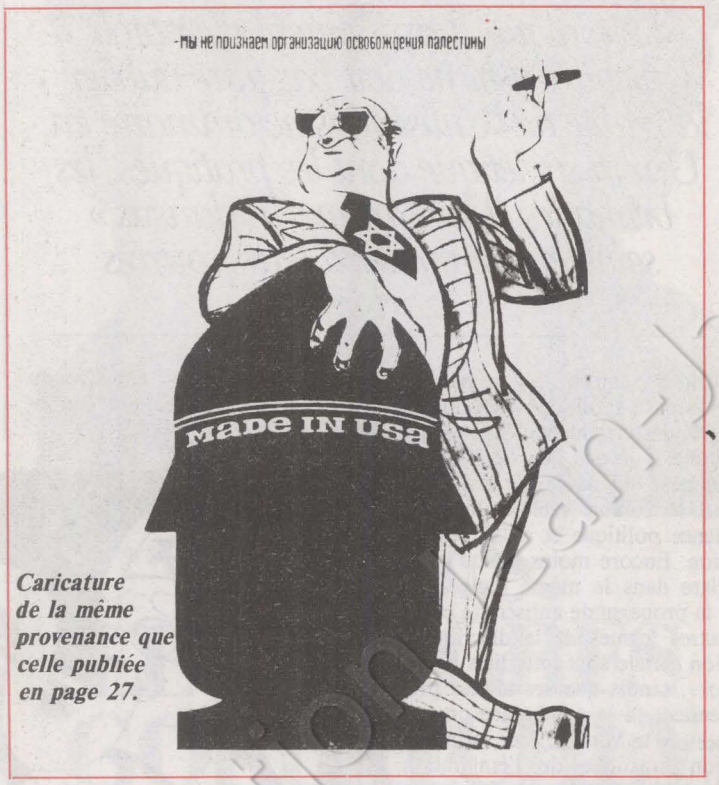
Bien entendu tout médecin juif demandant à émigrer perd le plus souvent la possibilité d'exercer un métier.

Outre cet ostracisme inquisitorial, une suspicion, voire une haine anti-juive généralisée est sourdement distillée par la complaisance du pouvoir vis-à-vis des textes divers (journaux, revues mais également romans) dont l'antisémitisme – sous couvert le plus souvent d'antisionisme – a atteint un degré de bassesse qui le rend très comparable à celui des fameux « Protocoles des Sages de Sion » (d'invention policière tsariste). Le seul changement est l'accolement ou l'alternance du vocable « sioniste » au terme « juif ». De nombreuses caricatures sont à l'avenant.

Parmi les thèmes dominants des spécialistes bien connus de l'antisémitisme, tels Lev Korneev (un membre de l'Institut de l'Académie des sciences), Savtsov, Evseev, etc., le plus central tourne autour des moyens ignobles utilisés par un groupe de juifs pour parvenir à la domination mondiale. Il s'agit d'une cabale juive visant au contrôle de l'économie de guerre, des médias et même de la production de l'antisémitisme, dont le Q.g. est naturellement situé à Jérusalem.

Y aurait-il une amorce de changement avec Gorbatchev dont on ne cesse d'annoncer de prochains gestes humanitaires ? Quelques « refuzniks » seraient en passe d'être libérés à la suite du récent voyage de Ted Kennedy. Mais en même temps on a enregistré les condamnations à plusieurs années de camp de trois nouveaux intellectuels refuzniks : le biologiste Roald Zelichonok, le scientifique Léonild Volvovski et le mathématicien Vladimir Lifchitz (en instance de condamnation). Et aucun signe ne vient concrétiser un quelconque infléchissement quant à l'effondrement de l'émigration juive passée de plus de 50 000 en 1979 à 1 140 en 1985 !

La libération de Chtcharanski – et peut-être de quelques autres – est certes un encouragement aux multiples forces de solidarité, au premier rang desquelles dans notre pays, le Conseil national français pour la protection des juifs d'U.r.s.s. qui regroupe des noms illustres... mais on voit à quelles dimensions démesurées leurs efforts devraient se hisser. ●



Caricature de la même provenance que celle publiée en page 27.

(1) Entre autres les études suivies de la Bibliothèque juive contemporaine (B.j.c.).

(2) Ce qui n'est même pas le cas pour une légion de juifs purement et simplement « refusés de demande ».

LE PERE DE LA DEMOCRATIE PORTUGAISE PRESIDENT

PAR JEAN-JACQUES KOURDLIANSKY



DIMANCHE 16 février, le Portugal a élu un « civil » à la présidence de la République pour la première fois depuis soixante ans. Mario Soares, secrétaire général du Parti socialiste portugais l'a emporté avec 51,28 % des suffrages et 152 622 voix d'avance sur le favori, candidat unique de la droite, Diogo, Freitas do Amaral. Contre l'attente des sondages, — mais on nous dit aujourd'hui qu'ils n'étaient pas fiables — il a mobilisé le gros des électeurs de gauche du premier tour. Et, à la stupéfaction de la presse : « O Dia », quotidien conservateur n'en est pas revenu et... incrimine la météo. « Le ciel cette fois-ci » explique ce journal, « s'est allié à la gauche. » Quant à la droite, majoritaire au Parlement et au gouvernement, elle réalise peu à peu qu'elle va devoir « cohabiter » avec un président socialiste. Particularité observée avec gourmandise sur les bords de la Seine...

C'est vrai, Maria Soares revient de loin. Le 6 octobre au soir, l'année dernière le P.s. « encaissait » un sérieux revers. Il perdait 10 % de ses voix et pratiquement la moitié de ses sièges à l'Assemblée de la République. Emoustillés « la jolie droite » et la « jolie gauche » aux « si grandes dents » se préparaient activement à la relève des socialistes et de leur « grand leader ». Sept fois ministre et Premier ministre depuis la chute de la dictature, Mario Soares est un peu le père de la démocratie portugaise. Il lui a imprimé sa marque. Trop démocrate pour la droite, trop modéré pour la gauche communiste et le président Eanes. Démocrate il l'est, incontestablement. Ses douze emprisonnements et ses six ans d'exil en France en témoignent. Il fait donc figure pour une certaine droite de « diviseur » de l'opinion. Réformiste convaincu dans un pays connaissant des passions sociales fortes à l'image de son sous-développement, il indispose les partisans de la rupture.

Le 6 octobre tous pensent tenir le bon bout et se lancent dans la mêlée. Résultat, trois mois plus tard au premier tour des présidentielles, la droite présente un candidat commun et la gauche se livre à une « primaire » qui aurait pu lui être fatale. Face à Mario Soares, on trouve Maria Lourdes de Pintasilgo, ancienne Premier ministre, portée par les sondages, et Francisco Salgado Zenha ex-numéro deux du P.s., soutenu par le P.c. et le président de la République, sortant le général Eanes peu confiant dans les chances de ses amis du P.r.d. (Parti rénovateur démocrate). Mais pour les Portugais qui ont le cœur à gauche le meilleur rempart contre la poussée conservatrice c'est Mario Soares. Ayant l'expérience du pouvoir, un passé démocratique sans tache, il bénéficie d'un plus, le soutien d'un grand parti crédibilisant son discours. Au soir du 26 janvier, avec 25,5 % des voix, il devenait l'espoir de la gauche et, plus largement, des démocrates.

Douze ans après la Révolution des œillets, qui a mis le Portugal à l'heure de la démocratie et du progrès social, un homme du passé a failli s'installer au palais de Belem (siège de la présidence de la République). Jouant la séduction, masquant son programme derrière la pub, les clips et les couleurs, le représentant des droites Freitas do Amaral a, le 26 janvier, capté 46 % des voix. Fuyant le débat politique il essaiera jusqu'au bout de cacher son drapeau. « Il faut unir et non diviser », déclare-t-il, pour un Portugal « en avant », « plus moderne, plus européen »... Dès le 27 janvier Mario Soares met les points sur les « i », et montre les véritables enjeux. « A partir de ce moment, je suis », déclare-t-il « le seul candidat des forces progressistes (...), de ceux qui se réclament des idéaux du 25 avril (...), je suis aussi dépendant des communistes que Freitas do Amaral. S'ils me donnent leurs votes, j'ai de fortes chances d'être élu. S'ils s'abstiennent, c'est mon adversaire qui gagne. »

La raison l'a finalement emportée. Le président Eanes a reconnu l'échec de son poulain et s'est retiré dans son palais. Salgado Zenha a appelé ses électeurs à voter Soares et Maria Pintasilgo les siens à battre la droite. Le P.c., les premiers jours s'est répandu en commentaires style blanc-bonnet, bonnet-blanc, puis, a lui aussi décidé d'apporter un « soutien conjoncturel » à Soares parce que, a souligné Alvaro Cunhal, son secrétaire général, « l'ennemi principal est la dynamique réactionnaire de la droite. »

Révision déchirante pour tous ceux qui, à gauche, rêvaient la République sous la dictature de Salazar, vivaient des lendemains passionnés et fraternels, à cent lieues du réformisme tranquille et possibiliste du P.s.p. et de Soares. Mais le « vote du cœur », reconnaît un conseiller de Salgado Zenha, « est un luxe qui peut nous coûter la démocratie ». Aux portes de certaines églises pendant la campagne électorale n'a-t-on pas vu Soares qualifié de « dragon rouge » ? Quant à l'extrême gauche on sait ce qu'elle pense. N'a-t-elle pas assassiné, la veille du scrutin, le directeur général des prisons portugaises ?

« Je ne serai pas » a précisé Mario Soares dans la nuit de dimanche à lundi, « le président de la majorité qui m'a élu, mais le président de tous les Portugais. » Le Premier ministre restera « tant qu'il aura une majorité au Parlement ». Ces propos ont retenu l'attention. Ils sont peut être cohabitationnistes, sans doute marqués du sceau du bon sens, mais certainement conformes aux réalités présentes de la démocratie portugaise, jeune fragile et contestée.

Une chose en tous les cas est claire. Et c'est le principal enseignement de cette élection. Au Portugal, P.s., démocratie et progrès social, sont apparus étroitement liés. Leçon de lucidité qui n'est pas forcément bien vécue par beaucoup d'électeurs qui gardent la nostalgie des œillets hier si romantiques et si exaltants... mais aux senteurs bien poivrées pour des narines démocratiques. ●

LA "5" MODE D'EMPLOI

Ce qui est bon pour le public italien l'est-il pour le public français ? La « 5 » qui a démarré hier soir a-t-elle convaincu les téléspectateurs français que le minestrone vaut bien la soupe ? Encore faut-il la capter : voici l'art et la manière de se servir de la nouvelle chaîne privée « al dente ».



Interpress

Silvio Berlusconi avec Amanda Lear.

LA « 5 » est sur nos petits écrans. Depuis jeudi soir. pas pour tout le monde : pour les habitants de quatorze villes et de leur région seulement. Mais ce n'est qu'un début. La « 5 » va progressivement s'installer dans presque toute la France : le 15 décembre 1986, elle sera reçue par 95 % des Français.

Pour ceux qui auraient manqué le programme inaugural du 20 février 1986 à 20 h 30, il y a trois séances de rattrapage le 21 : à 7 h 30, 11 h 30 et 15 h 30, la « 5 » rediffuse « Voilà la Cinq », son programme de la veille. Ce n'est pas exceptionnel, c'est la règle : la « 5 » émettra un programme original chaque jour pendant quatre heures (de 19 h 30 à 23 h 30) et le rediffusera systématiquement trois fois le lendemain (entre 7 h 30 et 19 h 30).

« Voilà la Cinq », c'était donc un super-plateau de superstars, un faux direct enregistré pendant plusieurs jours à Milan (voir l'article de Michel Mathieu), *un feu d'artifice pour éblouir le téléspecteur : Henri Salvador, Michel Platini, Ornella Mutti, Catherine Lara, Lino Ventura, Alain Souchon, Michel Berger, Enrico Macias, Sylvie Vartan, Mireille Mathieu, Michel Sardou, Johnny Halliday, Hugo Tognazzi, Rudolph Noureev, Charles Trénet, etc. Le tout présenté par Roger Zabel (ex-Canal Plus) et Elizabeth Tordjman (ex-Antenne 2). Un spectacle à mi-chemin entre Guy Lux et Michel Drucker : aussi racoleur que le premier, aussi professionnel que le second.*

« Voilà la Cinq » était là pour « donner le ton ». Mais il ne faudrait pas en conclure que le programme sera aussi fastueux chaque soir !... Mais au fait, justement, que nous réserve la « 5 » pour les semaines à venir ? Questions préalables : qui va pouvoir recevoir la « 5 » ? Dans quels délais ? Et que faut-il faire, techniquement, pour capter les images de la première chaîne commerciale française ? J.-P. L.

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant, à Rome)

DANS les studios milanais du roi de la télévision en conserve, c'est l'effervescence ! Pas louper le départ ! Confiant dans la recette qui a fait son succès en Italie, Silvio Berlusconi et ses techniciens mettent les bouchées doubles pour fabriquer, à partir des programmes italiens, des kilomètres de pellocches prêts à être débobinés par les émetteurs français. Dans les studios on enregistre à plein régime des shows à l'italienne avec un saupoudrage de vedettes françaises. Pour compléter l'opération poudre aux yeux qui consiste à faire croire que les émissions sont tournées en France en temps réel, les salles-studios sont remplies de public français amené par charters complets.

A jour fixe, les rues de Milan sont donc envahies de Dupont et Super Dupont, prélevés à domicile pour venir rire et applaudir en français aux truculences des meneurs de jeux. A part ça, de l'accessoiriste au conseiller technique, tout le monde s'exprime dans la langue de Dante. Ce qui est bon pour le public italien doit l'être pour le public français. Il suffit donc de réchauffer le minestrone, et de changer la recette, de la traduire en français. Après on fera la même chose avec le public espagnol, olé ! Business is business, time is money well !

La télé privée c'est aussi un formidable business dont l'Europe est en train de découvrir la dimension économique. En 1976 la presse écrite recevait 64,4 % de l'ensemble du budget publicitaire italien. En 1984 sa part de marché tombait à 43,2 %. Parallèlement, en trois ans, entre 1981 et 1984 la cote publicitaire des télés privées passait de 10 % à 28,5 %. Pourtant Silvio Berlusconi a sans doute raison quand il soutient que l'introduction de la publicité sur les écrans de télévision n'a rien retiré du budget de la presse écrite. En quatre ans, en effet, l'investissement publicitaire a doublé passant de 0,30 % à 0,60 % du P.n.b. italien et certains prévoient une croissance des investissements en Europe de 200 % pour les années quatre-vingt-dix (soit un budget total de 10 milliards de dollars). Pas question donc de s'isoler élitistement dans le culturel. Comme support, il faut de robustes émissions tout terrain, capables d'être digérées par le plus vaste public. Pas question non plus d'afficher des faiblesses pour un parti politique. Comme le souligne lui-même Silvio Berlusconi : « Mes chaînes doivent s'adresser à tous et si je faisais,

par exemple, des déclarations anticommunistes en Italie ce serait boycotté par 30 % des téléspectateurs. Mon affaire est essentiellement une entreprise commerciale. » A l'inverse les communistes ont tenté la voie d'une télévision fonctionnant en coopérative, destinée à faire passer des messages politiques et culturels. Seule la puissance électorale du P.c.i. et donc sa forte clientèle ont permis à ses émetteurs de survivre chichement. C'est Bertolt Brecht qui disait dans les années trente en parlant de la radio : « L'anarchie qui tient lieu d'ordre social permet l'éclosion et le développement d'inventions et de produits qu'en somme personne n'a commandités et qui doivent conquérir un marché pour exister. Ainsi les progrès de la technique ont donné naissance à la radio dans une époque qui n'était pas préparée à la recevoir. Improvisamment, nous avons eu la possibilité de dire tout à tous, mais il n'y avait rien à dire. »

Pour Silvio Berlusconi, l'aventure a commencé dans le milieu des années soixante-dix quand celui-ci, pressentant une crise durable dans l'immobilier, à décidé de reconvertir une partie de ses capitaux vers de nouveaux secteurs porteurs. Attentif au modèle de développement de la société américaine que, bon gré mal gré, l'Europe est contrainte de suivre, le promoteur des grands ensembles Milan II et Milan III, s'est rapidement aperçu que l'investissement publicitaire de l'Italie était sous-développé, non seulement par rapport aux Etats-Unis, mais aussi par rapport au peloton de tête des pays européens. Après « Télé Milano Cavo » lancé en 1974, qui sera transformée en station hertzienne en 1978, Silvio Berlusconi brûle les étapes. En quelques années les lois du marché sanctionnent les dilettantes et c'est l'hécatombe des petites antennes. Berlusconi, lui, a compris que la publicité ne s'improvise pas et que, pour être rentable, elle doit correspondre à un certain nombre de critères techniques et doit répondre à des exigences de qualité que seuls des professionnels sont capables d'assurer. C'est en 1979 la création de Publitalia et, parallèlement, la création de Rete Italia qui est spécialisé dans l'achat de programmes (essentiellement étrangers), et c'est à une autre filiale vidéogramme que revient d'assurer la traduction en italien. La machine est maintenant prête pour se lancer dans une diffusion à niveau national. Il faudra cependant attendre 1981 pour que Canal 5 soit opérationnel. Entre-temps, l'Etat ne s'est pas

(suite en page 32)

Où et quand ?

La « 5 » a commencé à émettre hier. mais sa diffusion ne couvre pas d'emblée l'ensemble de l'Hexagone. Télédiffusion de France n'a pas eu le temps d'aménager ou de modifier tous ses émetteurs et réémetteurs en quelques semaines. Il faudra donc être patient : la « 5 » arrivera progressivement chez les Français. Voici donc le calendrier de cette mise en service.

Mais, attention ! Tout le monde ne pourra pas recevoir la « 5 » en utilisant les mêmes fréquences hertziennes : à chaque ville son canal ; c'est le numéro de ce canal qui figure entre parenthèse après le nom des villes.

** Mise en service du 20 février 1986 : Bordeaux-Bouliac (65), Cannes (63), Grenoble-Tour-sans-Venin (59), Paris tour Eiffel (30), Lens-Bouvigny (51), Lille (65), Lyon-Fourvière (28), Marseille Grande-Etoile (32), Nancy Malzeville (55), Nevers (41), Nîmes Ville (31), Saint-Etienne Vroix de Guisay (65), Toulon Cap Sicié (57), Toulouse (32).*

** Mise en service du 31 mars : Dijon Ville (46), La Rochelle (48), Maubeuge (32), Saint-Quentin (30), Saint-Nazaire (55).*

** Mise en service du 30 avril : Besançon-Brégille (45).*

** Mise en service du 30 juin : Alès (62), Amiens Dury (49), Angers-Rochefort (50), Avignon-Le Pontet (47), Bayonne-La Rhune (56), Bourg-en-Bresse (38), Caen CHU (38), Clermont-Ferrand Royat (58), Dunkerque (59), Le Creusot (38), Le Havre-Harfleur (53), Lorient (62), Mantes (53), Marseilles-Pomègues (54), Montluçon (49), Nantes Haute-Goulaine (21), Orléans-Trainou (52), Poitiers (41), Tours-Chissay (57), Valence (53), Valenciennes (49).*

** Mise en service du 30 septembre : Angoulême (31), Belfort (30), Bourges-Neuvy (21), La Baule (38), Limoges Puy-Rodas (38), Niort-Maisonnais (38), Pau (29), Rouen Grand-Couronne (59), Vannes (58).*

** Mise en service du 15 décembre : Beauvais Saint-Just (49), Brest Roc Trédudon (34), Chartres Mond-Landon (47), Cherbourg (35), Reims-Hautvilliers (53), Rennes Saint-Pern (34), Troyes-les-Riceys (29).*



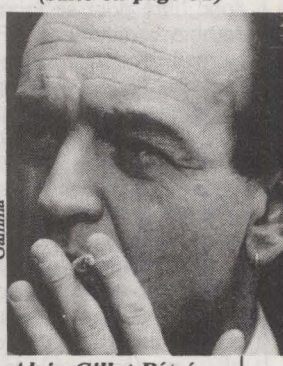
A.f.p.

Christian Morin.



Gamma

Roger Zabel et Elisabeth Torjman.



Alain Gillot-Pétré.

Comment ?

Comment recevoir la « 5 » ? Trois cas de figure se présentent : pas de problème, petit problème, gros problème.

1°) Pas de problème : si vous avez un récepteur ancien, vous tournez votre unique bouton jusqu'à ce que vous trouviez le bon canal : vous voilà sans effort avec une chaîne de plus ! Si vous avez un récepteur récent (comportant au moins six canaux), vous choisissez un canal libre (non occupé par T.f.1, Antenne 2, F.r.3 et éventuellement Canal Plus), vous choisissez la molette U.h.f. correspondant à ce canal et vous tournez ; vous vous arrêtez sur la chiffre attribué à la « 5 » dans votre ville : les images sont là !

2°) Petit problème : vous tournez votre bouton ou votre molette : rien ! Vous êtes 2,5 millions de téléspectateurs potentiels dans ce cas. Vous rencontrerez ce problème (à partir de la date de mise en service qui vous concerne) si vous habitez les villes suivantes et leurs environs : Lille — Lambersart, Bourg-en-Bresse, Valence, Dunkerque, Caen, Amiens, Avignon. Le Pontet, Alès, Angoulême, Belfort.

Explications : ou bien votre antenne est ancienne et ne peut capter une partie des fréquences. Ou bien votre antenne n'est pas orientée vers le bon réémetteur (parce que T.d.f. en a construit de nouveaux pour la « 5 »)

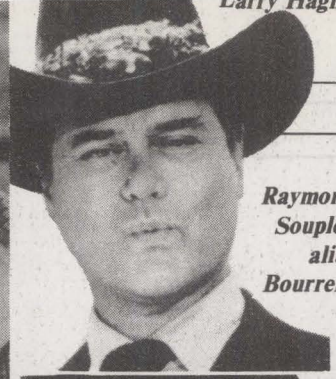
La solution : rajouter un deuxième râteau à votre antenne. Si vous êtes bricoleur vous pouvez le faire vous-même. Si vous faites appel à un installateur il vous en coûtera entre 1 000 F et 1 500 F. Si vous habitez un immeuble collectif cette somme sera évidemment partagée entre l'ensemble des occupants de l'immeuble.

3°) Gros problème : pour environ 50 000 téléspectateurs l'arrivée de la « 5 » n'est pas une bonne affaire : pour des raisons techniques, pour trouver une place à la cinquième (privée), T.d.f. a dû changer le site d'émission (l'émetteur ou le réémetteur). Résultat : vous ne pouvez même plus recevoir les trois premières chaînes (l'ensemble du service public) ! Cela vous arrivera si vous habitez Grenoble (pour les émetteurs de Corren et de La Table), Oullins, Saint-Etienne, Chagnon, le Plessis-Robinson, Saint-Rémy-les-Chevreuses, Dourdan, Toulon-Carqueranne, Clermont-Ferrand Romagnat, Saint-Didier-d'Auvergne, Poitiers-Migne-Auxance, Limoges-Aixe-sur-Vienne, Vibraye (près de Chartres), le Cap de la Hague, Hateaubourg (près de Rennes).

Pas de panique ! La solution est simple : il vous faut changer d'antenne. Cela ne vous coûtera rien : les frais de l'opération sont entièrement pris en charge par T.d.f.



Jacques Morel alias Fontanes.

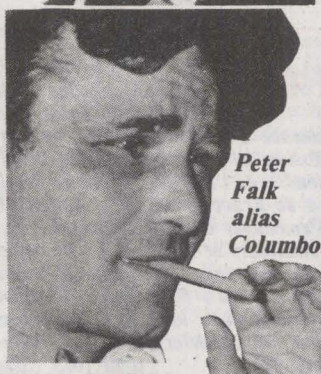


Larry Hagman alias J.R.

Jean Richard alias Maigret.



Raymond Souplex alias Bourrel.



Peter Falk alias Columbo.

Interpress

Jacques Debary alias Cabrol.

LA TETE DE L'AUTRE

Ils sont quelques-uns à traîner où qu'ils aillent leur double de fiction : l'ombre de Raymond Souplex celle de Bourrel, Jean Richard celle de Maigret, Jacques Debary celle de Cabrol, Jacques Morel celle de Fontanes, Peter Falk celle de Colombo et le moins veinard du lot Harry Hagman celle de cette ordure de J.R.

PAR FABIAN GASTELLIER

« J'AI couru chez la reine. Dans son appartement ce prince avait paru »... La scène se passe à la Comédie-Française (*) en décembre 1984. Klaus-Michaël Grüber monte « Bérénice ». Acte II, scène 1 : Paulin, en bon confident de tragédie, résume la situation (un rien floue) à Titus. C'est alors qu'une exclamation d'un prosaïsme rase-motte fend le noble cours du lamento racinien : « mais c'est Cabrol ! »

Fichu public, qui raisonne par classement en pavlovien modèle du règne cathodique. Essayez de le surprendre, roulez-vous dans les alexandrins, prenez la pose XVIIe (siècle), rien n'y fera. Le goujat dénichera toujours l'imper du commissaire d'Antenne 2 sous la toge du citoyen romain. De quoi vous miner le moral.

Ils sont quelques-uns comme ça, en France ou ailleurs, à traîner où qu'ils aillent leur double de fiction comme le William Wilson d'Edgar Poe son obsédant sosie.

Comme dans toute union née du hasard ou de la nécessité, ils cohabitent tant bien que mal avec leurs personnages. L'ombre de Raymond Souplex avec l'ombre de Bourrel (« Bon sang, mais c'est bien sûr ! », réplique historique à jamais liée à un visage), Jean Richard avec Maigret, Jacques Debary avec Cabrol, Jacques Morel avec Fontanes, Peter Falk avec Columbo, Robert Stack avec Eliot Ness — tous ceux-là nichés au fond du cœur des foules aimantes — et Larry Hagman, le moins veinard du lot, avec cette ordure de J.R.

On l'aura remarqué : l'identification est surtout masculine. C'est que si l'on écarte la garce liftée qui mugit dans « Dynastie », sorte de réincarnation texane de la sorcière de « Blanche Neige », l'univers dans lequel nous nageons est encore un univers d'hommes où l'on écrit principalement pour les hommes ; où les hommes, donc, raflent les rôles porteurs. Les choses allaient peut-être changer avec Florence Berg-Chantal Nobel, qui tendait nettement à s'imposer au premier plan de « Châteauvallon », mais le Diable, qui est un mec, a coupé court à l'expérience.

Autre évidence : tous ces personnages qui marquent au fer rouge le comédien comme le spectateur ont un point commun. Leur fonction sociale. Juges ou policiers, privés ou vengeurs, ils en imposent. Soit qu'ils représentent la loi, soit qu'ils imposent leur loi, celle de l'argent. Etranges successeurs de Thierry



Jacques Debary dans « le Balcon », à la Comédie-Française.

(suite de la page 31)

préoccupé de donner un cadre législatif au phénomène des télévisions privées, et se réfugie dans une attitude attentiste, déléguant à la magistrature le soin de statuer cas par cas, région par région.

Sa « bagarre », Berlusconi l'a gagnée aussi grâce à son équipe de chasseurs de contrats publicitaires et par une politique de talonnage systématique des programmes de la Rai. Aux superproductions de la télévision d'Etat il oppose des séries à grand succès comme « Dallas » ou des films récents à large public comme la série des « Rocky ». Berlusconi a maintenant entre les mains trois grandes chaînes nationales de diffusion avec lesquelles il a pris plusieurs longueurs d'avance et sait pouvoir tenir en respect les trois chaînes de la Rai programme contre programme. Les télévisions commerciales en italie, contrôlent le double de l'écoute de la Rai et la tendance est à leur avantage. Pour ce bâtisseur de sociétés, comme Berlusconi aime à se définir, la voie est donc libre pour se tourner vers de nouveaux horizons. Face aux journalistes qui dans une récente interview l'accusaient d'avoir défenestré le cinéma italien, Berlusconi s'indigne : « C'est faux ! D'ailleurs nous intervenons d'une façon ou d'une autre sur la production de quarante films sur un total de cent dix actuellement en réalisation. Nous pensons qu'il faut inciter le public à aller au cinéma, et nous sommes en train de construire de nouvelles salles modernes où le public pourra se rencontrer. Car le cinéma c'est avant tout un phénomène social. A ces salles nous leur avons déjà donné le nom de « cinéma 5. » La télévision bien entendu servira de support publicitaire. Quel sera le type de films produits ? Silvio Berlusconi semble avoir un goût très marqué pour le genre de production à la Silvester Stallone. Il faut suivre les goûts du public. Alors un peu moins de télévision ? Certainement pas ! Avec sa participation au satellite français T.d.f.1 c'est maintenant sur la Communauté européenne tout entière que le manager milanais porte son regard. ●

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 21 FEVRIER

A.2 Ciné-club : « la Chute de la maison Usher », de Jean Epstein d'après Edgar Allan Poe – 22 h 55.

Epstein transfigure Poe, incluant dans son film tout à la fois « Usher » et un autre conte : « le Portrait ovale ». Le résultat, selon Henri Langlois : « l'équivalent cinématographique des créations de Debussy ». Devinez qui était premier assistant en cette année 1927 ? Luis Bunuel...

« Face à la 3 », invitées : Yvette Roudy et Marie-France Garraud – 21 h 35.

Allez Yvette...

SAMEDI 22 FEVRIER

T.f.1 « Au théâtre ce soir », émission proposée par Pierre Sabbagh : « le Malade imaginaire », de Molière ; mise en scène de Jean Le Poulain – 20 h 40.

Quand le nouvel administrateur du Français se servait la soupe. Du coup, Argan en fait des tonnes.

DIMANCHE 23 FEVRIER

T.f.1 « Little Big Man », d'Arthur Penn – 20 h 35.

Un pépé ricain raconte son centenaire à un journaliste. Comment, élevé par des des Cheyennes, il devint tueur professionnel avant de se maquer avec la femme du pasteur. La dérision au service de l'épopée de l'Ouest, avec Dustin Hoffman et Faye Dunaway.

A.2 « Maigret et les témoins récalcitrants », téléfilm de Denys de la Patellière – 20 h 35.

F.r.3

Cinéma de minuit : « Marianne de ma jeunesse », de Julien Duvivier – 22 h 30.

Bon, là sincèrement, je craque. Les nanars de Duvivier, y'en a marre. Surtout que d'après les programmes, ça va durer encore jusqu'à la mi-mars. Alors résumons vite fait : indigeste fiction poétique avec Pierre Vaneck en culottes courtes. Heureusement qu'il a de beaux genoux...

LUNDI 24 FEVRIER

T.f.1 « l'Avenir du futur », émission proposée par Robert Clarke : « Duel », de Steven Spielberg. Débat : « les Transports du futur » – 20 h 35.

Quand les routiers ne sont pas sympas. Le film qui a chagriné Max Meynier.

F.r.3 « Au revoir et à lundi », de Maurice Dugowson – 20 h 35.

Camaraderie féminine sur fond de mecs lâches et de Québec enneigé. Ça se laisser regarder. Avec Carole Laure et Miou-Miou.

MARDI 25 FEVRIER

T.f.1 « Cigalon », téléfilm de Georges Folgoas d'après Marcel Pagnol – 20 h 35.

Guerre d'aubergistes sur fond de cigales crissantes. Ça se laisser déguster. Avec Michel Galabru et Andréa Ferréol.

« La grande aventure de l'industrie », série proposée par Jean-René Albertin, Jean-Pierre Cottet, Michel Jaeger et Gilbert Lauzun ; première émission : « Outils modernes et idées neuves », réalisation de Jacques Audoir – 22 h 15.

De l'immédiat après-guerre à nos jours, la modification du paysage industriel avec les inévitables mutations technologiques, les reconversions réussies ou loupées. A découvrir.

A.2 « Harold et Maude », de Hal Ashby – 20 h 35.

Comment fuir la déprime d'une famille pesante en compagnie d'une octogénaire non conformiste. Amour, humour et carte vermeil.

MERCREDI 26 FEVRIER

T.f.1 « Par la force des choses », série de Raoul Commien. Première émission : « la Terre bouge » – 21 h 35.

Haroun Tazieff ausculte l'écorce fatiguée de notre mère la terre. En trois fois une heure.

F.r.3 « Noël au Congo », téléfilm de Patrick Gandrey-Réty et Gilles Laurent – 22 h 40.

Le dérapage psychologique de trois étudiants : Noël le rêveur, Richard l'inquiet et Fred l'affable. La camisole est-elle contagieuse ?

Canal Plus « Pourquoi pas ! », de Coline Serreau – 21 h. Prochaines diffusions les 1/3, 2/3, 7/3, 8/3 et 11/3.

Sami Frey recoud des ourlets, Mario Gonzales joue du jazz pour oublier sa condition de gosse de riches et Christine Murillo lit « la Nouvelle Héloïse » à d'impossibles gâteuses. Un trio anar délicieusement tordant, huit ans avant « Trois hommes et un couffin ».

JEUDI 27 FEVRIER

F.r.3 « Quoi de neuf ? », magazine de Claude Glayman. I.d.f. – 18 h 34.

Trois femmes à l'honneur : Véra Belmont, productrice, réalisatrice du film « Rouge baiser », Ghita el Khayat-Bennat, auteur de « le Monde arabe au féminin » (L'Harmattan) et Simone Gallimard, présidente-directrice des Editions du Mercure de France.

« L'étau », d'Alfred Hitchcock – 20 h 35.

Même Sir Alfred pouvait se planter. A part l'épisode cubain, rien de vraiment palpitant dans ce film d'espionnage délibérément et follement anticommuniste. A voir quand même, parce que c'est Hitchock, et pour les cinq acteurs français. Michel Piccoli, Philippe Noiret, Michel Subor, Dany Robin, Claude Jade, embarqués dans l'aventure. (M.D.).

Théâtre : « le Professeur Taranne », d'Arthur Adamov. Mise en scène de Jacques Lasalle – 23 h.

Enquête sur une identité. Une lancinante décomposition de l'existence qui aboutit au vertige du vide. Du très grand théâtre. Avec Jean Dautremay.

---

la Fronde, Vidocq ou Arsène Lupin, l'important est à présent qu'ils clapotent dans le fait divers, ce fait de société parmi les autres devenu par la confusion des valeurs LE fait de société référentiel. Ils lavent à leur façon, positive ou négative, le linge sale d'un clan, d'une famille qui le plus souvent baigne dans le sang. Voilà qui plaît, qui attire et séduit ; qui fait palpiter dans les chaumières (1).

Dernier parcours obligé : l'identification est en grande majorité un phénomène télévisuel. C'est que le héros débarque chez vous à l'heure du thé ou de la digestion ; qu'il vous surprenne en bigoudis ou bien en charentaises, privilège des intimes à qui l'on ne cache plus rien. De ce fait, il est des vôtres, infiniment plus proche que le cousin de Guéret ou la voisine de palier. Donc infiniment plus réel que les créatures cinématographiques qui sont, somme toute, des gens chez qui on se rend en visite. Un exemple entre mille : après des années passées au service de 007, Sean Connery demeure un acteur courtisé par les producteurs qui lui offrent les compositions les plus diverses. Seul, peut-être, Roger Hanin continue-t-il de se battre contre une carrière qui lui donne du fil à retordre et des étiquettes à décoller. Pas de bol : à peine le Tigre finissait-il par lui lâcher les semelles que le folklorique pied-noir lui tombait sur les épaules...

« C'est cet étrange rapport du télespectateur avec son petit écran qui crée la confusion, estime Cabrol – pardon, Jacques Debary. Comme si la distanciation obligée et évidente entre fiction et réalité, entre personne humaine et personnage se trouvait soudain abolie. Dans « Les 5 dernières minutes », ce n'est pas Debary qui bouge, parle, invente autant que faire se peut un comportement plausible de flic, c'est Cabrol tout seul qui démêle les fils des intrigues policières... ». A un point tel que Jacques Debary est parfois obligé de se rebeller contre cette seconde peau qu'il aime pourtant tendrement. Qu'on l'interpelle vingt fois par jour dans la rue aux cris de « commissaire », passe encore. Que sa silhouette soit tellement familière qu'une petite fille l'a un jour pris pour un copain de ses parents, pas de quoi se fâcher. Mais qu'un illuminé baba devant son flair de commissaire lui téléphone sans cesse pour lui demander de devenir président de la République, voilà qui lui rompt les nerfs. Et qu'un journal à fort tirage lui propose carrément de mener par écrit l'enquête sur un meurtre commis dans le quartier chinois de Paris sous prétexte que Cabrol avait été, peu de temps avant, mêlé à semblable histoire, voilà qui passe les limites du bon goût.

Même topo pour Peter Falk, quasiment interdit de pressing pour le restant de ses jours à cause de la dégaine crade de Columbo. Six années à travailler de sept heures du matin à dix heures du soir pour paufiner l'éternel inspecteur à l'œil de verre que plébiscitaient 37 millions d'Américains ont usé le bonhomme jusqu'à la trame. Aujourd'hui que l'aventure est terminée et que la gabardine sacrée est reléguée dans un musée de Washington D.C., Peter Falk promène une solitude de paumé total. « Rien ne peut prendre la place de « Columbo », confiait-il en 1981 (2). Ma femme me dit tout le temps que je n'en suis pas débarrassé. Je parle de lui dans mes rêves. C'était mon jumeau. » Quatre ans et un divorce plus tard, jérémiades similaires : « Je donnerais tout pour repartir de zéro, pour reprendre mon vieil imper de « Columbo ». Ce feuilleton a été ma chance. C'est aussi lui qui a tout détruit : ma carrière, ma vie, mon amour...(2) »

Pire : Larry Hagman ne sort plus sans son gilet pare-balles. « Il y a trop de fous qui ne font aucune différence entre J.R. et moi », avoue-t-il (3).

Alors ils en profitent. Passés à quelques exceptions près (Jean Richard et sa passion du cirque avant Maigret, Jacques Morel et ses quarante pièces, soixante films, trois mille radios et huit années de music hall avant Fon-

(suite en page 34)

(suite de la page 33)

tanes) du néant à la gloire en une prise de vue, ils se font une obligation de vivre vite et d'amonceler le fric. Principalement au pays des dollars où la mégalo va bon train. Après avoir glané de solides gains, Robert Starck est aujourd'hui propriétaire de 25 % des « Incorruptibles ». Larry Hagman, lui, qui collectionne les jaccuzzis (bains-douche portatifs japonais très onéreux qui font un malheur en Californie) comme d'autres les timbres-poste, a multiplié par quatre son salaire d'il y a cinq ans, ce qui l'approche des 100 000 $ pour 52 minutes de grimaces sous son stetson. 100 000 $, une somme que Peter Falk avait fait tripler dans ses dernières enquêtes, ce qui lui a valu la brouille terminale avec les studios.

Mais, pour tous, il s'agit de reculer le plus loin possible à l'horizon de l'A.n.p.e. le jour où leur héros rendra les armes. Tout le monde n'a pas le cran du Bobby de « Dallas » qui a expressément demandé à clamser en pleine gloire, histoire de respirer autre chose que l'air vicié de l'univers impitoyable et de pouvoir roucouler avec Mireille Mathieu chez Sabatier (ou Drucker, barrez la mention inutile). Ainsi Jacques Debary estime-t-il que Cabrol ayant largement dépassé l'âge de la retraite légale dans la police peut vieillir peinard sous ses rides, et Larry Hagman rêve-t-il à un J.R. de « 70 ans, en petite chaise roulante » afin de conjurer le mauvais sort qui hausse « Dynastie » en tête des records d'écoute aux dépens de son feuilleton.

Car ils passeront, *sic transit gloria,* et lorsque la mode ne sera plus leur mode, que feront-ils d'autre que d'interroger sans cesse le souvenir de l'inconnu vêtu de noir qui leur ressemblait comme un frère.

(*) **Théâtre national français à visiter d'urgence avant qu'il ne sombre dans la stagnation glaciaire...**

(1) **Pour ce qui est de l'importance du fait divers dans notre société, relire l'article de Martine Ducousset dans « L'Unité » n° 630.**

(2) **Télé 7 jours.**

(3) **Télé 7 jours.**

Ils se sont tant ratés

L'un qui jouait à l'affection de passage quand l'autre pensait l'amitié éternelle. L'un devenu amnésique et sans cœur devant l'autre plein de souvenirs et de générosité. Ils se sont tant ratés, mais ils vont se trouver. Parce qu'à Naples, tous les miracles sont possibles. Et l'homme d'affaires américain tombera dans les bras de l'archiviste italien, quarante ans après. Film sur la fraternité, film sur le temps qui passe, et qui lasse, « Macaroni » n'est pas une complète réussite. A cause de cette impression de déjà trop vu, de déja trop fait. A cause aussi d'une mise en scène insuffisamment maîtrisée. Pourtant, ça fonctionne. Car Scola a eu la géniale idée de faire appel à deux comédiens fantastiques. Deux monstres sacrés inouïs, Jack Lemmon et Marcello Mastroianni, qui donnent à « Macaroni » l'âme qui a bien failli lui faire défaut.

M.D.

* *« Macaroni », d'Ettore Scola, avec Marcello Mastroianni, Jack Lemmon, Daria Nicolodi et Isa Danieli.*

Il était une fois — de trop — la Révolution

Dieu, que la guerre n'est pas belle ! On se bat dans la boue et dans le sang, on massacre des enfants, on réduit des hommes en charpie : Dieu que la guerre est sale, même quand on la fait pour une noble cause ! Celle menée en 1776, durant huit ans, par les Américains pour se débarrasser de la tutelle britannique n'échappe pas à la règle. « Révolution », le troisième film d'Hugh Hudson — après « les Chariots de feu » et « Greystoke, la légende de Tarzan » — baigne dans la fureur et la violence. Des batailles, encore des batailles, entrecoupées de rares scènes d'intimité. C'est très beau, superbement filmé, et les acteurs (Al Pacino surtout) sont impeccables. Mais on s'ennuie beaucoup.



Marcello Mastroianni et Jack Lemmon dans « Macaroni ».

Sans doute à cause d'un scénario bâtard, et d'un montage approximatif : même formidables, plusieurs scènes juxtaposees n'ont jamais fait une œuvre aboutie. Reste la photographie, admirable, du chef opérateur français Bernard Lutic.

M.D.

* *« Révolution », de Hugh Hudson, avec Al Pacino, Nastassja Kinski et Donald Sutherland.*

Giraudeau à cœur joie

Un vrai western, comme on les aime. « Les Longs Manteaux » obéissent avec vitalité aux lois du genre : paysages grandioses de la Cordillère des Andes, armada de salopards qui envahissent une petite ville frontière, Indiens paumés, belle jeune femme et, bien sûr, le héros malgré lui, engagé dans cette sombre affaire à l'occasion de la libération par la jeune démocratie bolivienne d'un écrivain argentin, « conscience de l'Amérique latine ». La musique fait un malheur, la caméra virevolte avec dextérité, les images sont belles, les acteurs sud-américains remarquables. Et Giraudeau s'en donne à cœur joie pour incarner ce personnage attachant, homme fragile et caustique, évidemment sympathique mais, au fond, plus trouble qu'il n'y paraît.

F. de G.

* *« Les Longs Manteaux », de Gilles Béhat, avec Bernard Giraudeau, Claudia Ohana, Federico Luppi et Robert Charlebois.*

Twist again...

Une petite ville d'Algérie en 1960. Face aux pieds-noirs de plus en plus excités et aux militaires, le peuple algérien, plus ou moins lâche, plus ou moins opportuniste et deux copains, passablement crétins, qui ne vivent que de rock et de menus larcins.

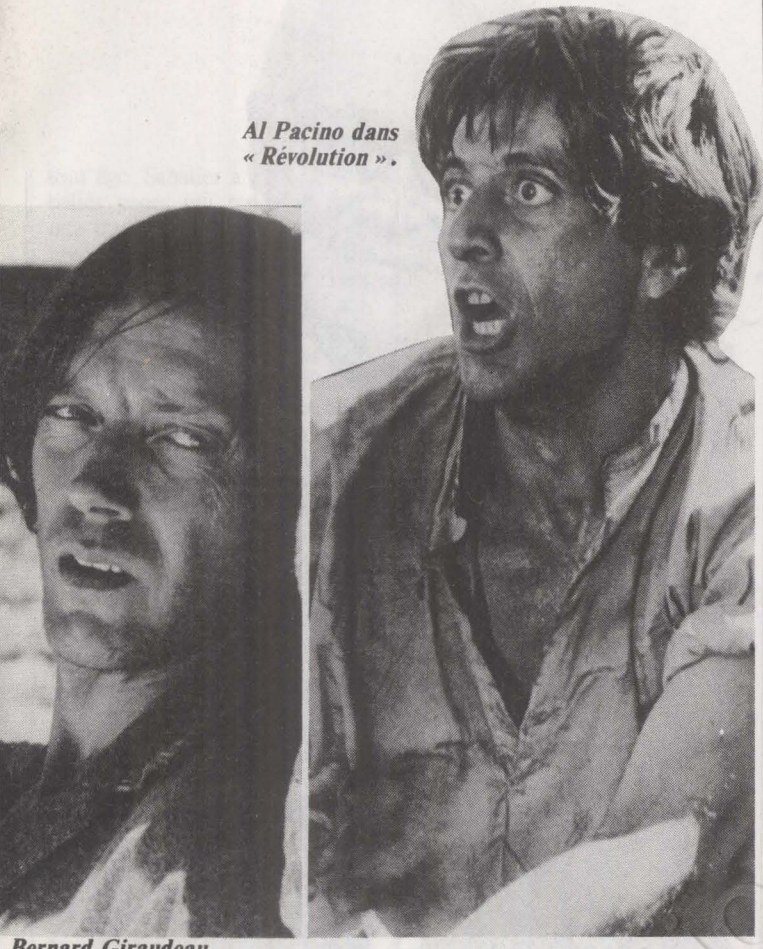
Zemmouri n'épargne franchement personne, avec une dérision qui n'a pas échappé aux anciens combattants algériens : là-bas, le film est interdit. C'est cette hargne qui donne aux « Folles années du twist » leur qualité de comédie, pas trop bien ficelée mais marrante. Et instructive. Ainsi qu'une révélation, Fawzi B. Saïchi, gnome clownesque qui a la trempe d'un sacré comédien.

F. de G.

* *« Les Folles années du twist », de Mahmoud Zemmouri, avec Mustapha el Anka, Malik Kakhdar Hamina, Fawzi B. Saïchi, Jacques Villeret et Richard Borhinger.*

Sur le fil du rasoir

La force et la fragilité de Glenn Close. Par-dessus tout, sa générosité. L'animalité policée, séduisante, de Jeff Bridges. Par dessus tout, son ambiguïté. Voilà deux acteurs, deux personnages, qui justifient à eux seuls le voyage



Al Pacino dans « Révolution ».

Bernard Giraudeau dans « les Longs Manteaux ».

de « A double tranchant », un film de facture classique mais parfait, qui trace méthodiquement sa voie dans l'exploration de la vérité.

Une femme très riche sauvagement assassinée, son mari accusé du meurtre (Jeff Bridges) par un procureur inquiétant et défendu par une avocate intègre (Glenn Close) qui doute de lui mais succombe à son charme : est-il innocent, est-il coupable ? Où est le vrai et où le faux ? Richard Marquant, le réalisateur du « Retour du Jedi » et de « l'Arme à l'œil », ménage habilement suspense, rebondissements, révélations, jusqu'à l'image finale.

F. de G.

** « A double tranchant », de Richard Marquant, avec Glenn Close, Jeff Bridges, Peter Coyote, Robert Loggia.*

L'aveuglement et l'éveil

La lente et violente prise de conscience d'une bourgeoisie argentine au cœur des années noires de la « sale guerre ». Sujet coton s'il en est, à deux doigts du mélo, que Luis Puenzo a su traiter avec une pudeur, une force et une émotion qui forcent l'admiration. Pas de sang, de tortures, d'assassinats dans « l'Histoire officielle », mais l'agonie d'un peuple racontée à travers les mille détails de la vie quotidienne, à travers l'éveil à la réalité des choses d'une mère de famille que sa condition avait placée au-dessus des cris, des souffrances. Puenzo a filmé l'aveuglement et comment on s'en sort. Pour ce faire, il dispose d'une comédienne hors pair : Norma Aleandro, prix d'interprétation hautement mérité à Cannes 1985. A cette époque on avait déjà dit que « l'Histoire officielle » était un film grave et beau et pas seulement un acte cinématographique militant sur les droits de l'homme. Aujourd'hui, on le dit à nouveau.

F.G.

** « L'Histoire officielle », de Luis Puenzo, avec Norma Aleandro.*

Nos Césars

Nous ne nous risquerons pas au jeu des pronostics : les Césars ont de ces versatilités qui permettent toujours d'augurer le pire. Pourtant, ils ont réussi à s'imposer comme des « must » de l'année culturelle française. On peste, on râle mais on les regarde !

Alors, nous aussi y allons de notre palmarès, nos chouchous à nous. Qu'importe s'ils ne partent pas favoris.

En tête, le meilleur film et le meilleur réalisateur, à l'unanimité : « Péril en la demeure » et Michel Deville. Le plus subtil, joyeux et sulfureux moment de cinéma de l'année.

Meilleure actrice ? Choix ardu entre Nicole Garcia, garce rare de « Péril », comédienne émouvante à la plus large palette. Et Sandrine Bonnaire, encore loin de la maturité mais présence indiscutable, rayonnante, qui donne à « Sans toit ni loi » son aura.

Meilleur acteur ? Dur, dur. Evidemment, Depardieu est magistral dans « Police » mais Serrault tellement impeccable dans « On ne meurt que deux fois » : notre préféré.

Encore plus dur pour le meilleur second rôle masculin. Si Boujenah l'emporte, c'est hors compétition, puisqu'il est sans discussion le premier héros de « Trois hommes et un couffin ». Quant à Galabru, Bacri et Anglade, ils tissent sur « Subway » une trame merveilleuse. Va pour Anglade, le plus attachant du lot.

Anémone a refusé de participer à la distribution des prix. Dommage : mystérieuse, séduisante et comique, nous l'avons adorée dans « Péril ».

Pour le meilleur film étranger, « la Déchirure », première œuvre de Rolan Joffé, ambitieuse et casse-gueule.

Chez les jeunes espoirs, Charlotte Gainsbourg l'emporte haut la main avec « l'Effrontee ». C'est plus partagé pour les hommes : Jean-Philippe Ecoffey était une révélation dans le Tanner, qu'il confirme malgré la minceur de son rôle dans « l'Effrontée ». Il faudrait citer Wadeck Stanczak qui a convaincu malgré le rôle ingrat de « Rendez-vous » et Jacques Bonnaffé, sublime dans « Elle a passé tant d'heures sous les sunlights » de Garrel, mais « la Tentation d'Isabelle »...

Mehdi Charef, avec « le Thé au harem d'Archimède » a révélé un talent qui devrait faire des petits. En plus, c'est le premier metteur en scène beur consacré par les Césars. Une occase à ne pas laisser passer.

Côté « technique », Coline Serreau signe à notre avis le meilleur scénario original (et le « Couffin » mérite bien plusieurs Césars).

La photo de Carlo Varini et le son de Harald et Harrick Maury et Luc Périni donnaient à « Subway » ce charme venu d'ailleurs qui a enthousiasmé les jeunes.

Au meilleur film correspond le meilleur montage : Raymonde Guyot pour « Péril ».

A « Bras de fer », le grand méprisé des nominations, reviennent de droit le César des meilleurs décors (Jean-Jacques Caziot) et à Elisabeth Tavernier celui des meilleurs costumes, que Dior n'a fait qu'exécuter.

Côté musique, nous n'avons pas réussi à nous départager : la chanson de « Bras de fer » (Michel Portal), les tangos revisités de Piazzola (« l'Exil de Gardel »), le rock d'Eric Serra (« Subway »)... Nos cœurs balancent.

Par contre, aucun doute pour la meilleure affiche : Benjamin Baltimore nous a estomaqués avec « Péril ». Pas plus que pour le film publicitaire : Vive Etienne Chatilliez et son immonde « Free time » : « my teinturier is rich ! »

Frédérique de Gravelaine

(avec les votes de Martine Ducousset et de Fabian Gastellier).

Michel Deville dirigeant Nicole Garcia et Michel Piccoli lors du tournage de « Péril en la demeure ».



Allonzenfants...



Robert Sabatier.

* ***Robert Sabatier : « David et Olivier » ; Albin-Michel, roman.***

SI l'on en croit André Gide, les bons sentiments ne suscitent guère de bonne littérature. Voire ! Il est en effet un domaine où les écrivains illustrent générosité, courage, naïveté, bref n'envisagent que les vertus et écrivent des livres de qualité : on aura reconnu la littérature de jeunesse ! Doit-on en conclure que, conçu dans le droit fil des « Allumettes suédoises » des « Trois sucettes à la menthe » le dernier-né de Robert Sabatier appartient à ce genre, qui, faut-il le rappeler, occupe un créneau de plus en plus important de l'édition française ? La réponse est nuancée car les lecteurs de Sabatier — et Dieu sait s'ils sont nombreux — se recrutent dans différentes catégories d'âge. Rien de plus émouvant assurément que ce « David et Olivier », qu'on lira en conseillant à ses enfants, petits-enfants de le lire également. Sabatier reste fidèle à lui-même, populaire, et traditionnel ; il reconstitue une France disparue qui, non seulement nous a nourris mais demeure présente dans nos nostalgies et dans nos rêves. La France et sa capitale, Paris, Ville Lumière, des années vingt et trente, avec la butte Montmartre, les poulbots, les titis et les mélanges de population dont le souvenir légendaire ne doit pas nous interdire d'y reconnaître l'ancêtre de notre temps d'immigrés. Robert Sabatier, être foncièrement bon, totalement étranger aux sentiments que les moralistes appellent le mal, nous propose un beau livre qui exalte la fraternité.

Idéalise-t-il une époque au point de ne la parer que d'atouts flatteurs et d'ignorer qu'elle aussi fut difficile à vivre, moderne à sa manière, c'est-à-dire cruelle et exaltante ? En consultant le dernier ouvrage du célèbre historien de Montmartre qu'est Louis Chevalier *(voir « L'Unité » n° 619)* on est frappé par les recours multiples aux romans parus sur le sujet, parmi lesquels « Boulevard » de Sabatier. Parions que « David et Olivier » connaîtra une destinée analogue. Image d'un temps, de ses langages, de ses chansons, de ses modes de vie, de sa misère mais également de son bonheur !

Il est une autre raison qui ferait démentir Gide, cet oiseau de mauvais augure et qui tient à l'enfance comme source éternelle d'inspiration. De Dickens à Proust, de Hugo à France, de Pergaud à Sabatier et à Joffo, etc. ; que d'écrivains qui ont choisi l'enfant pour sujet de leurs romans. J'entends bien que pour Dickens ou Hugo le paradis, l'innocence des plus jeunes ont souvent pour fonction, directe ou indirecte, de démontrer par contrecoup la vilenie des adultes ; alors que chez Sabatier il semble au contraire qu'il n'y ait jamais d'antagonisme, que les parents, comme leur progéniture, soient vêtus de « probité candide et de lin blanc ». Du haut en bas de l'échelle règne une même gentillesse, peut-être il est vrai, parce que les adultes sont tous des pauvres aux prises avec leur propre survie et sont dès lors trop préoccupés pour penser à mal.

David est fils d'Isaac et Olivier est fils de Virginie, mercière, veuve de son état. Ils se rencontrent dans une poubelle, David est venu en aide à Olivier tabassé par d'autres petits chenapans. Hier comme aujourd'hui chaque rue a sa bande mais rien qui puisse alors faire songer à un quelconque « West Side Story » à la française. Comme le note Sabatier : « Tout paraissait vivre au ralenti » ; David et Olivier habitent rue Labat dans le XVIIIe arrondissement, tandis que ceux qui demeurent rue Bachelet appartiennent à la bande d'Anatole « Pot de colle » et de « Grain de sel ». Nul méchant dans ces rivalités qui à la fin se règlent à l'occasion d'un match de boxe où les petits pourtant imitent les grands ! David et Olivier sont jeunes, très jeunes, ils ont moins de 10 ans, 8 ans et demi, 9 ans. Age merveilleux qui s'étend jusqu'aux horizons de l'adolescence et qui provoque la tendresse et la sympathie de l'auteur.

Isaac, le père de David, vient de pays lointains, Russie, Pologne... Ses pérégrinations ont été multiples. Il parle un sabir, mélange de français approximatif et de tournures juives. Sabatier cherche par une formulation fidèle à nous faire entendre cet accent amusant et pittoresque. Isaac est nostalgique, son sort est meilleur qu'il ne serait partout ailleurs mais sa pauvreté lui pèse. Nous sommes en pleine crise mondiale. Et l'on devine qu'Isaac aimerait vibrer, connaître une vie plus exaltante. Son épouse, modèle de discrétion et de modestie, bonne ménagère et bonne mère, ne cherche guère à sortir du cocon traditionnel où elle est née. Sans doute est-ce là qu'il faut chercher les raisons de la cour assidue et vaine qu'Isaac a entreprise auprès de Virginie la jolie veuve. Le clan Zober (c'est ainsi que se nomment David et Isaac) ne serait pas complet si on ne mentionnait pas Gisèle la sœur aînée de David qui change sans cesse d'amoureux et rêve des stars d'Amérique. L'Amérique tente aussi Isaac à travers le cousin, riche et lettré, qu'est Samuel. A la fin du roman alors qu'Olivier est malade, si gravement qu'on le croit perdu, David et les siens entreprennent le grand voyage du pays des émigrants. Y seront-ils plus heureux ? L'histoire ne le précise pas. Mais la peine éprouvée par les deux gamins est poignante. La séparation apparaît cruelle à



tout âge. Sabatier a écrit de fort belles pages qui renouent avec une tradition qu'on croyait irrémédiablement perdue et que d'aucuns – pas nous – jugeront anachronique, sinon mélodramatique.

Olivier, lui est plus classique dans le petit monde de Sabatier. Son père est mort des suites de la guerre. Virginie ne s'est pas remariée, elle a reporté tout son amour sur son rejeton. « Ah, qu'on est bien ! » dit-elle le soir lorsqu'un feu flambe dans la cheminée du modeste appartement. Olivier doit régulièrement boire de l'huile de foie de morue, faire ses ablutions le dimanche. Sa curiosité est avivée par ce que les adultes lui dissimulent et ne veulent pas lui confier. Il y a aussi le cousin Baptiste, chauffeur de taxi, qui rend des visites et donne des informations sur le pays natal. Un dimanche, accompagné de sa famille, il emmène Olivier et sa mère sur les bords de la Marne. David a été invité également. Souvenir d'autant plus irremplaçable que la petite cousine ne déplaît pas à Olivier.

Entre les milieux d'Olivier et de David, il y a Mme Rosenthal qui a été mariée à un juif mais n'est pas juive. Elle est savante et confidente, sage et bienfaitrice. Lors de la maladie d'Olivier sa présence et son intervention seront décisives.

Olivier guide David (et par là-même nous guide) dans la découverte de la rue montmartroise de cette époque. Autant que l'amitié des deux enfants, Sabatier a été fasciné par le spectacle d'antan, là où il a vécu et joué. Voici le retraité des transports en commun, le klaxon qui, en annonçant une voiture, laisse augurer un événement, voici l'allumeur de réverbères et, page 88, une série de personnages hauts en couleur. Au Café du Commerce on boit, on discute aussi, c'est ainsi que David découvre que certains adultes (déjà !) n'aiment pas les « métèques ». L'auteur a une passion pour cette vie : « A toutes les fenêtres des immeubles il se passait quelque chose. » Et, tandis que Virginie chante des romances à la mode comme « Ramona », lorsque la saison le permet, les veillées se déroulent dehors, sur le pas de la porte. L'été est un peu triste. De nombreux habitants sont partis, des jeunes font des séjours en colonies de vacances, on peut parler de solitude de la rue. Mais quel bel été pour David et Olivier et quelle folle balade n'ont-ils pas faite un beau jour, visitant le Sacré-Cœur (que David peut utilement comparer à une synagogue), déambulant sur les boulevards, contemplant le Gaumont-Palace, médusés par la fête foraine. Les bruits, les odeurs, les couleurs sont notés avec un remarquable sens du détail. La fin de l'été arrive et l'école reprend. L'école, la communale constituent un autre personnage clé de « David et Olivier ». Le directeur, la cérémonie des Prix, le rituel des devoirs, du quatre heures, la différence de niveau entre les deux enfants, là aussi quel enchantement !

On songera à « Crainquebille » (récemment republié en poche par Presses-Pocket), à Alphonse Daudet, aux autres romans de la même veine qu'a signés Sabatier, à Joffo qui a traité des périodes tragiques comme la guerre, etc. Sabatier peint le petit peuple. Il fait souvent œuvre de témoin irremplaçable. Son ton est celui de la naïveté, de l'émotion. Ses gamins sont souvent drôles et, gageure parmi d'autres, Sabatier sait restituer cet humour très particulier, qui, pour fonctionner, a besoin de conserver sa fraîcheur première. Son authenticité est telle qu'on marche très vite dans l'illustration d'un monde disparu. Disparu certes, mais l'enfance, heureusement, est une source permanente. Des films, « Laisse béton » ou « l'Effrontée » montrent qu'aujourd'hui l'enfance est associée à d'autres dimensions. Si on peut le dire, Sabatier raconte la préhistoire des enfants du XXe siècle. Mais qu'Olivier, longtemps convalescent, retrouve finalement goût au jeu et à la camaraderie grâce à un ballon rond n'est-ce pas le signe que les enfants de tous les temps auront toujours en commun la spontanéité de l'oubli, le désir irrépressible du renouvellement ? Il y a peu de désespoir durable à cet âge de la vie. C'est pourquoi nous le regrettons surtout quand un écrivain sait l'incarner avec le talent de Sabatier.



Le Prix du public à Pym.

Epinal : une caricature de festival !

L'idée de départ était assez futée : organiser un festival de la caricature politique au pays de l'Image d'Epinal ; tradition oblige ! On pourrait ajouter : économie oblige... Il y a deux ans, en effet, l'Imagerie Pellerin, vieille de deux siècles et demi, était menacée de mort. Mais la ville d'Epinal et le ministère de la Culture s'associèrent pour trouver des solutions : mécénat et subventions vinrent s'additionner, remettant à flot la fabrique d'images, relançant l'Ecole de l'Imagerie. Et « le Figaro » titra, le plus honnêtement du monde : « Lang et Seguin sauvent l'Imagerie d'Epinal. » Un festival qui battrait à nouveau tambour pour l'Image d'Epinal, ce n'était pas bête...

Le Festival a donc eu lieu, du 13 au 16 février. Une exposition a été inaugurée qui rassemble quelque six cents dessins de presse dans les murs du Musée international de l'imagerie. A l'Imagerie d'Epinal même a été accrochée l'autre exposition, celle que l'association « Un bon dessin vaut mieux qu'un long discours » avait initialement organisée à la Maison de la Radio. Epinal a été envahie par la caricature. Et un jury présidé par Hervé Bazin en a profité pour remettre des prix aux meilleurs caricaturistes du pays, à la fine fleur du dessin de presse. Les « dessineux » de « l'Unité » y ont récolté leur brassée de lauriers : Prix Merlin et Prix de l'extrême jonction pour Bellenger, Prix du public et Prix Sécurité et liberté pour Pym, Prix A l'Est rien de nouveau pour Daullé, Prix des Ministres pour Solo, Prix Plus beau que moi tu meurs pour Coureuil, Prix de la Communication pour Brito. N'en jetez plus...

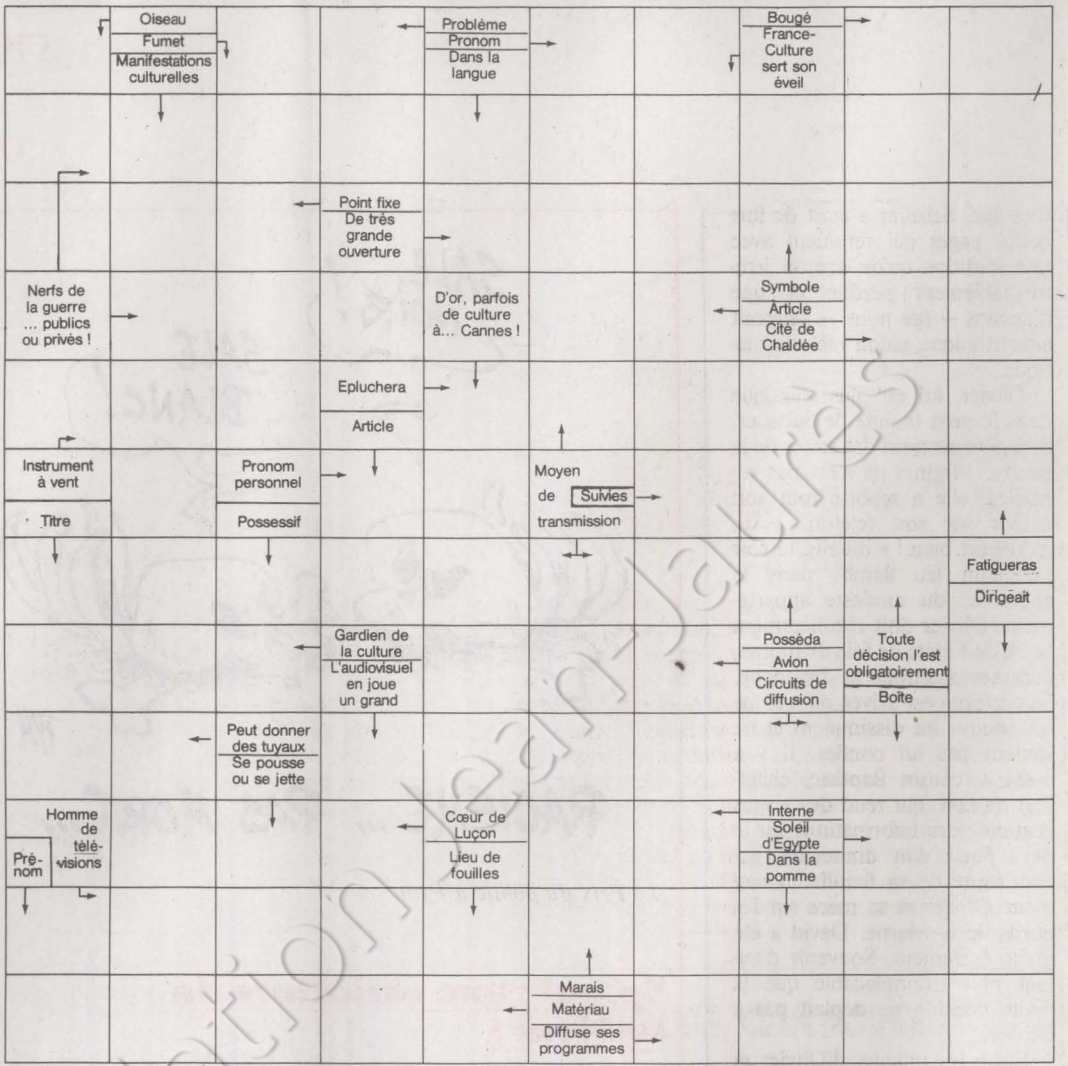
On devrait être contents, voire fous de joie. On ne l'est pas vraiment. parce que ce festival n'est ni fait ni à faire : une caricature de festival ; tristounet et ringard. Sans Cabu, sans Wolinski, sans Siné, sans Cardon. Mais avec une musique de dancing des années cinquante et une distribution des prix attristante : mauvais repas, mauvais vin, piètres animateurs, humour absent, ennui assuré ; une fête de patronage complètement ratée.

L'idée n'est pas à rejeter : le festival de la caricature politique doit vivre ; mais, pour l'avenir, il faut lui trouver d'autres organisateurs. La ville et les images d'Epinal méritent mieux qu'un festival de la sinistrose !

J.-P. L.

PAR REMY ALBERT

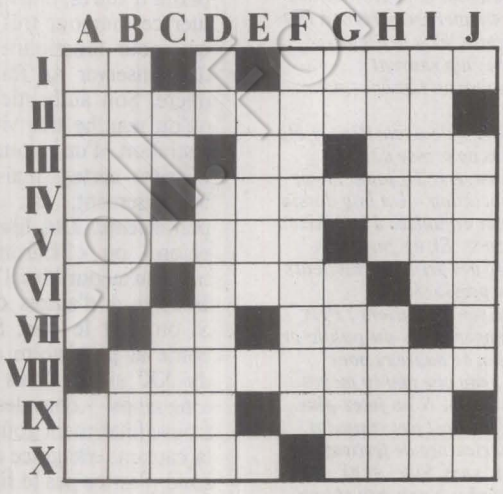
THEME : LES MEDIAS



Solution des mots fléchés du n° 635

O	■	E	U	H	■	I	O	D	E
D	E	S	L	A	N	D	R	E	S
E	X	E	C	U	T	E	E	■	T
■	P	■	E	T	■	E	I	R	E
P	O	I	R	E	T	■	L	U	S
■	S	■	A	C	■	A	L	E	■
H	I	S	T	O	I	R	E	■	M
O	T	A	■	U	L	M	■	H	A
■	I	L	O	T	■	A	J	A	R
C	O	U	T	U	R	I	E	R	S
■	N	A	■	R	E	T	A	P	A
U	S	I	N	E	R	■	N	O	N

THEME : VIENNE



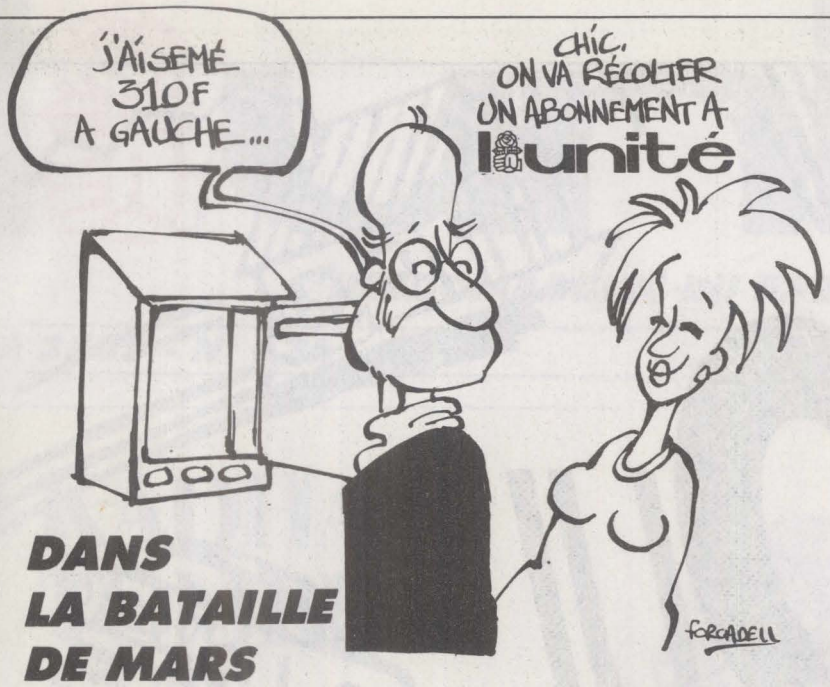
HORIZONTALEMENT : **I** - Une manière de se présenter. Dans les temps. **II** - Famille régnante de Vienne. **III** - Gendre de Mahomet. Cycle perpétuel. Vieille bête à cornes. **IV** - Sur la Tille. Doublées de coton. **V** - Considéré comme un Austromarxiste. Pièce de charrue. **VI** - Suit le docteur. Leur tension peut monter en flèches. Symbole chimique. **VII** - Suit B.C., de nos jours. Moitié de coqs des champs. **VIII** - Egarèrent. **IX** - Celui de Vienne fut grand dans le domaine intellectuel. Pays européen. **X** - Ralentissement, dans certains conduits. Avait des liens privilégiés avec les Austromarxistes.

VERTICALEMENT : **A** - Lieux de harangue. Sont en reste. **B** - Menaient Vienne au pas. A la réputation d'être sourd. **C** - Deux fois, ou deux côtés. Prénom d'un révolutionnaire bolchévique hongrois. **D** - Souvent victorieux. De sauvages têtus. **E** - Social-démocrate austromarxiste. **F** - Ancien régime d'Autriche, encore en vigueur au début du 20e siècle. **G** - Offre un choix. S'abîme et tourne mal. **H** - Plutôt serrées. Trépassé. **I** - Acceptées. Très clair, sans embrouilles. **J** - Celui de Vienne éclairait la Culture européenne tout entière.

Solution des mots croisés du n° 635

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	E	P	A	U	L	E	R	■	L	U
II	D	A	N	S	E	■	E	R	E	S
III	E	T	E	■	T	A	C	■	T	E
IV	■	R	E	G	■	C	H	U	T	E
V	■	I	■	A	U	T	E	U	R	S
VI	I	M	A	N	■	E	R	■	E	■
VII	F	O	R	T	S	■	C	A	S	E
VIII	R	I	T	■	E	C	H	U	■	D
IX	O	N	■	E	N	S	E	R	R	E
X	A	E	D	E	S	■	S	A	I	N

Fondation Jean-Jaurès



DANS LA BATAILLE DE MARS

Après la grande campagne que nous avons lancée avec le Congrès de Toulouse et qui nous a valu plusieurs milliers d'abonnements nouveaux, l'année 1986 commence sous le signe d'une nouvelle bataille pour « l'Unité », étroitement liée à celle des élections du 16 mars.

Face à la grande presse, dont la plupart des titres – quotidiens et hebdomadaires – mènent un combat permanent contre les idées et l'action du Parti socialiste, « l'Unité » est un instrument indispensable de notre combat. Mais il faut lui donner encore plus de forces, c'est-à-dire plus de moyens. C'est possible si chacun d'entre vous se mobilise en faisant connaître « l'Unité » autour de lui et en recrutant de nouveaux abonnés.

Pour cette bataille, « l'Unité » a besoin de vous comme vous avez besoin de « l'Unité ». Alors dès aujourd'hui, avec nous, mobilisez-vous pour la grande bataille de mars et pour que vive la presse socialiste.

Bulletin d'abonnement
à retourner
à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solferino
75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (210 F)***
★ ***abonnement d'un an (310 F)***
★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

GRAND BANQUET DES SOCIALISTES de l'ILE-de-FRANCE POUR LA VICTOIRE EN 1986

Chapiteau : Héliport de Paris
Lundi 24 février 20 h 30

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

Nombre d'invitations .....

Frais de participation 120 F x .....

J'ajoute – éventuellement – une contribution pour les frais d'organisation de cette manifestation. Chèque à l'ordre de J.B. CURIAL.

Adresser ce bon accompagné du règlement à :
J.-B. Curial - P.S. 7 bis, Place du Palais Bourbon 75007 PARIS - Tél. 47.53.07.07
Dès réception, nous vous ferons parvenir votre invitation qui sera obligatoirement exigée à l'entrée.

U.

PETITES ANNONCES

DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 28.2. Vous cherchez un collaborateur sérieux, efficace et discret, étudiant doctorat Paris I, juriste et journaliste de formation, se propose de vous aider dans vos enquêtes, travaux et recherches ou toute collecte d'informations.
Tél. : 16.20.30.78.00. LILLE.

Réf. 21.2. Prof. d'anglais, très exp., langue nat., donne des cours tous niveaux aux particuliers, Scop, C.e., etc. Région Paris.
Tél. : 43.22.62.01.

OFFRE D'EMPLOI

Réf. 28.1. Ville de Palaiseau : concours pour le recrutement d'un mécanicien automobile qualifié (essence, Diesel), titulaire de C.a.p. Date du concours samedi 22 mars 1986.
Inscription et curriculum vitae à adresser à : Monsieur le maire de Palaiseau (B.P. n° 6.91125 Palaiseau) avant le 8 mars 1986.

DIVERS

Réf. 21.2. La Bretagne à pied ou à vélo avec ou sans guide. Itinéraires organisés, gîte et couvert assurés, vélos fournis.
Bro Dreger. B.P.1. 29241 Locquirec.

QUELLE POLITIQUE POUR LA CULTURE EN BOURGOGNE ?
A Montbard (Côte-d'Or)
les vendredi 7 et samedi 8 mars
Salle Eluard, place Gambetta

Le vendredi 7 mars : spectacle à 20 h avec la participation de Catherine Ribeiro, suivie des interventions d'Hervé Vouillot, Rolland Carraz et Jean-Jack Queyranne.

Le samedi 8 mars, à partir de 14 h 30 : rencontres, carrefours, spectacles et débats alterneront tout l'après-midi.



CL **CREDIT LYONNAIS**

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325